

DEUXIÈME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2012

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 mars 2012
sous le numéro D.12-0125.

Première actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés financiers le 7 mai 2012
sous le numéro D.12-0125-A01



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 Août 2012 sous le numéro D.12-0125-A02. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2012

1 - CHAPITRE 2 : STRATÉGIE DU GROUPE ET PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS.....	4
1.1 COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU DÉPÔT DE LA PREMIÈRE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2012	4
1.1.1 <i>Communiqué de presse du 21 juin 2012 : Succès de l'offre de rachat sur les dettes hybrides lower tier 2</i>	4
1.1.2 <i>Communiqué de presse du 26 juin 2012 : Plan Mondial d'Actionariat Salarié 2012 : Bilan de la 25^{ème} augmentation de capital réservé aux salariés</i>	4
1.1.3 <i>Communiqué de presse du 1er août 2012 : Résultats du 2^{ème} trimestre 2012</i>	4
2 - CHAPITRE 3 : LA SOCIÉTÉ, LES ACTIONNAIRES	5
2.1 INFORMATIONS SUR LE CAPITAL.....	5
2.1.1 <i>Communiqué de presse du 26 juin 2012 : Plan Mondial d'Actionariat Salarié 2012 : Bilan de la 25^{ème} augmentation de capital réservé aux salariés</i>	5
2.1.2 <i>Répartition du capital et des droits de vote⁽¹⁾</i>	6
3 - CHAPITRE 4 : RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ DU GROUPE.....	7
3.1 PRÉSENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE	7
3.2 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE.....	9
3.3 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET DE LA RENTABILITÉ PAR MÉTIER	13
3.4 STRUCTURE FINANCIÈRE DU GROUPE.....	28
3.5 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCÉS	30
3.6 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS AU PREMIER SEMESTRE 2012.....	31
3.7 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ	32
3.7.1 <i>Principales évolution du bilan consolidé</i>	33
3.7.2 <i>Variation sur les postes significatifs du bilan consolidé</i>	33
3.7.3 <i>Situation d'endettement du Groupe</i>	35
3.8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET ÉQUIPEMENTS	36
3.9 PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS À VENIR.....	36
4 - CHAPITRE 5 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	37
4.1 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 22 MAI 2012	37
4.1.1 <i>Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2012</i>	37
4.2 CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GÉNÉRALE	38
4.2.1 <i>Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2012</i>	38
4.2.2 <i>Composition du Conseil d'administration au 22 mai 2012</i>	38
4.2.3 <i>Composition des Comités du Conseil</i>	38
4.2.4 <i>Composition du Comité Exécutif au 15 juillet 2012</i>	39
5 - CHAPITRE 9 : GESTION DES RISQUES.....	40
5.1 ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT : ENCOURS RISQUE DE CRÉDIT	40
5.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES SPÉCIFIQUES – RECOMMANDATIONS DU FSF EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE FINANCIÈRE.....	42
5.3 COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX	45
5.4 ÉVOLUTION DE LA VAR DE TRADING	45
5.5 RISQUES JURIDIQUES (<i>ACTUALISATION DES PAGES 235 À 237 DU DDR 2012</i>).....	46
5.6 RATIOS RÉGLEMENTAIRES	46
5.8.1 <i>Gestion des ratio prudentiels</i>	46
5.8.2 <i>Extrait s de la présentation du 1^{er} août 2012 : Résultats du deuxième trimestre 2012 (et annexes)</i>	47
6 - CHAPITRE 10 : ÉLÉMENTS FINANCIERS :	49
6.1 ÉTATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2012	49
6.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2012	88
6.3 RÉSULTATS DU 2 ^E TRIMESTRE 2012 (<i>COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 1^{ER} AOUT 2012</i>).....	90
7 - CHAPITRE 11 : ÉLÉMENTS JURIDIQUES.....	116
7.1 STATUTS.....	116
7.2 RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	125
8 - CHAPITRE 12 : RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE.....	135

8.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE.....	135
8.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE.....	135
8.3 RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES	136
9 - CHAPITRE 13 : TABLE DE CONCORDANCE.....	137
9.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	137
9.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	139

1 - Chapitre 2 : Stratégie du Groupe et présentation des activités

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la première actualisation du document de référence 2012

1.1.1 Communiqué de presse du 21 juin 2012 : Succès de l'offre de rachat sur les dettes hybrides lower tier 2

Le 11 juin 2012, Société Générale a lancé deux offres de rachat sur des instruments de dette hybride Lower Tier 2 émis par le Groupe et placés auprès d'investisseurs institutionnels. La première offre, qui portait sur onze lignes placées en dehors des États-Unis, a expiré le 19 juin 2012. La première phase de la seconde offre, qui portait sur une ligne placée auprès d'investisseurs institutionnels internationaux, a expiré le même jour (cette offre restera ouverte jusqu'au 10 juillet 2012).

Société Générale annonce le succès de cette opération qui conduit à un rachat des instruments visés s'élevant à un montant équivalent à 1,7 milliard d'euros.

Au travers de cette opération, le Groupe réalise un profit avant impôt d'environ 300 millions d'euros et son ratio Core Tier 1 augmente de 6 bp (proforma au 31 mars 2012).

1.1.2 Communiqué de presse du 26 juin 2012 : Plan Mondial d'Actionnariat Salarié 2012 : Bilan de la 25^{ème} augmentation de capital réservé aux salariés

Voir chapitre 3, paragraphe 2.1.1 , page 5

1.1.3 Communiqué de presse du 1er août 2012 : Résultats du 2^{ème} trimestre 2012

Voir chapitre 10, page 90

2 - Chapitre 3 : La Société, les actionnaires

2.1 Informations sur le capital

2.1.1 Communiqué de presse du 26 juin 2012 : Plan Mondial d'Actionnariat Salarié 2012 : Bilan de la 25^{ème} augmentation de capital réservé aux salariés

Pour la 25^{ème} année consécutive, Société Générale a proposé à ses collaborateurs de souscrire à une augmentation de capital.

Le Plan Mondial d'Actionnariat Salarié 2012 a été ouvert aux collaborateurs et anciens collaborateurs dans 58 pays. La souscription a été réalisée entre le 23 avril et le 7 mai 2012 à un prix de 19,19 euros par action, ce qui correspond au cours de référence décoté de 20 %.

Cette année, malgré un contexte économique et boursier difficile, 28 900 salariés et anciens salariés ont souscrit pour un montant de 81 millions d'euros. A l'issue de l'opération 2012, le capital, augmenté de 0,54 %, correspondant à l'émission de 4 191 357 nouvelles actions, est porté à 975 339 185 euros.

Voir chapitre 11, page 115

2.1.2 Répartition du capital et des droits de vote ⁽¹⁾

	Situation au 30 juin 2012 ⁽²⁾		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote*
Plan mondial d'actionnariat salarié	61 591 786	7,89%	12,54%
Grands actionnaires détenant plus de 1 % du capital et des droits de vote	69 627 172	8,92%	13,05%
<i>Groupama</i>	30 314 497	3,89%	6,53%
<i>CDC</i>	19 567 063	2,51%	2,87%
<i>Meiji Yasuda Life Insurance Cy</i>	11 069 312	1,42%	2,51%
<i>CNP</i>	8 676 300	1,11%	1,15%
Public	619 968 837	79,46%	71,11%
Autodétention	20 096 537	2,58%	2,28%
Autocontrôle	8987016	1,15%	1,02%
Total		100,00%	100,00%
Base de référence		780 271 348	881 678 567

NB : Les statuts du Groupe comprennent des seuils déclaratifs à intervalle de 0,5% à partir de 1,5%. A fin juin 2012, hors OPCVM et activité de trading d'établissements financiers, aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 1,5% du capital du Groupe.

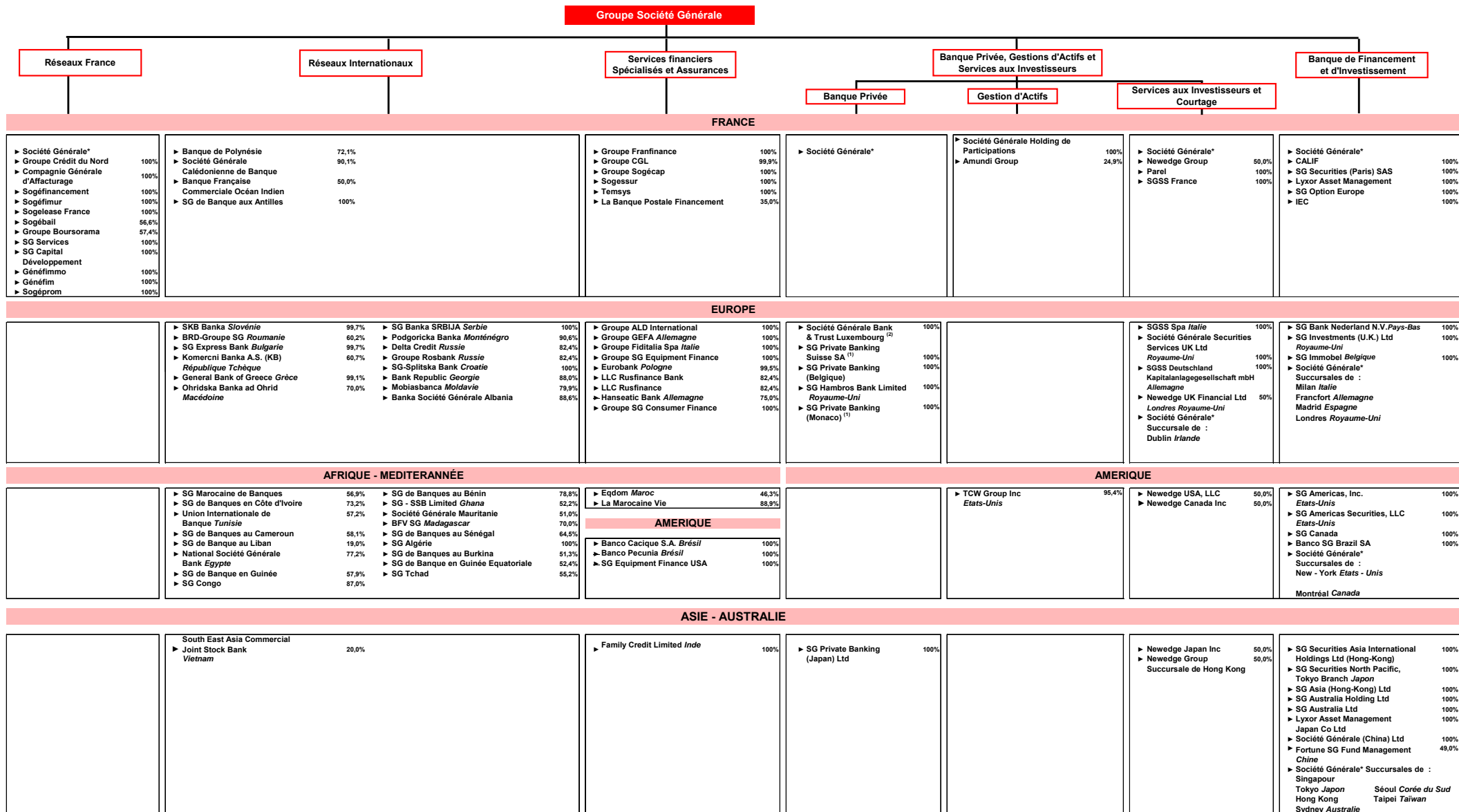
(1) Y compris droits de vote double (article 14 des statuts de Société Générale)

(2) Au 30 juin 2012, la part des actionnaires de l'Espace Economique Européen dans le capital est estimée à 39,3%.

* A compter de 2006 et conformément à l'article 223-11 du règlement général de l'AMF, des droits de vote sont associés aux actions propres pour le calcul du nombre total de droits de vote

3 - Chapitre 4 : Rapport semestriel d'activité du Groupe

3.1 Présentation des principales activités du Groupe



* Société-mère
(1) Filiale de SGBT Luxembourg.
(2) Outre ses activités relatives à la Banque privée, Société Générale Bank & Trust Luxembourg conduit également des activités commerciales en direction des entreprises relevant tant des métiers de Banque de détail que de Banque de Financement et d'Investissement.
Remarques :
- Les taux indiqués sont les taux d'intérêt du Groupe dans la détenuée.
- Les groupes ont été positionnés dans la zone géographique où ils exercent principalement leur activité

3.2 Activité et résultats du Groupe

*Nota : dans la suite de cette partie, les astérisques * renvoient à des variations à périmètre et change constants.*

Après un premier trimestre marqué par une accalmie sur les marchés financiers faisant suite et à la mise en place des opérations de refinancement à long terme de la Banque Centrale Européenne (LTRO) et à la finalisation du plan de soutien à la Grèce, le deuxième trimestre de l'année a vu se confirmer le ralentissement de la croissance économique en Europe et la poursuite de fortes tensions sur les marchés européens. Dans ce contexte, l'activité a été réduite, les investisseurs limitant leurs interventions dans l'attente de solutions durables à la crise de la dette souveraine. En France, les échéances électorales ont également entraîné un certain attentisme, en raison de l'absence de visibilité sur les nouvelles orientations économiques du pays.

Les résultats des Réseaux France sont caractérisés par une activité commerciale résiliente et un coût du risque maîtrisé en dépit du ralentissement de l'économie française. Les Réseaux Internationaux poursuivent leur stratégie de développement sélectif dans des zones à fort potentiel de croissance, notamment en Afrique et dans le Bassin méditerranéen. La réorganisation engagée en Russie se poursuit, et le Groupe a été conduit à déprécier en partie, à titre conservatoire, l'écart d'acquisition de Rosbank, en raison de la montée en puissance plus lente que prévue du dispositif russe. Les difficultés économiques que traverse la Roumanie influencent également les résultats semestriels de ce pôle.

La normalisation des marchés a conduit au premier trimestre à une reprise des activités de Banque de Financement et d'Investissement, freinée au deuxième trimestre par une conjoncture moins favorable. Dans le même temps, la réduction du bilan se poursuit par la cession d'actifs gérés en extinction et de crédit.

Sous contrainte de ressources, les métiers des Services Financiers Spécialisés et Assurances accroissent leur contribution au résultat net part du Groupe de façon significative, tandis que, dans un environnement peu porteur, les résultats du pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs sont fortement réduits par la dépréciation de l'écart d'acquisition de la filiale TCW.

Dans ce contexte, la Banque a poursuivi sa stratégie de transformation, notamment par la mise en œuvre de son programme de réduction des frais de gestion. Ceux-ci s'inscrivent en baisse de -3,5% par rapport au 1^{er} semestre 2011. Dans la Banque de Financement et d'Investissement, la baisse atteint -10,2% en comparaison semestrielle sur un an.

Parallèlement, l'accent reste mis sur la stricte gestion des ressources rares, la réduction du bilan et l'amélioration des ratios prudentiels. Les encours pondérés du Groupe sont en baisse de -7 milliards d'euros ce semestre en raison des cessions d'actifs de SG CIB, de la réduction des risques de marché, et de la mise sous contrainte de ressources des métiers, ce qui permet au Groupe d'atteindre à la fin du deuxième trimestre un ratio Core Tier 1 de 9,9%, en progression de +85 points de base au premier semestre.

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	13 122	12 583	-4,1%	-4,9%*
Frais de gestion	(8 617)	(8 319)	-3,5%	-3,7%*
Résultat brut d'exploitation	4 505	4 264	-5,3%	-7,1%*
Coût net du risque	(2 063)	(1 724)	-16,4%	-16,0%*
Résultat d'exploitation	2 442	2 540	+4,0%	+0,1%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	64	(7)	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	78	61	-21,8%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	(450)	n/s	
Charge fiscale	(687)	(739)	+7,6%	
Résultat net	1 897	1 405	-25,9%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	234	240	+2,6%	
Résultat net part du Groupe	1 663	1 165	-29,9%	-31,1%*
Coefficient d'exploitation	65,7%	66,1%		
Fonds propres moyens	38 372	41 888	+9,2%	
ROTE	10,0%	6,0%		
ROE après impôt	7,8%	4,9%		
Ratio Tier 1 (Bâle II) **	11,3%	11,6%		

* à périmètre et change constants

(l'exigence Bâle 2 intégrant les exigences au titre de Bâle 2.5 en 2011, ne pouvant être inférieure à 80% de l'exigence Bâle 1).

Produit net bancaire

Le produit net bancaire total du Groupe s'établit à 12,6 milliards d'euros pour le premier semestre 2012.

Hors actifs gérés en extinction, éléments non-économiques ou non-récurrents, les revenus sous-jacents s'inscrivent à 12 826 millions d'euros, en retrait de -4,2% par rapport au premier semestre 2011 retraité des mêmes éléments. Cette évolution provient pour l'essentiel de la baisse des revenus de la Banque de Financement et d'Investissement, qui traduit un environnement de marché peu actif et les conséquences des opérations de réduction du bilan engagées depuis plusieurs trimestres

- Les **Réseaux France** enregistrent au premier semestre des revenus de 4 083 millions d'euros (+0,3% hors PEL/CEL /S1-11), soutenus par une activité commerciale solide malgré un environnement économique en ralentissement ;

- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux** progresse de +1,1%* en données semestrielles sur un an. Les revenus sont en forte hausse dans le Bassin méditerranéen et en Afrique, et compensent la stabilité de la Russie et la baisse constatée en Roumanie en raison d'un environnement économique dégradé ;

- Au cours du premier semestre, les revenus des activités **pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement** intègrent des coûts de cession pour -385 millions d'euros. Le produit net bancaire du semestre, à 3 259 millions d'euros, est en baisse de -20,2%*. Retraité de ces coûts, les revenus du premier semestre 2012 diminuent de -9,6% par rapport au premier semestre 2011 ;

La contribution des **actifs gérés en extinction** de la Banque de Financement et d'Investissement aux revenus du métier est négative de -169 millions d'euros au S1-12, contre +85 millions d'euros au S1-11.

Au total, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'inscrivent à 3 090 millions d'euros au S1-12.

- Les revenus du pôle **Services Financiers Spécialisés** et Assurances sont stables (-0,8%*), à 1 726 millions d'euros au premier semestre 2012, tirés par la progression des revenus des activités d'Assurance (+11,1%*), la baisse des revenus des activités de Services Financiers Spécialisés restant limitée à -3,2%*.
- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** est de 1 086 millions d'euros (-6,1%* par rapport au S1-11). Il continue d'être affecté par la situation des marchés (persistance de la faiblesse des indices, évolution défavorable des taux d'intérêt).

L'incidence comptable sur le produit net bancaire de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre est de +25 millions d'euros au S1-12.

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à -8 319 millions d'euros au S1-12, soit -3,7%* par rapport au S1-11, conséquence du strict pilotage des coûts en œuvre depuis plusieurs trimestres. Ces efforts se poursuivent dans l'ensemble des pôles. Dans la Banque de Financement et d'Investissement, le plan de sauvegarde de l'emploi ouvert au début du deuxième trimestre a été clôturé avec une suppression de 880 postes de travail. Il est à noter que le plein effet de ces mesures ne sera sensible qu'à partir des prochains mois. Les efforts de réduction des frais de gestion se poursuivent par ailleurs dans l'ensemble des pôles.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit à 4,3 milliards d'euros au S1-12 (-7,1%* par rapport au S1-11).

La **charge nette du risque** du Groupe pour le semestre est de -1 724 millions d'euros contre -2 063 au S1-11, qui intégrait les premières dotations destinées à couvrir le risque souverain grec.

Dans une conjoncture perturbée par la crise de la zone euro, le coût du risque du Groupe est maîtrisé et s'établit à 72¹ points de base sur le premier semestre 2012, en hausse de +9 points par rapport au premier semestre 2011 et reste donc maîtrisé dans un environnement économique qui se dégrade en Europe.

- o Le coût du risque des **Réseaux France** est en légère hausse à 45 points de base ce semestre (38 points de base au S1-11) malgré un contexte économique qui se dégrade en France.
- o A 196 points de base (contre 162 points de base au S1-11 et 177 points de base sur l'année 2011), le coût du risque des **Réseaux internationaux** du semestre est marqué par une augmentation ponctuelle en Russie liée à la révision des sûretés sur le portefeuille immobilier Corporate et un niveau élevé en Roumanie en raison de la situation économique.
- o Le coût du risque des activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** reste à un niveau faible de 19 points de base. Sur le semestre, la charge du risque des actifs gérés en extinction est en forte baisse (-153 millions d'euros contre -226 millions d'euros au S1-11).

¹ Calcul annualisé, hors litiges, hors actifs gérés en extinction et hors dépréciation de la dette souveraine grecque, sur encours début de période

- A 125 points de base au S1-12, le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** diminue de 30 points (155 points de base au premier semestre 2011) principalement dans les métiers de Crédit à la Consommation.

En parallèle, le taux de couverture des engagements provisionnables du Groupe se renforce à 77% (contre 71% à fin juin 2011).

Au total, le résultat d'exploitation du Groupe progresse de +4,0% par rapport au S1-11 et atteint 2 540 millions d'euros au S1-12 (+0,1%*).

Résultat net

Après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 29,2% au S1-12 contre 27,4% au S1-11) et des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 165 millions d'euros au premier semestre 2012 (1 663 millions d'euros au S1-11).

Ce résultat intègre des éléments non-économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et résultat comptable des opérations de couverture de portefeuille de crédit du Groupe) à hauteur de +4 millions d'euros, des éléments non-récurrents pour -563 millions d'euros⁽¹⁾, et le résultat du portefeuille d'actifs gérés en extinction pour -242 millions d'euros.

Retraité de ces éléments, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 1 966 millions d'euros au premier semestre.

Le ROE du Groupe après impôt est de 4,9% au S1-12, le ROTE s'établit à 6,0%. Le ROE sous-jacent s'élève à 8,7% au premier semestre et le ROTE sous-jacent à 10,7% sur cette période. Le bénéfice net par action sur l'année est de 1,37 euros, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽²⁾.

⁽¹⁾ Dont : rachat de dette hybride (+195 millions d'euros), dépréciation de la dette souveraine grecque (-16 millions d'euros), dépréciations d'écarts d'acquisition et pertes en capital des activités pérennes (-742 millions d'euros), effet sur le résultat net part du Groupe des opérations de réduction du bilan de la Banque de Financement et d'Investissement (-266 millions d'euros)

⁽²⁾ Les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI à fin juin 2012 sont respectivement de 133 et 8 millions d'euros. A fin juin 2012, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS s'élève à 2 millions d'euros

3.3 Synthèse des résultats et de la rentabilité par métier

En millions d'euros	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Banque de Financement et d'Investissement		Services Financiers Spécialisés et Assurances		Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs		Hors Pôles		Groupe	
	S1-11	S1-12	S1-11	S1-12	S1-11	S1-12	S1-11	S1-12	S1-11	S1-12	S1-11	S1-12	S1-11	S1-12
	Produit net bancaire	4 076	4 083	2 449	2 465	4 115	3 090	1 744	1 726	1 127	1 086	(389)	133	13 122
Frais de gestion	(2 617)	(2 624)	(1 492)	(1 516)	(2 478)	(2 225)	(928)	(908)	(983)	(956)	(119)	(90)	(8 617)	(8 319)
Résultat brut d'exploitation	1 459	1 459	957	949	1 637	865	816	818	144	130	(508)	43	4 505	4 264
Coût net du risque	(339)	(415)	(591)	(710)	(281)	(237)	(427)	(334)	(24)	(7)	(401)	(21)	(2 063)	(1 724)
Résultat d'exploitation	1 120	1 044	366	239	1 356	628	389	484	120	123	(909)	22	2 442	2 540
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	4	(3)	65	3	(2)	(2)	2	10	(6)	(15)	64	(7)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	4	5	2	0	0	9	(7)	62	61	(2)	1	78	61
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0	(250)	0	0	0	0	0	(200)	0	0	0	(450)
Charge fiscale	(381)	(356)	(82)	(52)	(376)	(140)	(111)	(138)	(27)	(40)	290	(13)	(687)	(739)
Résultat net	744	692	293	(64)	1 045	491	285	337	157	(46)	(627)	(5)	1 897	1 405
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	8	6	133	122	5	9	8	7	1	2	79	94	234	240
Résultat net part du Groupe	736	686	160	(186)	1 040	482	277	330	156	(48)	(706)	(99)	1 663	1 165
Coefficient d'exploitation	64,2%	64,3%	60,9%	61,5%	60,2%	72,0%	53,2%	52,6%	87,2%	88,0%	n/s	n/s	65,7%	66,1%
Fonds propres moyens	8 254	8 450	5 039	5 182	11 974	12 121	5 152	5 188	1 684	1 838	6 272*	9 113*	38 372	41 888
ROE après impôt													7,8%	4,9%

* calculé par solde entre les fonds propres Groupe et les fonds propres alloués aux pôles

RESEAUX FRANCE

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	4 076	4 083	+0,2%	+0,3%(a)
Frais de gestion	(2 617)	(2 624)	+0,3%	
Résultat brut d'exploitation	1 459	1 459	+0,0%	+0,4%(a)
Coût net du risque	(339)	(415)	+22,4%	
Résultat d'exploitation	1 120	1 044	-6,8%	-6,4%(a)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	-100,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	4	0,0%	
Charge fiscale	(381)	(356)	-6,6%	
Résultat net	744	692	-7,0%	-6,5%(a)
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	8	6	-25,0%	
Résultat net part du Groupe	736	686	-6,8%	-6,1%(a)
Coefficient d'exploitation	64,2%	64,3%		
Fonds propres moyens	8 254	8 450	+2,4%	

(a) Hors PEL/CEL

Dans un environnement difficile de crise de la zone euro et un contexte macroéconomique qui s'est dégradé au deuxième trimestre, les **Réseaux France** présentent une activité commerciale robuste sur le premier semestre.

L'environnement de crise, couplé aux incertitudes sur les évolutions de la fiscalité, a continué d'alimenter la décollecte du marché de l'assurance-vie au deuxième trimestre 2012. Dans un marché en décollecte -4,7 milliards d'euros sur le semestre, le Groupe affiche toujours une collecte nette positive de 134 millions d'euros sur cette même période.

Dans un contexte de concurrence vive sur la collecte des dépôts, les encours bilanciaux progressent de +2,7% par rapport au premier semestre 2011. Cette performance est tirée par la collecte sur dépôts à terme et certificats de dépôt : ceux-ci bénéficient du succès de l'offre « CAT Tréso + » et progressent de +12,7% par rapport au premier semestre 2011. L'épargne réglementée est également en forte hausse, portée d'une part par les encours de livret A (+32,0% par rapport au S1-11) et d'autre part par le succès de l'offre « CSL + ».

Les Réseaux France continuent de soutenir activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Grâce à la forte mobilisation des Réseaux France au service de leurs clients, les encours de crédits progressent globalement de 3,9% à 175,8 milliards d'euros par rapport au S1-11.

Les encours de crédits aux entreprises s'élèvent à 79,5 milliards d'euros progressant de +4,1% sur le semestre. Le Groupe est fier d'accompagner les entreprises à court et moyen long terme, comme en témoigne la progression des encours de crédits de fonctionnement (+8,9% à 12,8 milliards d'euros) et des crédits d'investissement (+2,8% à 63,9 milliards d'euros).

En un an, les Réseaux France ont contribué au développement des entreprises et accordé près de 68,000 financements aux entreprises pour un montant total de 8,8 milliards d'euros.

Les encours de crédits aux particuliers progressent de +3,6% sur la période, tirés par les crédits immobiliers (+4,2%).

Le ratio crédits/dépôts s'élève à 127% au S1-12.

Les revenus des Réseaux France sont résilients avec un produit net bancaire de 4 083 millions d'euros, stable par rapport au S1-11. La progression de la marge d'intérêts de +2,3% par rapport au S1-11 s'explique par un effet volume favorable en dépit d'une baisse des taux sur les dépôts et par une évolution favorable de la marge sur crédits. Cette évolution compense la baisse des commissions -2,3% sur cette même période, avec notamment des commissions financières en baisse de -14,0% du fait d'un volume moindre d'opérations financières sur la clientèle de particuliers.

Sur le semestre, les frais de gestion sont stables à +0,3% par rapport au S1-11 malgré les investissements liés à la transformation du Groupe et à l'intégration réussie de la Société Marseillaise de Crédit dans le système informatique du Crédit du Nord sur le premier trimestre. Ils intègrent également les premiers effets de mutualisation des coûts sur le deuxième trimestre avec la prise de nouvelles initiatives entre Société Générale et Crédit du Nord sur les systèmes de paiement.

Le résultat brut d'exploitation de 1 459 millions d'euros est stable par rapport au S1-11

Le coût du risque des Réseaux France, à 45 points de base au S1-12, est en légère hausse par rapport à celui du S1-11 (41 points de base).

Au total, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 686 millions d'euros au S1-12, en retrait de -6,8% par rapport au S1-11.

RESEAUX INTERNATIONAUX

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	2 449	2 465	+0,7%	+1,1%*
Frais de gestion	(1 492)	(1 516)	+1,6%	+1,8%*
Résultat brut d'exploitation	957	949	-0,8%	0,0%*
Coût net du risque	(591)	(710)	+20,1%	+20,7%*
Résultat d'exploitation	366	239	-34,7%	-34,1%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	(3)	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5	2	-60,0%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	(250)	n/s	
Charge fiscale	(82)	(52)	-36,6%	
Résultat net	293	(64)	n/s	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	133	122	-8,3%	
Résultat net part du Groupe	160	(186)	n/s	n/s
Coefficient d'exploitation	60,9%	61,5%		
Fonds propres moyens	5 039	5 182	+2,8%	

* à périmètre et change constants

Sur le semestre, les **Réseaux internationaux** sont contraints par une conjoncture économique difficile dans des zones d'implantation importantes. En particulier en Europe centrale et orientale, la croissance économique est moins soutenue qu'attendu. En dépit de ce contexte, les Réseaux Internationaux affichent une activité commerciale dynamique, ce qui permet aux revenus de se maintenir sur le semestre.

Au total, les revenus des **Réseaux Internationaux** s'élèvent à 2 465 millions d'euros au S1-12 (+0,7% en données courantes, +1,1%* par rapport au S1-11)

L'activité reste dynamique avec une progression des encours dans les principaux bassins d'implantation. Par rapport au S1-11, les encours de crédits augmentent de +5,3%* à 68,9 milliards d'euros et les encours de dépôts de +6,9%* à 69,9 milliards d'euros.

A -1 516 millions d'euros, les **frais de gestion** sont en hausse de +1,6% par rapport au S1-11. Ils sont néanmoins en baisse par rapport au S1-11 en République tchèque (-1,1%*) et en Roumanie (-3,0%*).

Dans le **Bassin méditerranéen**, le fonds de commerce continue de se développer à un rythme soutenu, avec l'ouverture nette de 76 agences depuis le 30 juin 2011, dont 23 au Maroc. L'activité commerciale progresse fortement tant pour les encours de crédits (+5,0%* par rapport au S1-11) que pour les dépôts (+4,4%* sur la même période). Le produit net bancaire bénéficie de cette dynamique et progresse de +15,4%* par rapport au S1-11, en augmentation dans chaque entité de la zone. La progression de +6,6%* des frais généraux est en ligne avec l'extension du fonds de commerce.

En **Afrique Sub-saharienne**, la progression des encours reste dynamique, avec +9,0%* sur les crédits et +8,5%* sur les dépôts. Le produit net bancaire progresse de +15,8%* par rapport au premier semestre 2011. Par ailleurs, le réseau d'agences continue de se développer avec l'ouverture de 20 nouvelles agences depuis le 30 juin 2011. En complément, il convient de signaler l'ouverture d'une première agence à Pointe Noire avec la création d'une nouvelle filiale au Congo. Le Groupe enrichit son offre en proposant des solutions innovantes : le Groupe a ainsi déployé en mars 2012 Monifone, une offre multi-opérateurs de transfert d'argent et de paiement de factures par téléphone mobile au

Cameroun, qui s'inscrit dans le sillage de Yoban'Tel, développé par Société Générale de Banque au Sénégal. Dans le même temps, les frais généraux sont maîtrisés par rapport à S1-11(+7,8%*).

Forte d'une demande intérieure dynamique en **Russie**, l'activité commerciale des Réseaux Internationaux en Russie permet aux encours de crédits de progresser de +17,2%* par rapport au S1-11 à 12,0 milliards d'euros et aux dépôts d'augmenter de +3,8%* par rapport au S1-11 à 8,2 milliards d'euros. Les revenus sont stables de -0,2% en données courantes (-1,2%*) par rapport au S1-11 à 491 millions d'euros, en raison d'un coût de refinancement toujours élevé. Dans un contexte de forte inflation, où les salaires continuent de croître de manière soutenue, les frais de gestion augmentent de +3,7%* par rapport au S1-11 à -416 millions d'euros. Sur Rosbank, les actions d'optimisation post-fusion se poursuivent (baisse des effectifs de plus de 2 100 ETP, rationalisation des surfaces occupées par le siège quasiment finalisée, simplification de la structure du réseau de 43 zones à 12 régions et 3 back-offices en service en fin d'année 2012). Le résultat d'exploitation, en Russie, souffre d'une forte augmentation de la charge nette du risque sur la période à 130 millions d'euros (contre 78 millions d'euros au S1-11), faisant suite à une revue du portefeuille de crédits immobiliers aux entreprises. Le résultat net part du Groupe de la Russie intègre en complément la dépréciation de l'écart d'acquisition de Rosbank pour 250 millions d'euros comptabilisée sur le T2-12 en raison du retard d'exécution des hypothèses du plan d'affaires de cette dernière.

En **Europe centrale et orientale** hors Grèce, le développement de l'activité commerciale reste soutenu. La forte collecte de dépôts (+15,1%* par rapport au S1-11) permet d'afficher un ratio crédits /dépôts de 130,9%, en baisse de -12 points comparé au S1-11. A noter la nomination par le magazine financier international *Euromoney* de SGEB comme « Meilleure banque de Bulgarie » et comme leader en terme de parts de marché sur les opérations de change pour la clientèle d'entreprises et d'institutions financières. A noter également sur la période le développement du refinancement externe avec la première émission d'obligations en RSD réussie en Serbie pour un montant d'environ 15 millions d'euros.

En **République tchèque**, Komerční Banca continue d'afficher une performance commerciale robuste. Les crédits progressent de +9,8%* et les dépôts de +6,4%* par rapport au S1-11. Les revenus bénéficient de cette dynamique et progressent de +7,0%* sur la période. Grâce notamment à une stricte maîtrise des frais généraux, la contribution au résultat net part du Groupe s'établit à 144 millions d'euros, en hausse de +16,1%* par rapport au S1-11.

En **Roumanie**, dans un contexte économique toujours contraint, l'activité de crédit reste atone (+0,9%* sur l'année) et les encours de dépôts progressent de +10,0%* sur la même période, stimulés par une approche commerciale dynamique en banque de détail. En conséquence, le ratio crédits /dépôts s'équilibre à 99,6%, contre 108,7% un an auparavant. Les revenus sont pénalisés par la détérioration de la marge d'intérêts liée à la baisse des taux et enregistrent un repli par rapport à S1-11 (-5,8%*). Dans ce contexte, l'effort de maîtrise des coûts engagé depuis plusieurs trimestres est maintenu (-3,0%* par rapport au S1-11).

Sur le semestre, le pôle des **Réseaux Internationaux** extériorise un résultat brut d'exploitation de 949 millions d'euros, constant par rapport au S1-11.

En forte hausse par rapport au S1-11 (162 points de base), le coût du risque des Réseaux Internationaux s'élève à 196 points de base au S1-12, tiré par les hausses constatées en Roumanie et en Russie.

Au total, les **Réseaux Internationaux** dégagent un résultat net part du Groupe négatif de -186 millions d'euros au S1-12, et de +64 millions d'euros hors dépréciation de l'écart d'acquisition de Rosbank.

BANQUE DE FINANCEMENT ET D INVESTISSEMENT

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	4 115	3 090	-24,9%	-26,3%*
<i>dont Activités de Financement et Conseil</i>	1 296	665	-48,7%	-47,2%*
<i>dont Activités de Marché (1)</i>	2 734	2 594	-5,1%	-8,2%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	85	(169)	n/s	n/s*
Frais de gestion	(2 478)	(2 225)	-10,2%	-10,1%*
Résultat brut d'exploitation	1 637	865	-47,2%	-49,6%*
Coût net du risque	(281)	(237)	-15,7%	-15,7%*
<i>dont Actifs gérés en extinction</i>	(226)	(153)	-32,3%	-32,3%*
Résultat d'exploitation	1 356	628	-53,7%	-56,3%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	65	3	95,4%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(376)	(140)	-62,8%	
Résultat net	1 045	491	-53,0%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	5	9	+80,0%	
Résultat net part du Groupe	1 040	482	-53,7%	-54,3%*
Coefficient d'exploitation	60,2%	72,0%		
Fonds propres moyens	11 974	12 121	+1,2%	

* à périmètre et change constants

(1) Dont "Actions" 1 125 M EUR au S1-12 (1 499 M EUR au S1-11) et

"Taux, Change, Matières Premières" 1 469 M EUR au S1-12 (1 236 M EUR au S1-11)

Dans un environnement marqué par la crise de la zone euro et un marché particulièrement instable doublé d'un ralentissement de la croissance mondiale au second trimestre, les différentes activités de la Banque de Financement et d'Investissement affichent des revenus de 3 090 millions d'euros au S1-12 (dont -169 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction et -385 millions d'euros au titre de la décote nette sur les crédits cédés) en baisse de -26,3%* par rapport à S1-11. Les revenus des activités pérennes de SG CIB hors décote nette sur les crédits cédés s'élèvent à 3 644 millions d'euros (-9,6% par rapport au S1-11).

A 2 594 millions d'euros, les Activités de Marché présentent une performance solide tirée par un excellent premier trimestre sur les activités Taux, Changes et Matières premières et une activité commerciale satisfaisante au deuxième trimestre dans un marché peu porteur. Le management proactif des risques a conduit SG CIB à réduire la VaR de marché de -37% sur un an. Au global, les revenus semestriels s'inscrivent en retrait de -8,2%* sur un an.

Les activités Actions affichent des revenus de 1 125 millions d'euros, en baisse de -24,9%⁽¹⁾ par rapport au S1-11. Malgré des volumes de marché faibles, l'activité client a été résiliente, en particulier sur les produits de flux et les produits structurés.

Les activités Taux, Change et Matières premières enregistrent au S1-12 des revenus de 1 469 millions d'euros en hausse de +18,6%⁽¹⁾ sur un an, dans un environnement de marché porteur au premier trimestre et plus instable au second. Cette performance a été tirée par les produits structurés ainsi que par les activités de taux et de crédit qui ont bien résisté au cours du semestre.

⁽¹⁾ A isopérimètre

A 665 millions d'euros, les revenus des métiers de Financement et Conseil sont en baisse par rapport au S1-11 (-47,2%*) en raison de la décote nette sur les actifs cédés et du recentrage annoncé à l'automne 2011 (-385 millions d'euros au S1-12). Retraités de ces éléments, les revenus sont moins pénalisés (-19% par rapport au S1-11). Les revenus sont tirés par la très bonne performance des financements structurés, ressources naturelles et infrastructure en particulier. Les activités d'émission présentent quant à elles de solides résultats malgré la baisse des volumes d'émission au cours du semestre. L'activité primaire obligataire enregistre sa meilleure performance au premier trimestre 2012 depuis le T3-09 et SG CIB consolide son positionnement sur l'activité primaire action en se classant n°8 en « émissions actions et convertibles en zone EMEA » (Thomson Financials), avec une part de marché de 5,0% au S1-12. Enfin, la ligne-métier a joué au S1-12 un rôle de premier plan dans plusieurs opérations : SG CIB est notamment intervenu en tant que joint-global coordinator / joint-bookrunner dans le cadre de l'émission par Peugeot SA d'1 milliard d'euros d'actions nouvelles et comme joint-bookrunner dans le cadre de l'augmentation de capital de 7,5 milliards d'euros d'Unicredit. SG CIB a également participé en tant que joint-bookrunner à la première émission de Danone en dollars US, confirmant le développement de la Banque de Financement et d'Investissement sur ce segment.

Au S1-12, la contribution aux revenus des actifs gérés en extinction est de -169 millions d'euros. La politique de réduction de ce portefeuille se poursuit, avec une baisse des encours de 4,3 milliards d'euros en nominal (3,1 milliard d'euros de cessions et 1,2 milliard d'euros d'amortissement).

Les frais de gestion de la Banque de Financement et d'Investissement du S1-12 s'établissent à -2 225 millions d'euros, en baisse significative de -10,1%* (-10,2% en données courantes) par rapport au S1-11, bénéficiant des premiers effets des plans de restructuration et de réduction des coûts engagés fin 2011, et notamment du plan de sauvegarde de l'emploi de SG CIB qui s'est achevé au deuxième trimestre. Le résultat brut d'exploitation des activités pérennes de SG CIB hors décote nette sur les crédits cédés atteint 1 447 millions d'euros.

Le coût net du risque semestriel des activités pérennes est faible à 19 points de base. La charge du risque des actifs gérés en extinction est de -153 millions d'euros au S1-12.

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat d'exploitation de 628 millions d'euros au S1-12 (contre 1 356 millions d'euros au S1-11) et une contribution au résultat net part du Groupe de 482 millions d'euros (contre 1 040 millions d'euros au S1-11). Retraité des décotes nettes sur les crédits cédés, les activités pérennes contribuent au résultat net part du Groupe à hauteur de 990 millions d'euros.

SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	1 744	1 726	-1,0%	-0,8%*
Frais de gestion	(928)	(908)	-2,2%	-1,6%*
Résultat brut d'exploitation	816	818	+0,2%	+0,2%*
Coût net du risque	(427)	(334)	-21,8%	-20,5%*
Résultat d'exploitation	389	484	+24,4%	+22,9%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	(2)	+0,0%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	9	(7)	n/s	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(111)	(138)	+24,3%	
Résultat net	285	337	+18,2%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	8	7	12,5%	
Résultat net part du Groupe	277	330	+19,1%	+17,2%*
Coefficient d'exploitation	53,2%	52,6%		
Fonds propres moyens	5 152	5 188	+0,7%	

* à périmètre et change constants

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- i. les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation),
- ii. l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages).

La contribution du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** à 330 millions d'euros progresse de +17,2%* par rapport au premier semestre 2011. Cette forte performance témoigne de la solidité des activités Assurances et de la qualité du dispositif des Services Financiers Spécialisés dont la rentabilité continue de progresser sous contrainte de ressources (capital et liquidité).

Au global, le résultat d'exploitation du pôle des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** ressort à 484 millions d'euros sur le semestre, en progression de +22,9%* par rapport au S1-11.

Sur le premier semestre 2012, les **Services Financiers Spécialisés** ont par ailleurs multiplié les initiatives de refinancement externe qui s'élèvent au global à 2,2 milliards d'euros sur la période ; les principales opérations ont consisté en la titrisation de créances automobiles en France et en Allemagne et au lancement de la collecte de dépôts en Allemagne.

Le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche une croissance maîtrisée de son parc qui atteint près de 931 000 véhicules à fin juin 2012 (+5,8%⁽¹⁾ par rapport à fin juin 2011).

La production des activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** est en repli de -7,5%* par rapport au S1-11 à 3,5 milliards d'euros (hors affacturage) dans un contexte de ralentissement économique. Les marges à la production se sont maintenues à un bon niveau. Les encours s'élèvent à 18,2 milliards d'euros hors affacturage, en recul de -1,7%* par rapport à fin juin 2011.

En **Crédit à la consommation** la production diminue de -3,3%* par rapport au S1-11 à 5,1 milliards d'euros sous l'effet de l'évolution de l'environnement réglementaire et d'une politique d'octroi des crédits plus sélective. Les encours demeurent stables sur la période à 22,5 milliards d'euros (+0,2%* par rapport à fin juin 2011).

Le produit net bancaire des **Services Financiers Spécialisés** est en retrait par rapport au S1-11 (-3,2%*), à 1 389 millions d'euros sous l'effet de l'évolution des encours. Les frais généraux à -780 millions d'euros sont en diminution de -3,5%* par rapport au S1-11 qui incluait des coûts de restructuration (Italie). Le résultat brut d'exploitation s'élève à 609 millions d'euros, soit -2,9%* par rapport au S1-11.

Le coût du risque du pôle des **Services Financiers Spécialisés** s'améliore significativement sur le semestre passant de 427 millions d'euros au S1-11 (155 points de base) à 334 millions d'euros (125 points de base) grâce au redressement de l'Italie.

L'activité **Assurances** affiche une performance solide. La collecte brute d'assurance-vie diminue de -9,8,%* par rapport à S1-11 dans un environnement peu favorable ; la performance réalisée en France sur le semestre demeure en ligne avec le marché et permet le maintien de la part de marché. Portées par le développement des activités à l'international, les primes d'assurance-prévoyance progressent de +20,1%* par rapport au S1-11, portées notamment par les activités à l'international. Les primes de l'assurance Dommages demeurent également en hausse de +9,1%* par rapport au S1-11, et témoigne notamment du dynamisme commercial soutenu sur le segment automobile.

Le produit net bancaire de l'activité **Assurances** s'établit à 337 millions d'euros sur le S1-12, en progression de +11,1%* par rapport au S1-11.

BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	1 127	1 086	-3,6%	-6,1%*
Frais de gestion	(983)	(956)	-2,7%	-5,5%*
Résultat brut d'exploitation	144	130	-9,7%	-10,3%*
Coût net du risque	(24)	(7)	-70,8%	-72,0%*
Résultat d'exploitation	120	123	+2,5%	+2,5%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	10	x 5,0	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	62	61	-1,6%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	(200)	n/s	
Charge fiscale	(27)	(40)	+48,1%	
Résultat net	157	(46)	n/s	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	1	2	100,0%	
Résultat net part du Groupe	156	(48)	n/s	n/s*
Coefficient d'exploitation	87,2%	88,0%		
Fonds propres moyens	1 684	1 838	+9,1%	

* à périmètre et change constants

Le pôle Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs regroupe quatre activités :

- i. la Banque Privée (**Société Générale Private Banking**),
- ii. la Gestion d'Actifs (**Amundi, TCW**)
- iii. les Services aux Investisseurs (**Société Générale Securities & Services**)
- iv. le Courtage (**Newedge**).

Le pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs présente au premier semestre 2012 une performance contrastée dans un contexte de marchés peu actifs et globalement baissiers.

La Banque Privée connaît une baisse de ses revenus semestriels de -11,6%* sur un an à la suite de l'enregistrement d'une perte opérationnelle en Asie. Retraité de cette perte ponctuelle, les revenus sont en retrait de -7,5%. A 85,6 milliards d'euros à fin juin 2012, le niveau des actifs sous gestion baisse de -1% par rapport à fin juin 2011 (86,1 milliards d'euros), évolution en ligne avec la baisse des marchés.

Les métiers Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs affichent des résultats soutenus par une bonne dynamique commerciale au premier semestre. Newedge maintient sa position de leader avec une part de marché semestrielle stable sur un an à 11,7%. Enfin, l'activité de **Gestion d'Actifs** de TCW enregistre une bonne performance qui lui permet d'afficher 9 fonds classés 4 étoiles ou plus par *Morningstar* à fin juin 2012. Le fonds « MetWest Total Return Bond Fund » est classé 2ème aux US sur le segment Intermediate-term bond sur 10 et 15 ans (parmi plus de 600 acteurs).

A 1 086 millions d'euros au premier semestre, les revenus du pôle sont en retrait de -6,1%* sur un an, (-3,6% en données courantes). Les frais de gestion, à -956 millions d'euros, baissent de -5,5%* sur la même période (-2,7% en données courantes) traduisant les efforts d'efficacité opérationnelle des métiers. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 130 millions d'euros, en baisse de -10,3%* par rapport au S1-11 (-9,7% en données courantes). La contribution du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à -48 millions d'euros, contre 156 millions d'euros au S1-11, en raison de la dépréciation de l'écart d'acquisition de la filiale TCW pour -200 millions d'euros, afin de tenir compte de l'évolution défavorable du marché de la gestion d'actifs.

Banque Privée

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	414	374	-9.7%	-11.6%*
Frais de gestion	(310)	(305)	-1.6%	-4.7%*
Résultat brut d'exploitation	104	69	-33.7%	-33.0%*
Coût net du risque	(11)	(1)	-90.9%	-91.7%*
Résultat d'exploitation	93	68	-26.9%	-25.3%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Charge fiscale	(18)	(18)	-0.0%	
Résultat net	75	50	-33.3%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>-100.0%</i>	
Résultat net part du Groupe	74	50	-32.4%	-30.6%*
Coefficient d'exploitation	74.9%	81.6%		
Fonds propres moyens	626	666	+6.4%	

* à périmètre et change constants

La ligne métier enregistre une collecte positive semestrielle de +0,1 milliard et consolide ses actifs gérés à 85,6 milliards d'euros à fin juin 2012 (86,1 milliards d'euros à fin juin 2011), en tenant compte d'un effet « marché » de -0,1 milliard d'euros, d'un effet « change » de +1,0 milliard d'euros et d'un effet périmètre de -0,3 milliard d'euros.

A 374 millions d'euros, les revenus de la ligne-métier baissent de -11,6%* mais seulement de -7,5% hors perte opérationnelle en Asie par rapport au S1-11. A -305 millions d'euros, les frais de gestion sont en baisse de -4,7%* sur un an. En conséquence, le résultat brut d'exploitation s'établit à 69 millions d'euros (contre 104 millions d'euros au S1-11) et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe s'élève à 50 millions d'euros (contre 74 millions d'euros au S1-11).

Gestion d'Actifs

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	169	159	-5,9%	-12,6%*
Frais de gestion	(165)	(146)	-11,5%	-17,0%*
Résultat brut d'exploitation	4	13	x 3,2	n/s*
Coût net du risque	0	1	n/s	n/s
Résultat d'exploitation	4	14	x 3,5	n/s*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	62	61	-1,6%	
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	(200)	n/s	
Charge fiscale	(1)	(5)	x 5,0	
Résultat net	65	(130)	n/s	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	0	1	n/s	
Résultat net part du Groupe	65	(131)	n/s	n/s*
Coefficient d'exploitation	97,6%	91,8%		
Fonds propres moyens	474	478	+0,8%	

* à périmètre et change constants

A 101,1 milliards d'euros, les actifs sous gestion de TCW progressent de +18,4 milliards d'euros sur un an, prenant en compte une collecte de +2,7 milliard d'euros, un effet « marché » de +1,8 milliards d'euros, un effet « change » de +12,5 milliards d'euros et un effet périmètre de +1,4 milliard d'euros.

TCW enregistre une bonne performance qui lui permet d'afficher 9 fonds classés 4 étoiles ou plus par *Morningstar* à fin juin 2012. Le fonds « MetWest Total Return Bond Fund » est classé 2ème aux US sur le segment Intermediate-term bond sur 10 et 15 ans (parmi plus de 600 acteurs).

A 159 millions d'euros, les revenus sont en retrait de -12,6%* (-5,9% en données courantes) par rapport au S1-11. Cette évolution est compensée par une baisse plus importante des frais de gestion (-17,0%* sur un an). Le résultat brut d'exploitation ressort à 13 millions d'euros au S1-12 contre 4 millions d'euros au S1-11. Après prise en compte de la contribution d'Amundi de 61 millions d'euros et de la dépréciation d'écart d'acquisition pour -200 millions d'euros, la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe s'établit à -131 millions d'euros contre 65 millions d'euros au S1-11.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation	
Produit net bancaire	544	553	+1.7%	+0.4%*
Frais de gestion	(508)	(505)	-0.6%	-2.0%*
Résultat brut d'exploitation	36	48	+33.3%	+33.3%*
Coût net du risque	(13)	(7)	n/s	n/s*
Résultat d'exploitation	23	41	+78.3%	+78.3%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	10	x 5,0	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	
Charge fiscale	(8)	(17)	x 2,1	
Résultat net	17	34	+100.0%	
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>n/s</i>	
Résultat net part du Groupe	17	33	+94.1%	x 2,2*
Coefficient d'exploitation	93.4%	91.3%		
Fonds propres moyens	584	694	+18.8%	

* à périmètre et change constants

Sur les activités de **Services aux Investisseurs**, les encours d'actifs en conservation sont en retrait de -3,0% et les actifs administrés en retrait de -6,8% par rapport à fin juin 2011. Dans un environnement de marché durablement difficile, l'activité **Courtage** améliore sa part de marché au S1-12 à 11,7% et se classe en 2^{ème} position parmi les *Future Commission Merchants* (Juin 2012).

A 553 millions d'euros, les revenus des activités de Services aux Investisseurs et Courtage progressent de +0,4%* par rapport au S1-11 (+1,7% en données courantes). Les métiers poursuivent leur actions d'efficacité opérationnelle, qui permettent aux frais généraux de baisser de -2,0%* par rapport au T2-11 à -505 millions d'euros. Le résultat d'exploitation et le résultat net part du Groupe ont presque doublé sur un an à respectivement 41 millions d'euros et 33 millions d'euros contre respectivement 23 millions d'euros et 17 millions d'euros au S1-11.

HORS POLES

En millions d'euros	S1-11	S1-12	Variation
Produit net bancaire	(389)	133	n/s
Frais de gestion	(119)	(90)	-24.4%
Résultat brut d'exploitation	(508)	43	n/s
Coût net du risque	(401)	(21)	n/s
Résultat d'exploitation	(909)	22	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	(15)	n/s
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(2)	1	n/s
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	n/s
Charge fiscale	290	(13)	n/s
Résultat net	(627)	(5)	-99.2%
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	79	94	+19.0%
Résultat net part du Groupe	(706)	(99)	-86.0%

Sur le semestre, le résultat brut d'exploitation **Hors Pôles** est de +43 millions d'euros, à rapprocher de -508 millions d'euros au S1-11.

Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de +25 millions d'euros ;
- la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits aux entreprises pour -19 millions d'euros ;
- la taxe systémique, mise en place en France et au Royaume Uni, pour -41,7 millions d'euros

Le résultat net part du Groupe du semestre est de -99 millions d'euros, contre -706 au S1-11, au cours duquel avaient été enregistrées des premières dotations destinées à couvrir le risque souverain grec.

CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe comptable de +1 165 millions d'euros au premier semestre 2012, pour un résultat net part du Groupe sous-jacent⁽¹⁾ de +1 966 millions d'euros au premier semestre 2012, Société Générale confirme la résistance de ses métiers dans un environnement qui reste perturbé et peu porteur en 2012.

Fort d'un coût du risque maîtrisé, le Groupe est confiant dans sa capacité à générer du capital de façon régulière et soutenue. Il s'est donné les moyens d'atteindre ses ambitions au travers d'un programme de réduction de ses coûts, notamment dans la Banque de Financement et d'Investissement, qui fera sentir son plein effet à partir la seconde moitié de l'année 2012.

La mise en œuvre disciplinée de la stratégie de transformation engagée depuis 2010, confortée par la qualité de ses fonds de commerce, et une stricte gestion des coûts, permet à Société Générale de franchir une nouvelle étape dans la construction d'un ratio Core Tier 1 établi selon les règles Bâle 3 supérieur à 9% à horizon fin 2013, sans augmentation de capital et d'aborder avec confiance les prochaines échéances réglementaires.

⁽¹⁾ Résultat sous-jacent : hors éléments non-économiques et non récurrents et actifs gérés en extinction

3.4 Structure financière du Groupe

Au 30 juin 2012, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 48,7 milliards d'euros⁽¹⁾ et l'actif net tangible par action à 46,75 euros (soit un actif net par action de 56,75 euros dont -0,05 euros de moins-values latentes). Au premier semestre 2012, le Groupe a acquis 20,46 millions de titres Société Générale dans le cadre du contrat de liquidité conclu le 22 août 2011. Sur cette période, Société Générale a également procédé à la cession de 18,93 millions de titres au titre du même contrat de liquidité.

Au total, Société Générale détient, à fin juin 2012, 3,73% de son capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading), soit 29,1 millions d'actions, dont 9,0 millions d'actions d'autocontrôle. Par ailleurs, le Groupe détient à cette même date 3,1 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options d'achat attribuées à ses salariés.

Le **bilan financé** du Groupe après compensation de l'assurance, des dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation, s'élève à 658 milliards d'euros au 30 juin 2012, en baisse de -25 milliards d'euros par rapport à fin juin 2011, et en hausse de +22 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011. Cette progression provient pour 13 milliards, au passif, de la hausse des dépôts clientèle, le refinancement long du Groupe progressant de 7 milliards et les fonds propres de 2 milliards d'euros au S1-12. A l'actif, cette progression touche essentiellement les dépôts à vue en banque centrale et auprès des établissements de crédit, pour environ 20 milliards d'euros.

Les fonds propres, les dépôts clientèle et les ressources à moyen et long terme constituent près de 82% du total du bilan financé, à 538 milliards d'euros, en forte progression depuis un an (75% à la fin du S1-11). Ils représentent 111% des emplois longs du Groupe, qui s'inscrivent en léger retrait sur la période (-2% par rapport au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011), l'excédent des ressources longues sur les emplois à long terme atteignant 53 milliards d'euros à fin juin 2012.

Le **ratio crédits sur dépôts**, à 114% s'améliore de 7 points par rapport à fin 2011 et de 8 points par rapport au T2-11.

Ces évolutions soulignent les actions menées afin de renforcer les **ressources** stables du Groupe par une politique active de **collecte de dépôts clientèle**, (en hausse de près de 4% tant par rapport à la fin 2011 qu'en référence au premier semestre de l'année écoulée, à 349 milliards d'euros, tirée par l'augmentation de +10,1% des dépôts à vue au cours du premier semestre 2012), ainsi que le succès de la stratégie d'allongement des sources de refinancement.

Les émissions de dette à moyen et long terme ont permis au Groupe de remplir les objectifs de son programme de refinancement de l'année, compris entre 10 et 15 milliards d'euros pour 2012. Au 23 juillet 2012, le Groupe a levé 14,2 milliards d'euros de dette depuis le début de l'année. La maturité moyenne des dettes émises depuis le 1er janvier 2012 atteint 6,7 ans⁽³⁾, pour un coût moyen d'environ 168 points de base au dessus du taux Euribor 6 mois.. Le Groupe a l'intention de continuer à émettre en 2012, selon les opportunités de marché. Les actifs liquides disponibles⁽²⁾ s'élèvent désormais à 99% des dettes à court terme du Groupe ; ce ratio était de 69% au 30 juin 2011.

Les **fonds propres** s'accroissent de +3% par rapport à fin 2011, à 53 milliards d'euros.

⁽¹⁾ Ce montant comprend notamment (i) 5,4 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,5 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des moins-values latentes nettes pour -0,05 milliard d'euros.

⁽²⁾ Dépôts en banques centrales et actifs éligibles en banques centrales

⁽³⁾ Hors titrisations et émission en CNH

Les encours pondérés du Groupe sont en baisse sur le semestre à 342,5 milliards d'euros (349,3 milliards à fin 2011, soit -1,9% au premier semestre).

L'évolution des encours pondérés hors actifs gérés en extinction (-4,9 milliards d'euros au premier semestre) reflète la transformation engagée dans le Groupe, avec notamment une baisse de -6,7% des encours des activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement au cours du premier semestre (soutenue par la baisse de -12,5% des encours affectés au risque de marché, reflétant la baisse de l'appétit au risque du Groupe dans une conjoncture instable). La mise sous contrainte de ressources des métiers de Services Financiers Spécialisés se traduit par une baisse globale de leurs encours pondérés de -1,1% au premier semestre.

Conformément à la stratégie de réduction du bilan poursuivie depuis plusieurs trimestres, les encours pondérés du portefeuille d'actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement continuent à se réduire de façon significative (-9,3% au premier semestre, soit -1,9 milliard d'euros).

Le ratio Tier 1 du Groupe s'établit au 30 juin 2012 à 11,6% (10,7% à fin 2011), tandis que le ratio Core Tier 1, qui s'élevait à 9,0% au 31 décembre 2011 dans le référentiel dit « Bâle 2.5 » déterminé selon les règles de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), atteint 9,9% à fin juin 2012, soit une progression de +51 points de base ce trimestre et de +85 points de base en un semestre. Cette progression est principalement due à la génération de capital du semestre (+41 points de base, résultat net, net de la provision pour dividendes, après incidence de l'augmentation de capital réservé en salarié) et aux actions entreprises pour optimiser le portefeuille d'actifs gérés en extinction et céder des lignes du portefeuille de crédit de la Banque de Financement et d'Investissement (+24 points de base), tandis que la mise sous contrainte de ressources des métiers réduit la consommation de capital des métiers de -14 points de base au cours du premier semestre.

Le Groupe est noté A2 par Moody's, A par S&P, et A+ par Fitch.

3.5 Nouveaux produits ou services importants lancés

Conformément à la stratégie d'innovation du Groupe Société Générale, de nombreux nouveaux produits ont été lancés au premier semestre 2012, parmi lesquels les plus importants sont les suivants :

Métier		Nouveaux produits ou services
Réseaux France	SG	Acceptation des cartes CUP (cartes chinoises avec 2 millions de porteurs) et Diner's/Discover pour les clients commerçants et hôteliers.
	SG	Complémentaire santé pour les PRO, <ul style="list-style-type: none"> - Une complémentaire santé sans questionnaire médical, sans délai d'attente ni franchise à un prix attractif, - diagnostic personnalisé réalisé en agence, - renfort des garanties optiques et /ou dentaires en option selon les besoins client, - couverture de l'ensemble de la famille, - contrat éligible au cadre fiscal de déductibilité de la loi Madelin, - des prestations de services/garanties pensées pour les Pros (aide à la reprise de l'activité, couverture hospitalière dès la 1ère formule...). - avec un bonus pour récompenser les clients de leur fidélité
	SG	Fonds d'investissement de proximité : investissement dans des PME localisées dans les zones géographiques, spécifiques à chacun des FIP (découpés en régions).
	BRS	Introduction de nouvelles alertes envoyées par e-mail ou SMS aux clients (mai 2012) : Boursorama a introduit plus d'une vingtaine d'alertes, pour faciliter le suivi de leurs comptes par les clients.
Réseaux Internationaux	Compte courant en Yuan chinois (janvier 2012 ; KB – République Tchèque)	Nouvelle offre permettant d'ouvrir des comptes courants en Yuan chinois et de payer directement dans cette monnaie, simplifiant les paiements des clients KB ayant une forte activité commerciale en Chine.
	Produits d'épargne (Février 2012 ; SKB – Slovénie)	En collaboration avec Generali Insurance Company Slovenia, deux nouveaux produits d'épargne dans un pack regroupant un produit bancaire (compte épargne ou dépôt « Double Plus ») et un produit non-bancaire (assurance-vie du fonds d'investissement Generali Garant).
	Assurance « IARD » adossée à des dépôts à terme (avril 2012 ; SGSB – Croatie)	Nouveau produit d'épargne lancé par SGSB, en collaboration avec Société Générale Insurance, visant à la fois à accroître les revenus de la Banque par les commissions perçues sur les primes d'assurance et à augmenter les ventes de dépôts à terme pour les particuliers en offrant une nouvelle option d'épargne.
	Compte dépôt « Etalon + » (avril 2012 ; Rosbank – Russie)	Nouveau compte dépôt avec un taux d'intérêt fixe de 5,5 % par an en RUB et de 3 % par an en EUR et USD. Le montant minimum du dépôt est de 1 000 RUB ou 100 EUR/USD, faisant de cette offre l'outil d'investissement le plus accessible à tous secteurs de clientèle.

Métier		Nouveaux produits ou services
Banque de Financement et d'Investissement	Euro Premium	Lancement d'Euro Premium, un fonds ouvert conforme à la directive UCITS 4. L'objectif du fonds Euro Premium est d'offrir une exposition à la performance de l'indice Euro STOXX 50® Net TR, tout en réduisant les risques de pertes à la baisse par l'achat d'options de vente (put) et la vente d'options d'achat (call) sur l'indice Euro STOXX 50® Price Return.
	SGI Vol Invest Index	Lancement de l'indice SGI Vol Invest. Le principal objectif de l'indice SGI Vol Invest est de proposer aux investisseurs un instrument efficace pour la couverture d'un portefeuille d'actions, en offrant une exposition nette acheteuse sur la volatilité implicite de l'indice S&P 500 à travers des futures sur l'indice VIX, tout en limitant le coût de portage traditionnellement associé à cette position.
	Nouvel Emetteur au Mexique	Les régulateurs mexicains ont approuvé un nouvel émetteur de Société Générale dédié au marché mexicain. La nouvelle entité locale, SGFP Mexico, est maintenant pleinement opérationnelle et en mesure d'émettre des titres de créances vanilles et structurées pour servir le marché des investisseurs institutionnels mexicains.
Services Financiers Spécialisés et Assurances	Assurance Auto (Assurances – Russie)	Lancement fin mars en Russie d'une offre d'assurance Auto aux clients de la filiale SG de crédit à la consommation souscrivant un prêt automobile (pour véhicules neufs ou d'occasion) ; le produit couvre les dommages et le vol du véhicule.
	Offre complémentaire Santé (Assurances – France)	Lancement national début Avril de l'offre Santé (assurance complémentaire) sur le marché des Professionnels ; l'offre propose : 4 formules et 2 renforts au choix et un accompagnement fort en cas d'hospitalisation, une couverture immédiate (pas de délai de carence ni de franchise, pas de justificatif à produire à l'adhésion).
	ALD Invoice (ALD Automotive – Belgique)	Lancement d'un service de facturation électronique ; ce service gratuit permettra aux clients de recevoir leurs factures mensuelles directement sur leur messagerie internet. Une plateforme est également disponible pour consulter et télécharger les factures sur une période de 18 mois. Cette offre s'inscrit également dans une démarche de responsabilisation sociale et environnementale.
	Location 6 roues (ALD Automotive – Pays-Bas)	Cette offre, lancée en avril, combine la location d'une voiture et d'un scooter électrique ; en milieu urbain, cette offre contribue à réduire la consommation d'essence et facilite le stationnement. Possibilité également de louer directement un 2-roues électrique directement.
	Collecte de dépôts (SG Equipment Finance – Allemagne)	Lancement en avril d'une offre de dépôts bancaires par Gefa en Allemagne.
	Offre innovante de paiement en ligne (SG Consumer Finance – Allemagne)	Lancement fin juin d'une carte de crédit avec le partenaire Billpay, fournisseur de service innovant de paiement en ligne. Cette carte de crédit offre un système attractif d'avantages : à chaque achat, le client gagne des crédits sur ces achats futurs auprès d'un large réseau d'enseignes. Par ailleurs, chaque nouveau client se voit offrir 250 EUR de crédits Billpay.
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	Banque Privée – Service Emetteurs	Société Générale Private Banking a lancé un service unique et innovant permettant à ses clients privés d'accéder en tant qu'investisseurs particuliers aux directions générales et financières des grandes sociétés françaises cotées, à l'instar des investisseurs institutionnels.

3.6 Principaux investissements au premier semestre 2012

Le Groupe n'a pas fait d'acquisition ni cession significative effective ce semestre.

3.7 Analyse du bilan consolidé

Actif - en Md EUR	30.06.2012	31.12.2011	Variation en %
Caisse, Banques centrales	57,0	44,0	+30%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	472,3	422,5	+12%
Instruments dérivés de couverture	14,0	12,6	+11%
Actifs financiers disponibles à la vente	125,9	124,7	+1%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	87,6	86,5	+1%
Prêts et créances sur la clientèle	360,5	367,5	-2%
Opérations de location-financement et assimilées	29,6	29,3	+1%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,9	3,4	+15%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,3	1,5	-12%
Actifs d'impôts et autres actifs	68,1	61,0	+12%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,4	-46%
Participation aux bénéfices différée	0,6	2,2	-74%
Valeurs immobilisées	25,7	25,8	-0%
Total	1 246,7	1 181,4	+6%

Passif - en Md EUR	30.06.2012	31.12.2011	Variation en %
Banques centrales	2,2	1,0	x 2,3
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	429,6	395,2	+9%
Instruments dérivés de couverture	13,8	12,9	+7%
Dettes envers les établissements de crédit	113,7	111,3	+2%
Dettes envers la clientèle	348,5	340,2	+2%
Dettes représentées par un titre	117,0	108,6	+8%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5,2	4,1	+26%
Passifs d'impôts et autres passifs	70,0	60,7	+15%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,3	-38%
Provisions techniques des entreprises d'assurance	84,1	83,0	+1%
Provisions	2,3	2,5	-6%
Dettes subordonnées	7,2	10,5	-32%
Capitaux propres part du Groupe	48,7	47,1	+4%
Participations ne donnant pas le contrôle	4,2	4,0	+5%
Total	1 246,7	1 181,4	+6%

3.7.1 Principales évolution du bilan consolidé

Au 30 juin 2012, le total du bilan consolidé du Groupe s'élève à 1 246,7 Md EUR, en hausse de 65,3 Md EUR (+5,5%) par rapport à celui du 31 décembre 2011 (1 181,4 Md EUR). L'évolution du cours de change impacte le bilan de la manière suivante : +7,6 Md EUR pour le dollar, +1,0 Md EUR pour la livre sterling et +0,2 Md EUR pour le dollar australien. Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2012, par rapport au périmètre en vigueur au 31 décembre 2011 sont les suivantes :

- Capital Credit Comradeship Bank (Joint Stock Company), sous-consolidée au sein de Rusfinance SAS, sort du périmètre de consolidation suite à sa cession.

En application d'IFRS 5, sont notamment classées dans les rubriques Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées des participations de l'activité de capital-investissement et des actifs et passifs d'activités de financement à la consommation.

3.7.2 Variation sur les postes significatifs du bilan consolidé

Le poste **Caisse, Banques centrales** (57,0 Md EUR au 30 juin 2012) augmente de 13,0 Md EUR (+29,6%) par rapport au 31 décembre 2011.

Les **actifs financiers à la juste valeur par résultat** (472,3 Md EUR au 30 juin 2012) augmentent de 49,8 Md EUR (+11,8%) par rapport au 31 décembre 2011, dont +3,5 Md EUR d'effet dollar, +0,4 Md EUR d'effet livre sterling. Le portefeuille de transaction (194,8 Md EUR au 30 juin 2012) augmente de 47,2 Md EUR, avec +15,5 Md EUR sur les obligations et autres instruments de dettes, +8,0 Md EUR sur le portefeuille actions et autres instruments de capitaux propres et +23,7 Md EUR sur les autres actifs financiers. Les instruments de dérivés de transaction (242,9 Md EUR au 30 juin 2012) augmentent de 1,1 Md EUR, dont +15,3 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, -4,8 Md EUR sur les instruments de change, -1,4 Md EUR sur les instruments sur actions et indices, -0,2 Md EUR sur les instruments de matières premières, -7,8 Md EUR sur les dérivés de crédit. Le portefeuille des actifs financiers à la juste valeur sur option (34,6 Md EUR au 30 juin 2012) augmente de 1,5 Md EUR.

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** (429,6 Md EUR au 30 juin 2012) augmentent de 34,4 Md EUR (+8,7%) par rapport au 31 décembre 2011, dont +3,0 Md EUR d'effet dollar et +0,6 Md EUR d'effet livre sterling. Les passifs de transaction (171,5 Md EUR au 30 juin 2012) augmentent de 33,3 Md EUR avec +1,5 Md EUR sur les dettes représentées par un titre, +11,7 Md EUR sur les dettes sur titres empruntés, +1,6 Md EUR sur les obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert, +0,2 Md EUR sur le portefeuille actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert et +18,3 Md EUR sur les autres passifs financiers. Les instruments dérivés de transaction (240,3 Md EUR au 30 juin 2012) augmentent de 0,9 Md EUR, dont +14,5 Md EUR sur les instruments de taux d'intérêt, -4,4 Md EUR sur les instruments de change, -0,5 Md EUR sur les instruments sur actions et indices, -0,9 Md EUR sur les instruments sur matières premières et -7,8 Md EUR sur les dérivés de crédit. Les passifs financiers à la juste valeur sur option (17,8 Md EUR au 30 juin 2012) augmentent de 0,2 Md EUR.

Les **prêts et créances sur la clientèle**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 360,5 Md EUR au 30 juin 2012, en baisse de 7,0 Md EUR (-1,9%) par rapport au 31 décembre 2011, dont +1,6 Md EUR d'effet dollar.

Cette évolution traduit notamment :

- une augmentation des créances commerciales de 0,8 Md EUR ;
- une baisse des crédits de trésorerie de 5,8 Md EUR ;
- une baisse des crédits à l'équipement de 2,7 Md EUR ;
- une hausse des crédits à l'habitat de 1,5 Md EUR ;
- une baisse des autres crédits de 3,1 Md EUR ;

- une hausse des comptes ordinaires débiteurs de 2,8 Md EUR ;
- une augmentation des dépréciations sur créances individualisées de 1,0 Md EUR.

Les **dettes envers la clientèle**, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 348,5 Md EUR au 30 juin 2012, en progression de 8,3 Md EUR (+2,5%) par rapport au 31 décembre 2011, dont +2,0 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des comptes d'épargne à régime spécial de 5,2 Md EUR, à la hausse des autres dépôts clientèle à vue de 13,8 Md EUR et à la baisse des autres dépôts clientèle à terme de 1,6 Md EUR. Les titres donnés en pension diminuent de 9,3 Md EUR.

Les **prêts et créances sur les établissements de crédit**, y compris les titres reçus en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 87,6 Md EUR au 30 juin 2012, en augmentation de 1,1 Md EUR (+1,4%) par rapport au 31 décembre 2011, dont +0,5 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des comptes ordinaires de 5,1 Md EUR, à la hausse des prêts et comptes au jour le jour de 1,1 Md EUR, à la hausse des prêts et comptes à terme de 7,4 Md EUR et à la baisse des titres reçus en pension livrée de 12,5 Md EUR.

Les **dettes envers les établissements de crédit**, y compris les titres donnés en pension livrée en réescompte, s'élèvent à 113,7 Md EUR au 30 juin 2012, en hausse de 2,4 Md EUR (+2,2%) par rapport au 31 décembre 2011 dont +1,0 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution correspond notamment à l'augmentation des dettes à vue et au jour le jour de 3,7 Md EUR, à la baisse des dettes à terme de 8,9 Md EUR et à l'augmentation des titres donnés en pension de 7,2 Md EUR.

Les **actifs financiers disponibles à la vente** s'élèvent à 125,9 Md EUR au 30 juin 2012, en augmentation de 1,2 Md EUR (+0,9%) par rapport au 31 décembre 2011, dont +0,7 Md EUR d'effet dollar. Cette évolution résulte de la baisse des obligations et autres instruments de dettes de 1,7 Md EUR et de l'augmentation des actions et autres instruments de capitaux propres de 2,9 Md EUR.

Les **dettes représentées par un titre** s'élèvent à 117,0 Md EUR au 30 juin 2012, en augmentation de 8,4 Md EUR (+7,7%) par rapport au 31 décembre 2011. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation des emprunts obligataires de 2,7 Md EUR et des titres du marché interbancaire et titres de créances négociables de 5,5 Md EUR.

Les **capitaux propres part du Groupe** s'élèvent à 48,7 Md EUR au 30 juin 2012 contre 47,1 Md EUR au 31 décembre 2011. Cette évolution résulte principalement des éléments suivants :

- le résultat du premier semestre 2012 : +1,2 Md EUR ;

Après la prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle (4,2 Md EUR), les fonds propres du Groupe s'élèvent à 52,9 Md EUR au 30 juin 2012.

Au 30 juin 2012, les fonds propres du Groupe contribuent à un ratio global Bâle II de solvabilité de 11,9% pour un total d'engagements pondérés de 342,5 Md EUR ; la part des fonds propres prudentiels Tier 1 représentant 11,6%.

3.7.3 Situation d'endettement du Groupe

seulement d'assurer le financement de la croissance des activités commerciales des métiers ainsi que le renouvellement de la dette arrivant à maturité, mais également de maintenir des échéanciers de remboursements compatibles avec la capacité d'accès au marché du Groupe et sa croissance future.

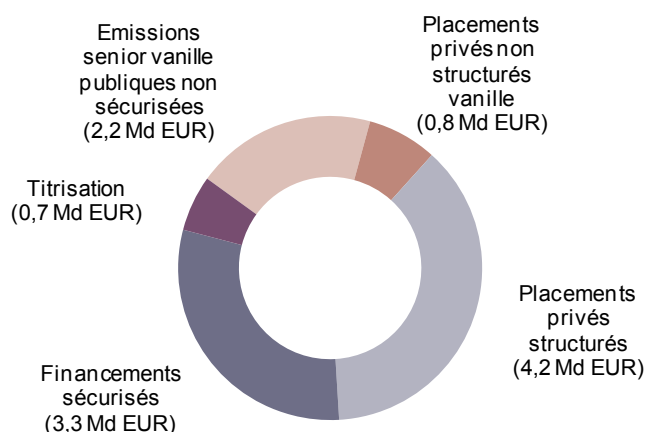
La politique d'endettement du Groupe repose sur 2 principes :

- d'une part, maintenir une politique active de diversification des sources de refinancement du groupe Société Générale afin d'en garantir la stabilité : ainsi, sur la base du bilan économique au 30 juin 2012, la part des ressources clientèle représente 28,0% des passifs du Groupe tandis que celle issue des émissions d'instruments de dette, des opérations interbancaires et des ressources tirées du refinancement de nos portefeuilles titres se monte à 428,9 Md EUR (soit 34,4% du passif du Groupe). Le solde du passif du groupe Société Générale étant constitué des fonds propres, des autres comptes financiers, de provisions et instruments financiers dérivés ;
- d'autre part, adopter une structure de refinancement du Groupe par maturités cohérente avec celle des actifs afin de préserver un bilan consolidé équilibré et de maîtriser la politique de transformation.

Ainsi, le plan de financement à long terme du Groupe, exécuté de manière progressive et coordonnée au cours de l'année suivant une politique d'émission non opportuniste, vise à maintenir une position de liquidité excédentaire sur le moyen-long terme.

Au cours du premier semestre 2012, la liquidité levée au titre du programme de financement 2012 s'est élevée à 11,2 Md EUR en dette senior. Les sources de refinancement se répartissent entre 2,2 Md EUR d'émissions senior « vanille » publiques non sécurisées, 0,8 Md EUR de placements privés non structurés « vanille », 4,2 Md EUR de placements structurés, 3,3 Md EUR de financements sécurisés (CRH 0,6 Md EUR et SG SFH 2,7 Md EUR), et 0,7 Md EUR d'opération de titrisation.

PROGRAMME DE FINANCEMENT 2012 : 11,2 Md EUR émis au S1-12



3.8 Propriétés immobilières et équipements

La valeur brute totale des immobilisations corporelles d'exploitation du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2012 à 24,7 Md EUR. Elle comprend principalement la valeur des terrains et constructions pour 4,8 Md EUR, des actifs de location simple des sociétés de financement spécialisés pour 13,9 Md EUR, et des autres immobilisations corporelles pour 6 Md EUR.

La valeur brute totale des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève au 30 juin 2012 à 551 M EUR.

La valeur nette des immobilisations corporelles d'exploitation et des immeubles de placement du groupe Société Générale s'élève à 15,5 Md EUR, soit seulement 1,24 % du total de bilan consolidé au 30 juin 2012. De fait, de par la nature des activités de Société Générale, les propriétés immobilières et les équipements représentent peu à l'échelle du Groupe.

3.9 Principaux risques et principales incertitudes pour les 6 mois à venir

Société Générale reste soumis aux risques habituels et propres à son activité tels que mentionnés dans le chapitre 9 du Document de Référence déposé le 2 mars 2012 et dans son actualisation déposée le 7 mai 2012.

La croissance de l'économie mondiale serait limitée : la croissance des pays développés resterait nettement affaiblie et les économies émergentes seraient à leur tour progressivement touchées. Par ailleurs, le renforcement des incertitudes s'explique par le regain des tensions affectant les marchés de dettes publiques dans la périphérie de la zone euro, ainsi que par le risque que fait peser sur la croissance américaine l'expiration programmée d'importantes mesures de soutien à l'activité et dont la reconduction, même partielle, fait encore débat au Congrès. Plus spécifiquement, le Groupe pourrait être affecté par :

- la hausse des taux de défaut dans les pays du sud de l'Europe du fait de leur retour en récession, notamment sous le poids des plans d'austérité et du durcissement des conditions de financement ;
- un approfondissement et une extension de la crise au sein de la zone euro, notamment dans l'hypothèse où les autorités européennes et espagnoles ne réussiraient pas à stabiliser la situation de l'Espagne, et particulièrement de son système bancaire ; dans ce cas, les pays d'Europe centrale pourraient eux aussi être affectés ;
- une accélération de la tendance baissière du marché du logement en France.

Le Groupe reste par ailleurs sensible à une éventuelle détérioration de l'immobilier résidentiel et commercial aux Etats-Unis et au risque de contrepartie sur monolines.

4 - Chapitre 5 : Gouvernement d'entreprise

4.1 Assemblée Générale du 22 mai 2012

4.1.1 Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2012

Le quorum s'est établi à 59,14% contre 60.49 % en 2011 :

- 841 actionnaires étaient présents à l'Assemblée Générale
- 438 actionnaires étaient représentés
- 5407 actionnaires ont voté par correspondance
- 6018 actionnaires, représentant moins de 2,6% du capital, ont donné pouvoir au Président.
- Plus de 30% des votes pré-assemblée ont été effectués par Internet

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées, notamment :

- les comptes sociaux et consolidés de l'année 2011 ont été approuvés,
- 2 administrateurs ont été renouvelés pour 4 ans : M. Michel Cicurel et Mme Nathalie Rachou,
- 2 nouveaux administrateurs ont été nommés pour 4 ans : MM. Yann Delabrière et Thierry Martel,
- les sociétés Deloitte et Associés et Ernst & Young et Autres ont été désignées en qualité de Commissaire aux comptes pour 6 exercices.

4.2 Conseil d'Administration et Direction Générale

4.2.1 Extrait du communiqué de presse du 22 mai 2012

Sur proposition du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise, le Conseil d'administration a désigné M. Jean-Bernard Lévy en qualité de membre du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise et du Comité des rémunérations aux lieu et place de M. Luc Vandevelde.

Ces comités sont composés de 4 administrateurs dont 3 indépendants : MM. Cicurel, Folz (président), Lévy et Wyand (non indépendant).

4.2.2 Composition du Conseil d'administration au 22 mai 2012

Président Frédéric OUDÉA

Vice-Président Anthony WYAND

Administrateurs

- Robert CASTAIGNE
- Michel CICUREL
- Yann DELABRIERE
- Jean-Martin FOLZ
- Kyra HAZOU
- Jean-Bernard LEVY
- Ana Maria LLOPIS RIVAS
- Élisabeth LULIN
- Thierry MARTEL
- Gianemilio OSCULATI
- Nathalie RACHOU

Administrateurs élus par les salariés

- France HOUSSAYE
- Béatrice LEPAGNOL

Censeur Kenji MATSUO

4.2.3 Composition des Comités du Conseil

Comité d'audit, de contrôle interne et des risques

- Anthony WYAND, Président, Robert CASTAIGNE, Élisabeth LULIN, Gianemilio OSCULATI, Nathalie RACHOU.

Comité des rémunérations

- Jean-Martin FOLZ, Président, Michel CICUREL, Jean-Bernard LEVY, Anthony WYAND.

Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise

- Jean-Martin FOLZ, Président, Michel CICUREL, Jean-Bernard LEVY, Anthony WYAND.

4.2.4 Composition du Comité Exécutif au 15 juillet 2012

Frédéric OUDEA

Président-Directeur général

Séverin CABANNES

Directeur général délégué

Jean-François SAMMARCELLI

Directeur général délégué

Bernardo SANCHEZ INCERA

Directeur général délégué

Bertrand BADRE

Directeur financier du Groupe

Caroline GUILLAUMIN

Directeur de la Communication du Groupe

Didier HAUGUEL

Directeur des Services Financiers Spécialisés et Assurances

Edouard-Malo HENRY

Directeur des Ressources Humaines du Groupe

Jean-Louis MATTEI

Directeur du Réseau de Banque de détail à l'International pour le Groupe

Françoise MERCADAL-DELASALLES

Directrice des Ressources et de l'Innovation du Groupe

Benoit OTTENWALTER

Directeur des Risques du Groupe

Jacques RIPOLL

Directeur de la Gestion d'Actifs et des Services aux Investisseurs

Patrick SUET

Secrétaire général et Responsable de la Conformité du Groupe

Didier VALET

Directeur de la Banque de Financement et d'Investissement

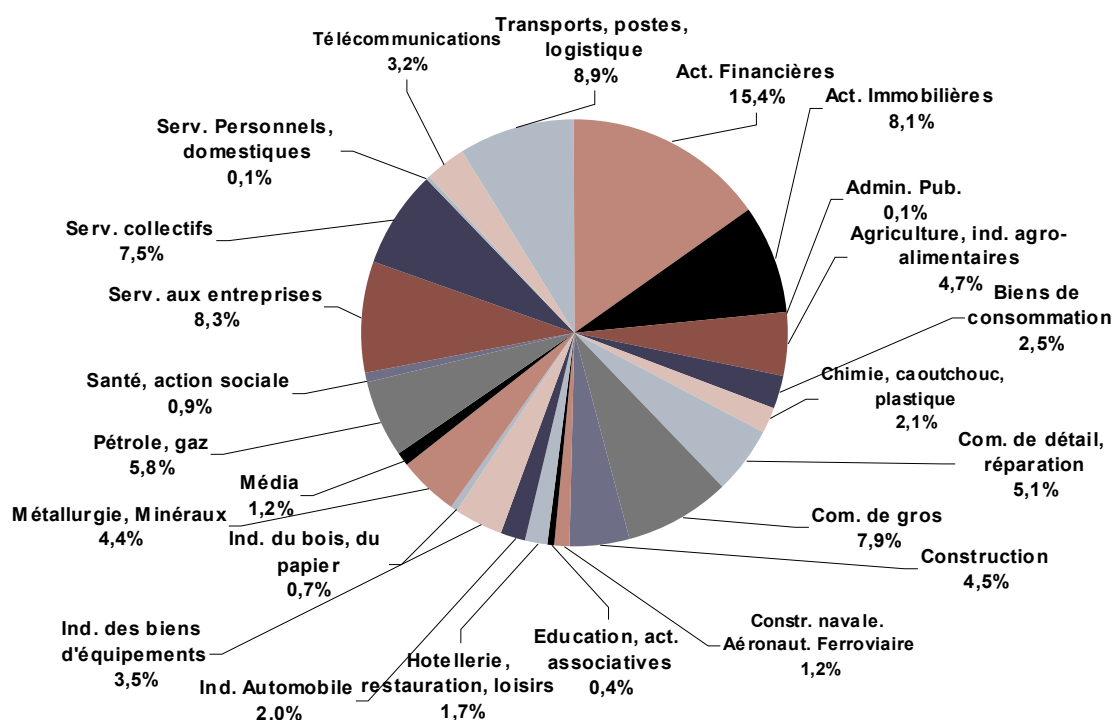
5 - Chapitre 9 : Gestion des risques

5.1 Analyse du portefeuille de crédit : encours risque de crédit

La mesure adoptée pour les expositions de crédit dans cette section est l'EAD – *Exposure At Default* (bilan et hors-bilan) hors titres de participation, immobilisations, comptes de régularisation.

Au 30 juin 2012, l'EAD totale du Groupe est de 717 Md EUR (dont 569 Md EUR d'exposition au bilan).

■ Ventilation sectorielle des encours Corporate du Groupe au 30.06.2012 (portefeuille bâlois entreprises, soit 286 Md EUR d'EAD)⁽¹⁾



⁽¹⁾ * EAD Bilan + Hors bilan, hors Immobilisations, comptes de régularisation et titres de participation

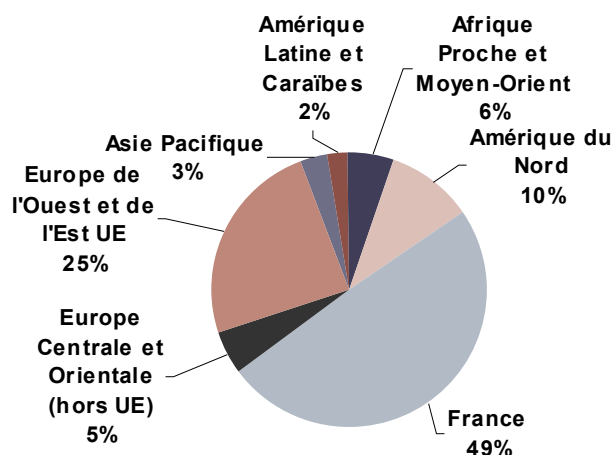
Le portefeuille Corporate (Grandes Entreprises, PME et Financements Spécialisés) présente une diversification sectorielle satisfaisante.

Au 30 juin 2012, le portefeuille Corporate s'élève à 286Md EUR (exposition bilan et hors-bilan mesurée en EAD). Le secteur Activités financières est le seul à représenter plus de 10% du portefeuille.

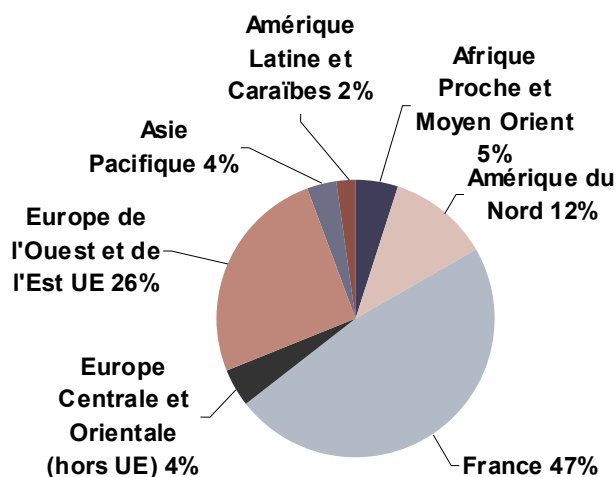
Les expositions du Groupe sur ses dix premières contreparties Corporate représentent 4,6% de ce portefeuille.

■ **Ventilation géographique des encours risque de crédit du Groupe au 30.06.2012 (toutes clientèles confondues)**

ENGAGEMENTS BILAN (soit 569 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



ENGAGEMENTS BILAN + HORS - BILAN (soit 717 Md EUR d'EAD⁽²⁾) :



⁽²⁾ Totalité du risque crédit (risque débiteur, émetteur et de remplacement, tous portefeuilles, hors Immobilisations, titres de participations et comptes de régularisation)

5.2 Informations financières spécifiques – Recommandations du FSF en matière de transparence financière

CDO NON COUVERTS EXPOSÉS À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL AUX ETATS-UNIS

En Md EUR	CDO	
	Portefeuille prêts et créances	Portefeuille Trading
Exposition brute au 31.12.11 (1)	5,55	1,73
Exposition brute au 30.06.12 (1) (2)	5,40	1,65
Nature des sous-jacents	high grade / mezzanine (4)	high grade / mezzanine (4)
Point d'attachement au 31.12.11	3%	4%
Point d'attachement au 30.06.12 (3)	4%	0%
Au 30.06.12		
% d'actifs subprime sous-jacents	49%	78%
dont originé en 2004 et avant	7%	33%
dont originé en 2005	37%	34%
dont originé en 2006	4%	0%
dont originé en 2007	1%	10%
% d'actifs Mid-prime & Alt-A sous-jacents	7%	9%
% d'actifs Prime sous-jacents	15%	6%
% d'autres actifs sous-jacents	29%	8%
Stock de pertes de valeur et dépréciations Flux au S1-12	-2,00 (dont 0 au S1-12)	-1,43 (dont -0,11 au S1-12)
Stock de provisions pour risque de crédit Flux au S1-12	-2,23 (dont -0,14 au S1-12)	—
% total de décotes des CDO au 30.06.12	78%	87%
Exposition nette au 30.06.12 (1)	1,17	0,22

(1) Expositions au cours de clôture.

(2) Sur les portefeuilles prêts et créances et trading, la baisse de l'exposition par rapport au 31.12.2011 correspond principalement à la sortie du périmètre de plusieurs CDO suite à leur démantèlement.

(3) La variation des points d'attachement résulte :

- à la hausse, de remboursements anticipés au pair
- à la baisse, du défaut de certains actifs sous-jacents

(4) 29% de l'exposition brute classée en « prêts et créances » et 83% de l'exposition brute classée en trading portent sur des sous-jacents mezzanine.

PROTECTIONS ACQUISES POUR COUVRIR DES EXPOSITIONS SUR CDO ET AUTRES ACTIFS

■ Après d'assureurs monolines

En Md EUR	31.12.2011	30.06.2012			
	Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	Juste valeur des instruments couverts	Montant notionnel brut de la protection acquise	Montant notionnel brut des instruments couverts
Protections acquises auprès d'assureurs monolines					
Sur des CDO "marché résidentiel US"	1,26	1,27	0,51	1,78	1,78
Sur des CDO "hors marché résidentiel US"	0,32	0,34	1,16	1,50	1,50
Sur des CLO de Crédits Corporate	0,27	0,17	2,37	2,54	2,54
Sur des financements d'infrastructures & autres financements structurés	0,18	0,21	1,10	1,40	1,23
Autres risques de remplacement	0,36	0,27			
Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur	2,39	2,26			
Ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur assureurs monolines (comptabilisés sur la protection) (1)	-1,28	-1,31			
Exposition nette au risque de crédit sur assureurs monolines	1,11	0,95			
Nominal des couvertures achetées (1) (2)	-1,06	-0,79			

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur au 30.06.2012



Notation retenue la plus basse émise par Moody's ou S&P au 30.06.2012

AA : Assured Guaranty
BB : Syncora Capital Assurance
B : MBIA, Radian
CCC : CIFG
D : Ambac

(1) À compter du T4-11, les ajustements de valeur au titre du risque de crédit sur assureurs monolines incluent un collatéral cash antérieurement présenté avec le montant nominal des couvertures achetées.

(2) À compter du T4-11, la valorisation en Marked-to-Market des CDS de couverture n'est plus neutralisée dans le compte de résultat et l'ajustement de valeur au titre du risque de crédit sur assureurs monolines est calculé sur la base de la juste valeur de la protection.

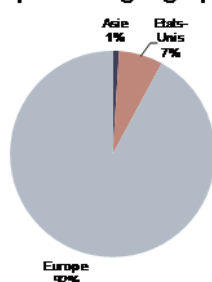
■ Après d'autres institutions financières

- Juste valeur des protections acquises d'autres grandes institutions financières (assureurs multilines et banques internationales) : nulle suite à la cession des instruments couverts.
- Autres risques de remplacement (CDPC) : exposition résiduelle nette de 0,06 Md EUR (pour un nominal de 3,24 Md EUR) après prise en compte d'ajustements de valeur au titre du risque de crédit de 0,01 Md EUR.

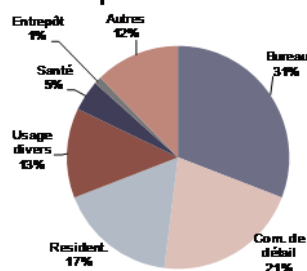
EXPOSITION CMBS⁽¹⁾

En Mld EUR	31.12.2011	30.06.2012				S1-12			
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3) Valeur	% exposition nette	%AAA (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire (5)	Charge du Risque	Capitaux Propres
Portefeuille d'actifs de trading	0,11	0,04	0,11	39%	3%	12%	- 0,01	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,13	0,09	0,15	63%	2%	29%	0,01	- 0,00	0,01
Portefeuille d'actifs de prêts	0,97	0,73	0,88	83%	8%	34%	0,03	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	0,04	0,04	0,04	97%	24%	53%	0,00	-	-
TOTAL	1,26	0,90	1,17	77%	8%	32%	0,04	- 0,00	0,01

Répartition géographique (4)



Répartition sectorielle (4)



(1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après

(2) Net de couverture et de perte de valeur

(3) Capital restant à courir des actifs avant couverture

(4) En % du capital restant à courir

(5) Hors pertes sur couvertures de taux

EXPOSITION À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL AMÉRICAIN : PRÊTS RÉSIDENTIELS ET RMBS

■ Société Générale n'a pas d'activité d'origination de prêts résidentiels aux Etats-Unis

■ RMBS « US »⁽¹⁾

En Mld EUR	31.12.2011	30.06.2012				S1-12			
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3) Valeur	% exposition nette	%AAA (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
Portefeuille d'actifs de trading	0,02	0,03	0,10	31%	0%	1%	0,00	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,34	0,21	0,71	30%	2%	13%	- 0,02	0,00	0,06
Portefeuille d'actifs de prêts	0,46	0,16	0,18	88%	7%	24%	- 0,06	- 0,01	-
TOTAL	0,82	0,40	1,00	41%	3%	14%	- 0,08	- 0,01	0,06

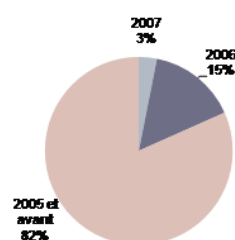
(1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après

(2) Net de couverture et de perte de valeur

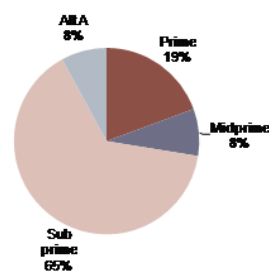
(3) Capital restant à courir des actifs avant couverture

(4) En % du capital restant à courir

Répartition des actifs subprime par millésime⁽⁴⁾



Répartition du portefeuille de RMBS par type⁽⁴⁾



Note : Société Générale détient un portefeuille de prêts mid-prime repris à l'occasion du défaut d'un originateur 0,14 Mld EUR en banking book net de dépréciations)

EXPOSITIONS À L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL EN ESPAGNE ET AU ROYAUME-UNI

- Société Générale n'a pas d'activité d'origination en Espagne et au Royaume-Uni
- RMBS « Espagne »⁽¹⁾

En Md EUR	31.12.2011	30.06.2012					S1-12		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		% AAA (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,00	0,01	0,02	44%	0%	0%	0,01	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,07	0,06	0,13	50%	0%	59%	-0,00	-	0,01
Portefeuille d'actifs de prêts	0,19	0,09	0,10	84%	0%	71%	0,00	-	-
Portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance	0,01	0,00	0,00	100%	0%	0%	-	-	-
TOTAL	0,27	0,16	0,25	64%	0%	59%	0,01	-	0,01

- RMBS « Royaume-Uni »⁽¹⁾

En Md EUR	31.12.2011	30.06.2012					S1-12		
	Exposition nette (2)	Exposition nette (2)	Exposition brute (3)		% AAA (4)	% AA & A (4)	Produit Net Bancaire	Charge du Risque	Capitaux Propres
			Valeur	% exposition nette					
Portefeuille d'actifs de trading	0,01	0,01	0,02	69%	0%	46%	0,00	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0,05	0,06	0,09	68%	0%	74%	-	-	0,02
Portefeuille d'actifs de prêts	0,00	0,00	0,00	0%	0%	100%	-	-	-
TOTAL	0,06	0,08	0,11	68%	0%	69%	0,00	-	0,02

(1) Hors « portefeuille de crédits exotiques » présenté ci-après

(2) Net de couverture et de perte de valeur

(3) Capital restant à courir des actifs avant couverture

(4) En % du capital restant à courir

DÉRIVÉS DE CRÉDIT EXOTIQUES

- Portefeuille d'activités lié à une activité client

- Commercialisation auprès d'investisseurs de titres indexés sur le crédit de portefeuilles composés d'ABS
- Couverture de la protection de crédit ainsi générée dans les livres SG par achat du portefeuille d'ABS sous-jacents et vente d'indices
- Gestion dynamique de la couverture en fonction de l'évolution des spreads de crédit par ajustement du portefeuille d'ABS détenus, des positions sur indices et des titres commercialisés

- Position nette en équivalent 5 ans : -12 M EUR

- 0,2 Md EUR de titres cédés sur le S1-12
- Portefeuille résiduel composé à 68% de titres notés A et au dessus

Exposition nette en équivalent 5 ans long risque (en M EUR)

En M EUR	31-déc.-11	30-juin-12
ABS américains	- 473	- 12
RMBS (1)	18	11
dont Prime	0	0
dont Midprime	0	0
dont Subprime	19	11
CMBS (2)	- 527	- 54
Autres US	35	32
Total	- 473	- 12

(1) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 7 M EUR dont 0 M EUR Prime, 0 M EUR Midprime et 7 M EUR Subprime

(2) Exposition nette correspondant à l'exposition en delta d'un portefeuille sous-jacent couvert de 8 M EUR

5.3 Couverture des encours douteux

ENCOURS DOUTEUX* (YC ETABLISSEMENTS DE CREDIT)

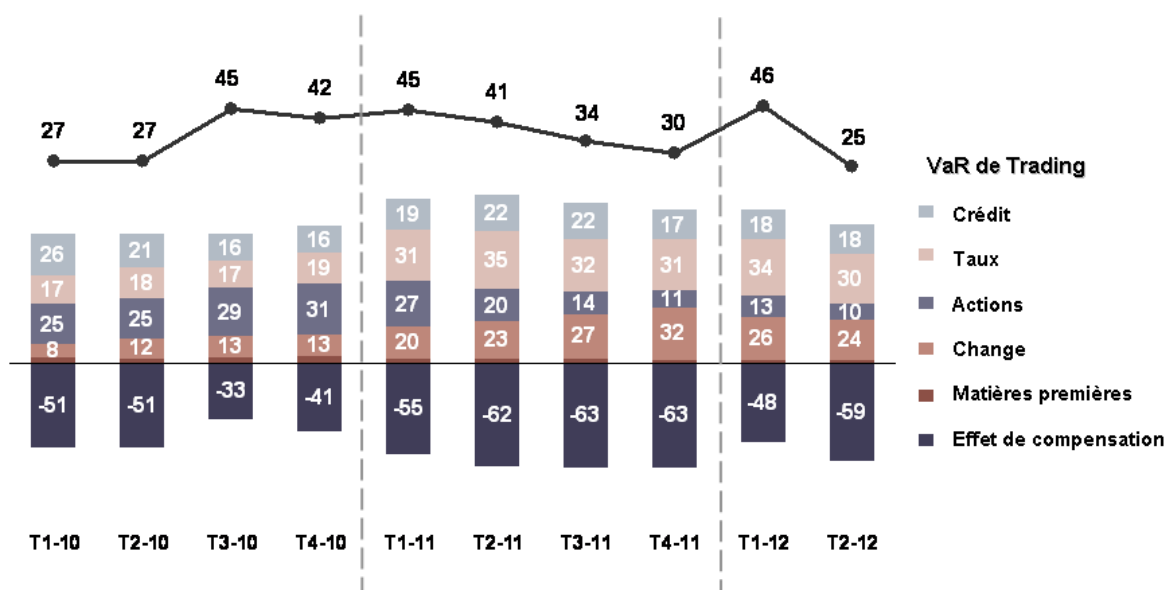
	31/12/2011	31/03/2012	30/06/2012
Créances brutes en Md EUR *	425,5	430,8	434,9
Créances douteuses en Md EUR *	24,1	25,6	26,3
Sûretés relatives aux encours dépréciés en Md EUR *	4,7	5,4	6,1
Engagements provisionnables en Md EUR *	19,4	20,2	20,3
Engagements provisionnables / Créances brutes *	4,6%	4,7%	4,7%
Provisions spécifiques en Md EUR *	13,5	14,1	14,3
Provisions spécifiques / Engagements provisionnables *	69%	70%	71%
Provisions base portefeuille en Md EUR *	1,3	1,2	1,3
Provisions globales / Engagements provisionnables *	76%	76%	77%

* Hors actifs gérés en extinction

5.4 Evolution de la VaR de trading

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros :

Moyenne trimestrielle de la VaR de Trading, à 1 jour, 99% (En M EUR)



Depuis le 01/01/2008, le périmètre de la VaR de crédit exclut des positions de CDO hybrides maintenant traités prudemment en banking book.

5.5 Risques juridiques *(actualisation des pages 235 à 237 du DDR 2012)*

Société Générale a découvert, au mois de janvier 2008, les agissements d'un de ses traders qui, frauduleusement et en dehors de sa mission, a pris des positions massives non autorisées et fictivement couvertes sur les marchés à terme d'indices sur actions. Société Générale s'est vu dans l'obligation de déboucler sans délai les positions prises, dans un contexte généralisé de baisse des marchés financiers, et a déposé plainte. Le 5 octobre 2010, le tribunal a rendu son jugement. Il a déclaré le trader coupable d'abus de confiance, d'introduction frauduleuse de données dans un système informatique, de faux et d'usage de faux, et l'a condamné à 5 ans d'emprisonnement dont deux avec sursis. Il lui a, aussi, définitivement interdit d'exercer une activité ayant un lien avec les marchés financiers. Le tribunal a fait droit à l'action civile de Société Générale à qui le trader a été condamné à verser 4,9 Md EUR à titre de dommages-intérêts. Le trader a fait appel. Les audiences se sont tenues du 4 au 28 juin 2012 devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière rendra sa décision le 24 octobre 2012.

Société Générale et d'autres institutions financières ont reçu des demandes d'information de la part d'autorités de contrôle américaines ou européennes dans le cadre d'enquêtes portant, d'une part, sur des soumissions présentées à la British Bankers Association en vue de la détermination de certains taux LIBOR (London Interbank Offered Rates) ainsi que les soumissions présentées à la Fédération bancaire européenne en vue de la détermination du taux EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate) et portant, d'autre part, sur des opérations de dérivés indexés sur ces mêmes taux. Société Générale coopère pleinement avec ces autorités. Par ailleurs, Société Générale ainsi que d'autres institutions financières ont été assignés aux Etats-Unis dans le cadre de deux actions de groupe (class action). Il leur est reproché d'avoir notamment enfreint le droit de la concurrence et le Commodity Exchange Act américains à l'occasion d'une part, de la fixation du taux LIBOR US dollar et d'autre part d'opérations de dérivés indexés sur ce taux. Ces actions ont fait l'objet d'une consolidation devant un juge unique de la District Court de Manhattan. A cette occasion, Société Générale n'a plus été citée comme défenderesse aux termes de la plainte consolidée déposée par les demandeurs.

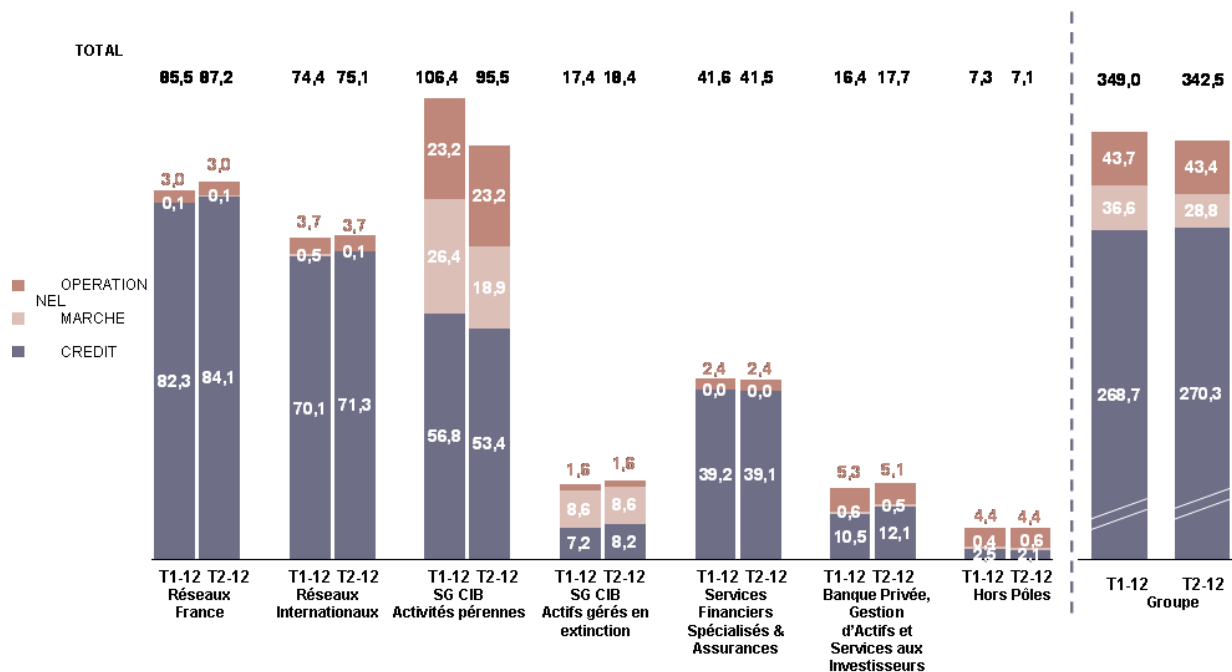
5.6 Ratios réglementaires

5.6.1 Gestion des ratio prudentiels

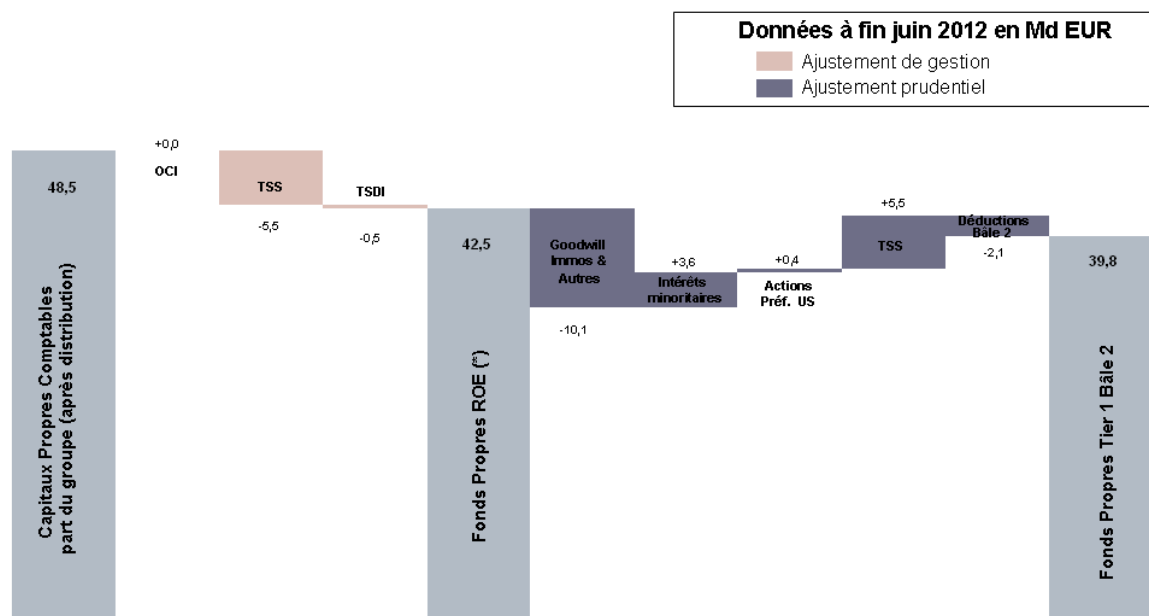
Le premier semestre 2012 a été marqué par d'une part, le rachat de titres subordonnés Upper Tier 2 au T1 2012 pour 350 MGBP et d'autre part, par le remboursement, en juin 2012, de titres subordonnés Lower Tier 2 émis en juin 2007 pour un montant de 1 Md EUR. De plus, le Groupe a racheté pour un montant en principal de 1.7 Md EUR certains titres subordonnés Lower Tier 2 dans le cadre d'une offre publique de rachat lancée le 11 juin 2012.

5.6.2 Extraits de la présentation du 1^{er} aout 2012 : Résultats du deuxième trimestre 2012 (et annexes)

ENCOURS PONDERES DES RISQUES BAILE 2.5 (CRD3) (en Md EUR)



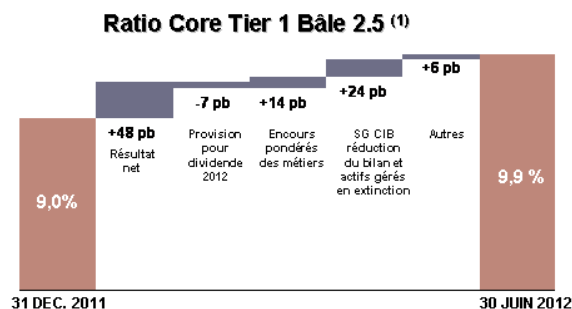
CALCUL DES FONDS PROPRES ROE ET TIER 1



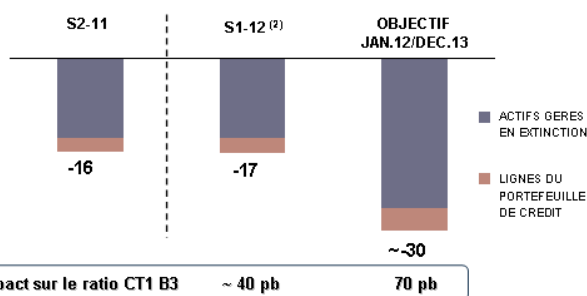
* Donnée fin de période; le ROE est calculé à partir de la moyenne des fonds propres fin de période

PROGRES SUBSTANTIELS ET REGULIERS VERS LES EXIGENCES EN CAPITAL BALE 3

- Ratio Core Tier 1 de 9,9%, en hausse de +85 pb au S1-12
 - Génération de capital soutenue par la solidité des résultats
 - Poursuite de la réduction de la consommation de capital des actifs gérés en extinction
 - Contrôle strict des encours pondérés des métiers
- Baisse des encours pondérés Bâle 2.5 au 30 juin : 342 Md EUR, -7 Md EUR /fin 2011
- Baisse des encours pondérés pro-forma Bâle 3 liée à la réduction du bilan SG CIB
 - Plus de la moitié de l'objectif de réduction du bilan de SG CIB sécurisée à fin juin 2012



Impact de la réduction du bilan de SG CIB (En encours pondérés Bâle 3, en Md EUR)



(1) Méthode ABE, résultat net y compris augmentation de capital réservée aux salariés (2pb), taux de distribution de 25%

(2) Lettre d'intention signée ou transaction exécutée au 30 juin 2012

6 - Chapitre 10 : Eléments financiers :

6.1 Etats financiers au 30 juin 2012

SOMMAIRE DES ETATS FINANCIERS

Bilan consolidé

Compte de résultat consolidé

Evolution des capitaux propres

Tableau des flux de trésorerie

Note 1 Principes comptables

Note 2 Evolution du périmètre de consolidation

Note 3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Note 4 Actifs financiers disponibles à la vente

Note 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit

Note 6 Prêts et créances sur la clientèle

Note 7 Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

Note 8 Ecart d'acquisition par pôles et sous-pôles

Note 9 Dettes envers les établissements de crédit

Note 10 Dettes envers la clientèle

Note 11 Dettes représentées par un titre

Note 12 Provisions et dépréciations

Note 13 Exposition au risque souverain

Note 14 Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Note 15 Produits et charges d'intérêts

Note 16 Produits et charges de commissions

Note 17 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Note 18 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

Note 19 Frais de personnel

Note 20 Plans d'avantages en actions

Note 21 Coût du risque

Note 22 Impôts sur les bénéfices

Note 23 Résultat par action

Note 24 Information sectorielle

Note 25 Evènements post clôture

Etats financiers consolidés

Bilan consolidé

Actif

<i>(En M EUR)</i>		30.06.2012	31.12.2011
Caisse et banques centrales		56 957	43 963
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 3	472 254	422 494
Instruments dérivés de couverture		13 958	12 611
Actifs financiers disponibles à la vente	Note 4	125 915	124 738
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Note 5	87 639	86 440
Prêts et créances sur la clientèle	Note 6	360 488	367 517
Opérations de location financement et assimilées		29 636	29 325
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3 889	3 385
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		1 275	1 453
Actifs d'impôts		5 033	5 230
Autres actifs		63 082	55 728
Actifs non courants destinés à être cédés	Note 7	232	429
Participation aux bénéfices différée	Note 12	576	2 235
Participations dans les entreprises mises en équivalence		2 028	2 014
Immobilisations corporelles et incorporelles		17 134	16 837
Ecarts d'acquisition	Note 8	6 570	6 973
Total		1 246 666	1 181 372

Bilan consolidé (suite)

Passif

<i>(En M EUR)</i>		30.06.2012	31.12.2011
Banques centrales		2 227	971
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Note 3	429 549	395 247
Instruments dérivés de couverture		13 839	12 904
Dettes envers les établissements de crédit	Note 9	113 684	111 274
Dettes envers la clientèle	Note 10	348 545	340 172
Dettes représentées par un titre	Note 11	116 960	108 583
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 173	4 113
Passifs d'impôts		1 203	1 195
Autres passifs		68 789	59 525
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	Note 7	177	287
Provisions techniques des entreprises d'assurance	Note 12	84 145	82 998
Provisions	Note 12	2 305	2 450
Dettes subordonnées		7 187	10 541
Total dettes		1 193 783	1 130 260
CAPITAUX PROPRES			
Capitaux propres part du Groupe			
Capital et réserves liées		25 041	25 081
Réserves consolidées		22 603	20 616
Résultat de l'exercice		1 165	2 385
Sous-total		48 809	48 082
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Note 14	(71)	(1 015)
Sous-total Capitaux propres part du Groupe		48 738	47 067
Participations ne donnant pas le contrôle		4 145	4 045
Total capitaux propres		52 883	51 112
Total		1 246 666	1 181 372

Compte de résultat consolidé

(En M EUR)		30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Intérêts et produits assimilés	Note 15	15 538	32 389	15 101
Intérêts et charges assimilées	Note 15	(9 433)	(20 182)	(8 893)
Dividendes sur titres à revenu variable		84	420	160
Commissions (produits)	Note 16	5 047	9 898	5 149
Commissions (charges)	Note 16	(1 493)	(2 719)	(1 356)
Résultat net des opérations financières		2 317	4 432	2 361
<i>dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	Note 17	2 093	4 434	2 299
<i>dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	Note 18	224	(2)	62
Produits des autres activités		16 209	23 675	10 484
Charges des autres activités		(15 686)	(22 277)	(9 884)
Produit net bancaire		12 583	25 636	13 122
Frais de personnel	Note 19	(4 927)	(9 666)	(4 952)
Autres frais administratifs		(2 948)	(6 449)	(3 203)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(444)	(921)	(462)
Résultat brut d'exploitation		4 264	8 600	4 505
Coût du risque	Note 21	(1 724)	(4 330)	(2 063)
Résultat d'exploitation		2 540	4 270	2 442
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		61	94	78
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(7)	12	64
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	Note 8	(450)	(265)	-
Résultat avant impôts		2 144	4 111	2 584
Impôts sur les bénéfices	Note 22	(739)	(1 323)	(687)
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 405	2 788	1 897
Participations ne donnant pas le contrôle		240	403	234
Résultat net part du Groupe		1 165	2 385	1 663
Résultat par action ordinaire	Note 23	1,37	3,20	2,05
Résultat dilué par action ordinaire	Note 23	1,37	3,18	2,04

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)		30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Résultat net		1 405	2 788	1 897
Ecart de conversion		304	(14)	(556)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		974	(722)	693
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie		36	(52)	78
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		5	(6)	(1)
Impôts		(308)	280	(171)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Note 14	1 011	(514)	43
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 416	2 274	1 940
Dont part du Groupe		2 109	1 926	1 683
Dont participations ne donnant pas le contrôle		307	348	257

Evolution des capitaux propres

	Capital et réserves liées					Réserves consolidées
	Capital souscrit	Primes et réserves liées	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total	
<i>(En M EUR)</i>						
Capitaux propres au 1 janvier 2011	933	17 974	(1 335)	7 382	24 954	22 023
Augmentation de capital	30	859			889	
Elimination des titres auto-détenus *			54		54	(124)
Emissions d'instruments de capitaux propres		-			-	85
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		89			89	
Distribution S1 2011 *					-	(1 555)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					-	16
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	30	948	54	-	1 032	(1 578)
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-	
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat					-	
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat					-	
Ecart de conversion et autres variations					-	
Résultat S1 2011					-	
Sous-total	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence					-	
Capitaux propres au 30 juin 2011	963	18 922	(1 281)	7 382	25 986	20 445
Augmentation de capital	7	208			215	
Elimination des titres auto-détenus			16		16	5
Emissions d'instruments de capitaux propres		-		(1 209)	(1 209)	348
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions		73			73	
Distribution S2 2011					-	(199)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle					-	20
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	7	281	16	(1 209)	(905)	174
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					-	
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat					-	
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat					-	
Ecart de conversion et autres variations					-	(3)
Résultat S2 2011					-	
Sous-total	-	-	-	-	-	(3)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence					-	
Capitaux propres au 31 décembre 2011	970	19 203	(1 265)	6 173	25 081	20 616
Affectation du résultat						2 385
Capitaux propres au 1 janvier 2012	970	19 203	(1 265)	6 173	25 081	23 001
Augmentation de capital	5	75			80	
Elimination des titres auto-détenus ⁽¹⁾			333		333	(203)
Emissions d'instruments de capitaux propres ⁽²⁾		-		(521)	(521)	76
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions ⁽³⁾		68			68	
Distribution 2012 ⁽⁴⁾					-	(246)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁵⁾					-	(6)
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	5	143	333	(521)	(40)	(379)
Variation de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres (Cf. Note 14)					-	
Variation de valeur des instruments financiers rapportée au résultat (Cf. Note 14)					-	
Impact impôt des variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres ou rapportées au résultat (Cf. Note 14)					-	
Ecart de conversion et autres variations (Cf. Note 14) ⁽⁶⁾					-	(19)
Résultat 2012					-	
Sous-total	-	-	-	-	-	(19)
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence					-	
Capitaux propres au 30 juin 2012	975	19 346	(932)	5 652	25 041	22 603

* Les dividendes rattachés aux actions d'autocontrôle, précédemment présentés dans l'élimination des titres auto-détenus, ont été reclassés sur la ligne distribution.

(1) Au 30 juin 2012, le capital de Société Générale S.A. entièrement libéré s'élève à 975 339 185 EUR et se compose de 780 271 348 actions d'une valeur nominale de 1,25 EUR.

Au cours du premier semestre 2012, dans le cadre du Plan mondial d'actionariat salarié, Société Générale S.A. a réalisé une augmentation de capital réservée au personnel pour un montant de 5 M EUR assortie d'une prime d'émission de 75 M EUR.

(En nombre d'actions)

	30.06.2012	31.12.2011
Actions ordinaires	780 271 348	776 079 991
Dont actions détenues en propre avec droits de vote (hors actions détenues à des fins de transaction)	26 283 553	29 092 954
Dont actions détenues par le personnel	61 591 786	58 566 866

Au 30 juin 2012, les 32 999 299 actions détenues par les sociétés du Groupe à des fins d'autocontrôle, de transaction ou de gestion active des fonds propres représentent 4,23% du capital de Société Générale S.A.

Le montant porté en déduction de facilité net relatif à l'acquisition par le Groupe de ses propres instruments de capitaux propres, fermes ou dérivés est de 932 M EUR, dont 89 M EUR au titre des activités de transaction et 52 M EUR au titre du contrat de liquidité. Le Groupe a mis en place le 22 août 2011 un contrat de liquidité qui, pour sa mise en œuvre, a été doté de 170 M EUR afin d'intervenir sur le titre Société Générale. Au 30 juin 2012, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité : 2 800 000 titres et 132 M EUR.

L'évolution de l'autocontrôle sur le premier semestre 2012 s'analyse comme suit :

<i>(En M EUR)</i>	Contrat de liquidité	Activités de Autocontrôle et gestion active des		Total
		Transaction	Fonds Propres	
Cessions nettes d'achats	(30)	15	348	333
	(30)	15	348	333
Plus-values nettes d'impôts sur actions propres et dérivés sur actions propres imputées sur les fonds propres	(1)	2	(204)	(203)
	(1)	2	(204)	(203)

Résultat de l'exercice part du Groupe	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle				Total capitaux propres consolidés
	Ecarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Impact impôt	Total		Capital et Réserves	Actions de préférence émises par les filiales	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total	
-	(357)	(540)	136	295	(556)	46 421	3 496	962	96	4 554	59 975
						889				-	889
						(70)				-	(70)
						85				-	85
						89	-			-	89
						(1 555)	(257)			(257)	(1 812)
						16	(10)			(10)	6
-	-	-	-	-	-	(546)	(267)	-	-	(267)	(813)
		357	73		430	430			26	26	456
		279	-		279	279			36	36	315
				(164)	(164)	(164)			(8)	(8)	(172)
	(525)				(525)	(525)			(31)	(31)	(556)
1 663						1 663	234			234	1 897
1 663	(525)	636	73	(164)	20	1 683	234	-	23	257	1 940
		(2)	1	1	-	-				-	-
1 663	(882)	94	210	42	(536)	47 558	3 463	962	119	4 544	52 102
						215				-	215
						21				-	21
						(861)		(312)		(312)	(1 173)
						73	-			-	73
						(199)	(49)			(49)	(248)
						20	4	(230)		(226)	(206)
	-	-	-	-	-	(731)	(45)	(542)	-	(587)	(1 318)
		(1 490)	(119)		(1 609)	(1 609)			(58)	(58)	(1 667)
		133	(1)		132	132			(10)	(10)	122
				441	441	441			10	10	451
	562				562	559	(3)		(20)	(23)	536
722						722	169			169	891
722	562	(1 357)	(120)	441	(474)	245	166	-	(78)	88	333
		(5)	-	-	(5)	(5)				-	(5)
2 385	(320)	(1 268)	90	483	(1 015)	47 067	3 584	420	41	4 045	51 112
(2 385)											
-	(320)	(1 268)	90	483	(1 015)	47 067	3 584	420	41	4 045	51 112
						80				-	80
						130				-	130
						(445)				-	(445)
						68	-			-	68
						(246)	(201)			(201)	(447)
						(6)	(1)			(1)	(7)
	-	-	-	-	-	(419)	(202)	-	-	(202)	(621)
		1 144	36		1 180	1 180			90	90	1 270
		(249)	-		(249)	(249)			(11)	(11)	(260)
				(290)	(290)	(290)			(17)	(17)	(307)
	299				299	280	(5)		5	-	280
1 165						1 165	240			240	1 405
1 165	299	895	36	(290)	940	2 086	235	-	67	302	2 388
		7	(2)	(1)	4	4				-	4
1 165	(21)	(366)	124	192	(71)	48 738	3 617	420	108	4 145	52 883

(2) La diminution de 521 M EUR des autres instruments de capitaux propres résulte du remboursement du TSDI en Livres sterling (-515 M EUR) et de rachats partiels sur des TSS pour -6 M EUR.

(3) Le montant des paiements en actions dénoués par remise d'instruments de capitaux propres relatifs à l'année 2012 est de 68 M EUR :

12 M EUR ont été comptabilisés dans le cadre des plans d'options d'achat ou de souscriptions d'actions et 56 M EUR dans le cadre des attributions gratuites d'actions.

(4) La distribution 2012 correspond au versement de la rémunération des autres instruments de capitaux propres classés en *Capitaux propres part du Groupe*, et aux versements de dividendes des filiales aux actionnaires hors Groupe en *Participations ne donnant pas le contrôle*.

(5) Impact sur les capitaux propres part du Groupe des transactions réalisées au titre des participations ne donnant pas le contrôle :
Annulation plus-value de cession 13

Rachats de participations ne donnant pas le contrôle ne faisant pas l'objet d'une option de vente (7)

Transactions et variations de valeur relatives aux options de vente accordées à des actionnaires n'ayant pas le contrôle (13)

Résultat afférent aux participations ne donnant pas le contrôle représentatives d'actionnaires bénéficiaires d'une option de vente de leurs titres au Groupe affecté aux réserves, part du Groupe 1

Total (6)

(6) La première application de la comptabilité d'hyper-inflation sur Belrosbank, filiale biélorusse de Rosbank, entraîne un impact négatif de 23 M EUR dont -19 M EUR en réserves consolidées part du Groupe et -4 M EUR en capital et réserves des participations ne donnant pas le contrôle.

Tableau des flux de trésorerie

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Flux de trésorerie net des activités opérationnelles			
Bénéfice net après impôt (I)	1 405	2 788	1 897
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 603	3 131	1 514
Dotations nettes aux provisions	1 530	4 163	2 922
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	(61)	(94)	(78)
Impôts différés	151	353	(50)
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	(36)	(190)	(157)
Variation des produits constatés d'avance	157	122	18
Variation des charges constatées d'avance	(124)	80	24
Variation des produits courus non encaissés	113	(632)	(338)
Variation des charges courues non décaissées	(305)	1 182	73
Autres mouvements	842	2 410	1 519
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	3 870	10 525	5 447
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾ (III)	(2 093)	(4 434)	(2 299)
Opérations interbancaires	3 387	17 766	3 414
Opérations avec la clientèle	12 202	2 012	(834)
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	166	12 342	20 549
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	1 576	(3 071)	(1 123)
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (IV)	17 331	29 049	22 006
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A) = (I) + (II) + (III) + (IV)	20 513	37 928	27 051
Flux de trésorerie net des activités d'investissement			
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	438	1 936	773
Immobilisations corporelles et incorporelles	(2 447)	(3 915)	(1 926)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	(2 009)	(1 979)	(1 153)
Flux de trésorerie net des activités de financement			
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	(682)	(2 093)	(993)
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	(3 065)	(1 881)	(929)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	(3 747)	(3 974)	(1 922)
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A) + (B) + (C)	14 757	31 975	23 976
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	42 992	11 303	11 303
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	7 620	7 334	7 334
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice			
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	54 730	42 992	32 609
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	10 639	7 620	10 004
Variation de trésorerie et des équivalents de trésorerie	14 757	31 975	23 976

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

Note 1

Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Société Générale (« le Groupe ») au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2012 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International Accounting Standards) 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2012 ; ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2011.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Recours à des estimations

Pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés, l'application des principes et méthodes comptables mentionnés ci-après conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent, des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions et des écarts d'acquisition.

Principes et méthodes comptables retenus

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2011, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2012.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers »	22 novembre 2011	1 ^{er} juillet 2011

Les informations requises par cet amendement seront présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de l'exercice 2012. Ces nouvelles dispositions n'ont pas d'incidence sur la situation intermédiaire du 30 juin 2012.

Normes comptables ou interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012. Ces normes et interprétations entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Elles ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2012.

Normes comptables, interprétations ou amendements adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 19 « avantages du personnel »	5 juin 2012	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IAS 1 « présentation des états financiers »	5 juin 2012	1 ^{er} juillet 2012

Les principales conséquences des amendements à IAS 19 « avantages du personnel » seront l'enregistrement obligatoire en *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres* des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et, en cas de modification de plan, la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. Le montant avant impôts de ces éléments non encore reconnus est mentionné dans la note 26 des annexes aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et s'élevaient à - 536 M EUR à cette date.

Les amendements à IAS 1 « présentation des états financiers » modifieront certaines dispositions relatives à la présentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres dont les différentes composantes seront regroupées pour distinguer les éléments recyclables ou non en résultat.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2012

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12 novembre 2009, 28 octobre 2010 et 16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2015
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	20 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2012
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 11 « Accords conjoints »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	12 mai 2011	1 ^{er} janvier 2013
IFRIC 20 « Coût de démantèlement dans la production d'une mine à ciel ouvert »	19 octobre 2011	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IFRS 7 et IAS 32 sur la compensation des actifs et passifs financiers	16 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2013 1 ^{er} janvier 2014
Amélioration aux IFRS – mai 2012	17 mai 2012	1 ^{er} janvier 2013
Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 sur les dispositions transitoires	28 juin 2012	1 ^{er} janvier 2013

Le Groupe est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés.

Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 809 sociétés au 30 juin 2012 :

- **645** sociétés intégrées globalement ;
- **91** sociétés intégrées proportionnellement ;
- **73** sociétés mises en équivalence.

Sont retenues dans le périmètre de consolidation les entités contrôlées de manière exclusive ou conjointe et les entités sous influence notable dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe. Cette significativité est notamment appréciée au regard du total bilan et du résultat brut d'exploitation consolidés du Groupe.

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 30 juin 2012, par rapport au périmètre en vigueur au 31 décembre 2011 sont les suivantes :

- Capital Credit Comradeship Bank (Joint Stock Company), sous-consolidée au sein de Rusfinance SAS, sort du périmètre de consolidation suite à sa cession.
- Le taux d'intérêt dans Bank Republic passe de 84,04% à 88,04% suite à une augmentation de capital relative.
- La participation du Groupe dans Banka Société Générale Albania Sh.A passe de 87,47% à 88,64% suite à une augmentation de capital relative.
- Le taux d'intérêt du Groupe dans TCW Group, Inc. passe de 97,88% à 95,37% suite à deux augmentations de capital dilutives, l'une réalisée dans le cadre des plans de stock-options en faveur des salariés, et l'autre dans celui de la clause de complément de prix accordée lors de l'acquisition de Metropolitan West Asset Management en 2010. L'intégralité des actions créées lors de ces augmentations de capital est assortie d'une garantie de liquidité octroyée par TCW Group, Inc. à ses nouveaux actionnaires.
- La participation du Groupe dans New Esporta Holding Limited augmente de 0,22% et passe de 99,78% à 100% suite à l'acquisition d'actions détenues par des tiers.

En application d'IFRS 5, sont notamment classées dans les rubriques *Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées* des participations de l'activité de capital-investissement et des actifs et passifs d'activités de financement à la consommation.

Note 3

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2012				31.12.2011			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement utilisant des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement utilisant des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Obligations et autres instruments de dettes	54 136	7 628	2 042	63 806	36 609	8 185	3 486	48 280
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	42 177	3 028	126	45 331	34 361	2 691	279	37 331
Autres actifs financiers	58	85 254	312	85 624	52	61 571	312	61 935
Sous-total portefeuille de transaction	96 371	95 910	2 480	194 761	71 022	72 447	4 077	147 546
<i>dont titres prêtés</i>				12 092				13 602
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat								
Obligations et autres instruments de dettes	7 527	180	24	7 731	6 582	514	25	7 121
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	10 208	1 769	120	12 097	10 899	1 737	120	12 756
Autres actifs financiers	1	14 497	249	14 747	-	12 908	330	13 238
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	105	-	105	-	99	-	99
Sous-total actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	17 736	16 551	393	34 680	17 481	15 258	475	33 214
<i>dont titres prêtés</i>				-				-
Instruments de taux d'intérêt	13	161 818	1 018	162 849	15	146 662	912	147 589
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				120 015				107 683
FRA				644				899
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marchés organisés				7				7
Options de gré à gré				32 692				30 174
Caps, floors, collars				9 491				8 826
Instruments de change	307	25 705	75	26 087	425	30 340	129	30 894
<i>Instruments fermes</i>				20 322				24 438
<i>Instruments conditionnels</i>				5 765				6 456
Instruments sur actions et indices	114	22 410	1 135	23 659	103	23 365	1 671	25 139
<i>Instruments fermes</i>				1 644				1 858
<i>Instruments conditionnels</i>				22 015				23 281
Instruments sur matières premières	30	7 739	27	7 796	385	7 485	153	8 023
<i>Instruments fermes-Futures</i>				6 434				6 351
<i>Instruments conditionnels</i>				1 362				1 672
Dérivés de crédit	-	19 701	2 167	21 868	-	27 271	2 409	29 680
Autres instruments financiers à terme	130	262	162	554	216	13	180	409
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				258				147
<i>Instruments de gré à gré</i>				296				262
Sous-total dérivés de transaction	594	237 635	4 584	242 813	1 144	235 136	5 454	241 734
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	114 701	350 096	7 457	472 254	89 647	322 841	10 006	422 494

(1) Y compris les OPCVM.

Note 3 (suite)

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2012				31.12.2011			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Portefeuille de transaction								
Dettes représentées par un titre	-	10 389	14 057	24 446	-	9 079	13 849	22 928
Dettes sur titres empruntés	9 929	41 599	4	51 532	4 777	35 130	-	39 907
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	8 118	13	-	8 131	6 271	146	91	6 508
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	2 376	189	1	2 566	2 348	69	1	2 418
Autres passifs financiers	-	84 122	742	84 864	-	65 757	768	66 525
Sous-total portefeuille de transaction	20 423	136 312	14 804	171 539	13 396	110 181	14 709	138 286
Instruments de taux d'intérêt	8	155 396	2 539	157 943	75	140 809	2 544	143 428
<i>Instruments fermes</i>								
Swaps				113 192				101 887
FRA				706				856
<i>Instruments conditionnels</i>								
Options sur marchés organisés				34				21
Options de gré à gré				33 217				30 390
Caps, floors, collars				10 794				10 274
Instruments de change	250	25 465	357	26 072	283	30 155	92	30 530
<i>Instruments fermes</i>				20 221				24 266
<i>Instruments conditionnels</i>				5 851				6 264
Instruments sur actions et indices	10	25 658	1 025	26 693	83	25 956	1 162	27 201
<i>Instruments fermes</i>				1 835				1 924
<i>Instruments conditionnels</i>				24 858				25 277
Instruments sur matières premières	69	7 908	136	8 113	422	8 350	262	9 034
<i>Instruments fermes-Futures</i>				6 463				7 098
<i>Instruments conditionnels</i>				1 650				1 936
Dérivés de crédit	-	19 373	1 004	20 377	-	26 878	1 308	28 186
Autres instruments financiers à terme	147	879	2	1 028	157	860	1	1 018
<i>Instruments sur marchés organisés</i>				156				97
<i>Instruments de gré à gré</i>				872				921
Sous-total dérivés de transaction	484	234 679	5 063	240 226	1 020	233 008	5 369	239 397
Sous-total passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat ⁽²⁾	168	17 099	517	17 784	307	16 669	588	17 564
Total instruments financiers à la juste valeur par résultat	21 075	388 090	20 384	429 549	14 723	359 858	20 666	395 247

(2) La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré un produit de 24,3 M EUR au 30 juin 2012 dont -130 M EUR liés à un ajustement d'assiette.

Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du groupe Société Générale sur les marchés et de la maturité résiduelle des passifs concernés.

Note 4

Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2012				31.12.2011			
	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total	Valorisation par des prix cotés sur des marchés actifs (N1)	Valorisation à l'aide de données observables autres que les prix cotés (N2)	Valorisation utilisant principalement des données non observables de marché (N3)	Total
<i>(En M EUR)</i>								
Activité courante								
Obligations et autres instruments de dettes	96 514	15 469	266	112 249	93 919	19 302	685	113 906
<i>dont dépréciation</i>				<i>(169)</i>				<i>(946)</i>
Actions et autres instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	9 629	943	407	10 979	6 608	1 159	330	8 097
<i>dont perte de valeur</i>				<i>(1 905)</i>				<i>(1 905)</i>
Sous-total activité courante	106 143	16 412	673	123 228	100 527	20 461	1 015	122 003
Titres actions détenus à long terme	515	769	1 403	2 687	551	707	1 477	2 735
<i>dont perte de valeur</i>				<i>(643)</i>				<i>(628)</i>
Total des actifs financiers disponibles à la vente	106 658	17 181	2 076	125 915	101 078	21 168	2 492	124 738
<i>dont titres prêtés</i>				<i>-</i>				<i>-</i>

(1) Y compris les OPCVM.

Note 5

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011
Comptes et prêts		
à vue et au jour le jour		
Comptes ordinaires	20 518	15 401
Prêts et comptes au jour le jour et autres	2 686	1 556
Valeurs reçues en pension au jour le jour	35	6
à terme		
Prêts et comptes à terme ⁽¹⁾	26 861	19 460
Prêts subordonnés et participatifs	588	715
Valeurs reçues en pension à terme	254	245
Créances rattachées	233	173
Total brut	51 175	37 556
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(115)	(124)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	-	-
Réévaluation des éléments couverts	92	49
Total net	51 152	37 481
Titres reçus en pension livrée	36 487	48 959
Total	87 639	86 440
Juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit	88 280	87 270

(1) Au 30 juin 2012, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 272 M EUR contre 199 M EUR au 31 décembre 2011.

Note 6

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Prêts et avances à la clientèle		
Créances commerciales	12 193	11 384
Autres concours à la clientèle ⁽¹⁾		
Crédits de trésorerie	95 161	100 940
Crédits à l'exportation	11 828	11 450
Crédits à l'équipement	60 437	63 099
Crédits à l'habitat	106 068	104 528
Autres crédits	54 809	57 948
Sous-total des autres concours à la clientèle	328 303	337 965
Comptes ordinaires débiteurs	19 678	16 848
Créances rattachées	1 575	1 507
Total brut	361 749	367 704
Dépréciation		
Dépréciation sur créances individualisées	(15 849)	(14 824)
Dépréciation sur groupes d'actifs homogènes	(1 297)	(1 287)
Réévaluation des éléments couverts	610	539
Total net	345 213	352 132
Valeurs reçues en pension	444	1 067
Titres reçus en pension livrée	14 831	14 318
Total des prêts et créances sur la clientèle	360 488	367 517
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	364 099	365 695

(1) Au 30 juin 2012, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 28 120 M EUR contre 26 038 M EUR au 31 décembre 2011.

Note 7

Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Actifs	232	429
Immobilisations et écarts d'acquisition	6	6
Actifs financiers	7	85
Créances	218	178
<i>Dont : créances sur les établissements de crédit</i>	<i>11</i>	<i>40</i>
<i> créances sur la clientèle</i>	<i>207</i>	<i>138</i>
<i> autres</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Autres actifs	1	160
Passifs	177	287
Provisions	-	-
Dettes	168	236
<i>Dont : dettes envers les établissements de crédit</i>	<i>168</i>	<i>152</i>
<i> dettes envers la clientèle</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i> autres</i>	<i>-</i>	<i>84</i>
Autres passifs	9	51

Note 8

Ecarts d'acquisition par pôles et sous-pôles

(En M EUR)	Valeur brute au 31.12.2011	Acquisitions et autres augmentations	Cessions et autres diminutions	Différence de change	Valeur brute au 30.06.2012	Dépréciations au 31.12.2011	Pertes de valeur	Différence de change et autres variations	Dépréciations au 30.06.2012	Valeur nette au 31.12.2011	Valeur nette au 30.06.2012
Réseaux France	750	-	-	1	751	-	-	-	-	750	751
Crédit du Nord	511	-	-	-	511	-	-	-	-	511	511
Réseaux Société Générale	239	-	-	1	240	-	-	-	-	239	240
Réseaux Internationaux	3 511	-	-	25	3 536	(337)	(250)	(1)	(588)	3 174	2 948
Réseaux Internationaux Union européenne + pré-Union européenne	1 960	-	-	7	1 967	(65)	-	-	(65)	1 895	1 902
Réseaux Internationaux Russie	1 103	-	-	11	1 114	(272)	(250)	(1)	(523)	831	591
Réseaux Internationaux Autres	448	-	-	7	455	-	-	-	-	448	455
Services Financiers Spécialisés et Assurances	1 291	1	-	(7)	1 285	(243)	-	-	(243)	1 048	1 042
Services Financiers Assurances	10	1	-	-	11	-	-	-	-	10	11
Services Financiers aux particuliers	705	-	-	(10)	695	(243)	-	-	(243)	462	452
Services Financiers aux entreprises	399	-	-	2	401	-	-	-	-	399	401
Services Financiers Location automobile	177	-	-	1	178	-	-	-	-	177	178
Banque de Financement et d'Investissement	50	-	-	1	51	-	-	-	-	50	51
Banque de Financement et d'Investissement	50	-	-	1	51	-	-	-	-	50	51
Gestion d'Actifs	662	-	-	19	681	-	(200)	1	(199)	662	482
Gestion d'Actifs	662	-	-	19	681	-	(200)	1	(199)	662	482
Banque Privée	374	-	(1)	6	379	-	-	-	-	374	379
Banque Privée	374	-	(1)	6	379	-	-	-	-	374	379
Services aux Investisseurs et Courtage	980	1	-	1	982	(65)	-	-	(65)	915	917
Services aux Investisseurs	532	1	-	-	533	-	-	-	-	532	533
Courtage	448	-	-	1	449	(65)	-	-	(65)	383	384
TOTAL Groupe	7 618	2	(1)	46	7 665	(645)	(450)	-	(1 095)	6 973	6 570

Au cours du premier semestre 2012, l'actualisation du plan d'affaires de Rosbank et la prise en compte de la situation de marché de la gestion d'actifs dans le contexte économique actuel ont conduit le groupe Société Générale à réaliser un test de dépréciation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) Réseaux Internationaux Russie et Gestion d'Actifs, et à enregistrer des pertes de valeur s'élevant respectivement à 250 M EUR et 200 M EUR.

Note 9

Dettes envers les établissements de crédit

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011
Dettes à vue et au jour le jour		
Dépôts et comptes ordinaires	9 890	7 793
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	8 708	7 123
Sous-total	18 598	14 916
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	64 652	73 613
Valeurs données en pension à terme	250	143
Sous-total	64 902	73 756
Dettes rattachées	352	235
Réévaluation des éléments couverts	369	148
Titres donnés en pension	29 463	22 219
Total	113 684	111 274
Juste valeur des dettes envers les établissements de crédit	113 650	110 270

Note 10

Dettes envers la clientèle

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	53 471	48 648
A terme	18 694	18 324
Sous-total	72 165	66 972
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	49 549	52 317
Particuliers	45 098	43 924
Clientèle financière	37 604	24 229
Autres ⁽¹⁾	17 614	15 591
Sous-total	149 865	136 061
Autres dépôts clientèle à terme		
Sociétés et entrepreneurs individuels	38 549	38 358
Particuliers	19 845	18 804
Clientèle financière	16 059	20 419
Autres ⁽¹⁾	8 296	6 730
Sous-total	82 749	84 311
Dettes rattachées	1 411	1 307
Réévaluation des éléments couverts	349	277
Total dépôts clientèle	306 539	288 928
Valeurs données en pension à la clientèle	212	188
Titres donnés en pension à la clientèle	41 794	51 056
Total	348 545	340 172
Juste valeur des dettes envers la clientèle	348 557	340 417

(1) Ces postes incluent les dépôts relatifs aux gouvernements et administrations centrales.

Note 11

Dettes représentées par un titre

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2012	31.12.2011
Bons de caisse	1 870	1 853
Emprunts obligataires	16 713	14 026
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	95 329	89 846
Dettes rattachées	743	1 001
Sous-total	114 655	106 726
Réévaluation des éléments couverts	2 305	1 857
Total	116 960	108 583
Dont montant des dettes à taux variable	36 094	39 683
Juste valeur des dettes représentées par un titre	117 910	109 899

Note 12

Provisions et dépréciations

1. Dépréciations d'actifs

(En M EUR)	Stock au 31.12.2011	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2012
Etablissements de crédit	124	8	(7)	1	-	(10)	115
Crédits à la clientèle	14 824	3 058	(1 535)	1 523	(652)	154	15 849
Créances de location financement et assimilées	648	307	(234)	73	(34)	(10)	677
Groupes d'actifs homogènes	1 291	364	(348)	16	-	-	1 307
Actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾⁽²⁾	3 479	239	(375)	(136)	(694)	68	2 717
Autres ⁽¹⁾	546	56	(88)	(32)	(13)	12	513
Total	20 912	4 032	(2 587)	1 445	(1 393)	214	21 178

(1) Dont -89 M EUR de dotations nettes relatives au risque de contrepartie.

(2) Dont dotation aux dépréciations sur titres à revenu variable hors activité assurance pour 100 M EUR et qui se décomposent comme suit :

- 55 M EUR : Perte de valeur sur titres non dépréciés au 31 décembre 2011,
- 45 M EUR : Perte de valeur complémentaire sur les titres déjà dépréciés au 31 décembre 2011.

2. Provisions

(En M EUR)	Stock au 31.12.2011	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Change et variations de périmètre	Stock au 30.06.2012
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	3	3
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	267	126	(93)	33	(1)	-	(28)	271
Provisions sur avantages au personnel	1 112	190	(270)	(80)	-	-	(11)	1 021
Provisions fiscales	351	22	(54)	(32)	(40)	-	1	280
Autres provisions ⁽³⁾⁽⁴⁾	720	141	(129)	12	(20)	1	17	730
Total	2 450	479	(546)	(67)	(61)	1	(18)	2 305

(3) Dont dotations nettes relatives au coût net du risque pour -9 M EUR.

(4) Les autres provisions comprennent notamment les provisions PEL/CEL à hauteur de 101 M EUR au 30 juin 2012 pour les Réseaux France.

Les conséquences estimées au 30 juin 2012 des litiges et des risques fiscaux qui ont eu dans un passé récent ou qui sont susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation financière du Groupe, son activité ou son résultat, ont été intégrées dans les comptes du Groupe.

3. Provisions techniques des entreprises d'assurance

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011
Provisions techniques des contrats d'assurance en unités de compte	15 274	15 124
Provisions techniques des autres contrats d'assurance-vie	67 914	67 155
Provisions techniques des autres contrats d'assurance non-vie	764	719
Participation aux bénéfices différée passive	193	-
Total	84 145	82 998
Participation aux bénéfices différée active ⁽⁵⁾	(576)	(2 235)
Part des réassureurs	(399)	(395)
Provisions techniques (y compris participation aux bénéfices différée) nettes de la part des réassureurs	83 170	80 368

(5) Conformément à la recommandation du CNC du 19 décembre 2008, un test de recouvrabilité de la Provision pour participation aux bénéfices différée active (PBDA) qui permet de vérifier que l'imputation du montant de la PBDA sur les participations futures des assurés est fortement probable, a été réalisé.

Le calcul de la PBDA repose sur la prise en compte de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur historique. Le test de recouvrabilité qui repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses économiques de collecte et de rachats historiques est probant puisque les résultats obtenus n'imposent pas de vendre des actifs en situation de moins-value latente.

Dans un second temps, des projections de flux de trésorerie ont été réalisées à partir de plusieurs scénarii de stress combinant ou non des baisses de chiffre d'affaires et/ou des augmentations des rachats, des hausses des taux, baisses des marchés actions et augmentation des spreads et des défauts.

Ainsi dans des scénarii de hausse de taux (immédiate et maintenue sur l'horizon de projection), de baisse brutale des marchés actions, d'augmentation des défauts sur le portefeuille, de baisse du chiffre d'affaires allant jusqu'à plus de 50% et de hausse des lois de rachats amenant à multiplier par 2 ou 3 les rachats observés sur l'exercice de clôture, les ventes d'actifs nécessaires pour faire face aux besoins de liquidité sur l'horizon de projection ne génèrent pas de moins-values sur la base de la situation d'inventaire. Enfin une dégradation de 10% supplémentaire de ces hypothèses serait sans effet sur la probité du test de recouvrabilité.

Note 13

Expositions au risque souverain

1. Activités bancaires

1.1 Montant des expositions européennes significatives

Le tableau ci-dessous présente les expositions significatives au risque souverain des pays européens pour le groupe Société Générale au 30 juin 2012. Elles sont établies selon la méthodologie définie pour chacun des types d'exposition par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) lors des tests sur les besoins en fonds propres des banques européennes :

(En M EUR)	Portefeuille bancaire	CDS - Juste valeur		Total des expositions nettes ⁽²⁾
		Portefeuille de négociation	des positions nettes ⁽¹⁾	
France	16 232	465	31	16 728
République Tchèque	3 438	701	24	4 163
Allemagne	2 911	699	(15)	3 595
Italie	1 403	182	6	1 591
Roumanie	1 101	79	2	1 182
Espagne	656	369	8	1 033
Total	25 741	2 495	56	28 292

(1) Différence entre la valeur de marché des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

(2) Après provisions pour dépréciation et hors expositions directes sur dérivés.

(En M EUR)	CDS		
	CDS - Positions acheteuses	CDS - Positions vendeuses	CDS - Positions nettes ⁽³⁾
France	74	98	24
République Tchèque	130	137	7
Allemagne	1 989	2 284	295
Italie	10 170	10 388	218
Roumanie	267	270	3
Espagne	2 093	2 213	120
Total	14 723	15 390	667

(3) Différence entre la valeur nominale des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

1.2 Expositions sur la Grèce

1.2.1 Portefeuille souverain

(En M EUR)	31.12.2011 *	Remboursements	Echange	Cessions	30.06.2012 ⁽⁴⁾
Prêts et créances	6		(6)	-	-
Titres disponibles à la vente	311	(5)	(206)	(65)	35
Titres détenus jusqu'à l'échéance	12		(12)	-	-
Total	329	(5)	(224)	(65)	35

* Montants publiés au 31 décembre 2011 ajustés des intérêts courus non échus et des surcôtes-décôtes.

(4) Hors gains et pertes latents.

Le plan d'échange des titres d'Etat grec ouvert aux investisseurs privés (PSI - Private Sector Involvement) a été finalisé au cours du premier trimestre 2012. Dans le cadre de ce PSI, l'ensemble des titres d'Etat grec détenus par le Groupe a alors été apporté à l'échange en mars 2012, sauf pour les titres de droit anglo-saxon détenus par la filiale grecque Geniki pour lesquels l'échange n'est intervenu qu'en avril 2012.

Les titres d'Etat grec ainsi portés à l'échange dans le cadre du PSI ont été entièrement décomptabilisés à la date de l'échange et les titres FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) et les nouvelles obligations d'Etat grec reçus ont été inscrits distinctement au bilan du Groupe pour leur juste valeur à cette date.

La différence entre la valeur nette comptable au 31 décembre 2011 des titres d'Etat grec précédemment classés en *Actifs financiers disponibles à la vente* ou en *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance* et la juste valeur des actifs financiers reçus lors de l'échange a été inscrite en résultat dans la rubrique *Coût du risque* pour un montant de -24 M EUR. Les titres FESF et les nouvelles obligations d'Etat grec reçus ont été inscrits en *Actifs financiers disponibles à la vente* ; les cessions intervenues sur ces lignes de titres entre la date d'échange et le 30 juin 2012 ont généré des moins-values à hauteur de 9 M EUR. Au 30 juin 2012, les obligations grecques classées en *Actifs financiers disponibles à la vente* présentent une perte latente de 9 M EUR ; en l'absence d'indication objective de dépréciation découlant d'un ou plusieurs événements postérieurs à l'échange, cette perte latente a été enregistrée en *Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres*.

Au 31 décembre 2011, l'exposition souveraine sur la Grèce du portefeuille de négociation du Groupe s'élevait à 77 M EUR. L'ensemble des titres en portefeuille en mars 2012 (en avril pour les titres de droit anglo-saxon), classés parmi les *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* a été apporté à l'échange. Les titres FESF et les nouvelles obligations d'Etat grec reçus ont été inscrits en *Actifs financiers à la juste valeur par résultat*. Au 30 juin 2012, l'exposition souveraine sur la Grèce du portefeuille de négociation s'élève à 8 M EUR.

Au 30 juin 2012, Le Groupe ne détient pas de CDS sur la dette souveraine grecque.

1.2.2 Appréciation des risques

En 2012, la restructuration de la dette publique a allégé la contrainte financière de l'Etat grec. Une offre d'échange a permis en mars une diminution de 95 Md EUR de la dette. La quasi intégralité des obligations de droit grec a été présentée à l'échange, compte tenu de clauses d'action collective annexées à ces dernières. Un gouvernement de coalition a pu être formé en juin, suite à de nouvelles élections législatives, après un premier échec en mai faute de consensus. La coalition rassemble les partis qui ont signé le mémorandum initial avec les représentants de la Commission Européenne, du Fonds Monétaire International et la Banque Centrale Européenne (« la Troïka ») pour obtenir le plan d'aide accordé à la Grèce (d'un montant de 130 Md EUR). Des négociations pour ajuster ce plan sont en cours et devraient permettre le versement d'une nouvelle tranche d'aide début septembre. Ces négociations s'avèrent toutefois délicates, la Grèce ayant des difficultés à identifier les économies supplémentaires qui seraient la contrepartie d'un plus grand étalement dans le temps du programme d'ajustement structurel et de la mise en œuvre de mesures de soutien à la croissance.

Note 13 (suite)

1.2.3 Portefeuille non souverain

Au 30 juin 2012, l'exposition au risque non souverain grec du Groupe se décompose par type de clientèle de la manière suivante :

(En M EUR)	30.06.2012
Banques	36
Entreprises	1 536
Clientèle de détail	1 120
Collectivités territoriales	-
Titrisation	-
Total	2 692

Expositions Geniki

Au 30 juin 2012, le Groupe détient une dette subordonnée de 125 M EUR consentie à sa filiale. A cette même date, les encours de prêts à son bilan s'élèvent à 2 149 M EUR et les encours de dépôts à 2 022 M EUR.

1.3 Pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'union européenne ou bénéficiant d'une aide de l'union européenne pour leur secteur bancaire

1.3.1 Détail des expositions

Au 30 juin 2012, l'exposition au risque souverain sur les pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne, ou l'ayant demandé, ou bénéficiant d'une aide de l'Union européenne pour leur secteur bancaire, présentée selon la méthodologie définie par l'ABE est la suivante :

(En M EUR)	Portefeuille bancaire	Portefeuille de négociation	CDS - Juste valeur des positions nettes ⁽⁵⁾	Total des expositions nettes ⁽⁶⁾
Chypre	-	-	-	-
Espagne	656	369	8	1 033
Irlande	304	(6)	3	301
Portugal	-	119	(10)	109
Total	960	482	1	1 443

(5) Différence entre la valeur de marché des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

(6) Après provisions pour dépréciation et hors expositions directes sur dérivés.

(En M EUR)	CDS		
	CDS - Positions acheteuses	CDS - Positions vendeuses	CDS - Positions nettes ⁽⁷⁾
Chypre	-	-	-
Espagne	2 093	2 213	120
Irlande	511	516	5
Portugal	1 027	1 111	84
Total	3 631	3 840	209

(7) Différence entre la valeur nominale des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

1.3.2 Evolution des expositions

L'évolution des expositions du Groupe au risque souverain du portefeuille bancaire au cours du premier semestre 2012 est présentée dans le tableau ci-dessous :

(En M EUR)	31.12.2011 *	Acquisitions	Cessions	Remboursements	30.06.2012 ⁽⁸⁾
Chypre	-	-	-	-	-
Espagne	706	-	-	(50)	656
Irlande	309	-	-	(5)	304
Portugal	217	-	(10)	(207)	-
Total	1 232	-	(10)	(262)	960

* Montants publiés au 31 décembre 2011 ajustés des intérêts courus non échus et des surcôtes-décotes.

(8) Hors gains et pertes latents.

L'évolution des expositions du Groupe au risque souverain du portefeuille de négociation et de CDS au cours du premier semestre 2012 est présentée dans le tableau ci-dessous :

(En M EUR)	Portefeuille de négociation		CDS - Juste valeur des positions nettes ⁽⁹⁾	
	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012
Chypre	-	-	-	-
Espagne	283	369	14	8
Irlande	48	(6)	4	3
Portugal	210	119	(8)	(10)
Total	541	482	10	1

(9) Différence entre la valeur de marché des positions acheteuses et celle des positions vendeuses.

Note 13 (suite)

1.3.3 Appréciation des risques

La Grèce reste un cas « unique et exceptionnel ». Il n'y a pas de projet de restructuration de dette dans les autres pays sous plan d'aide. Le sommet européen des 18 et 19 juin a renforcé les instruments d'aide aux pays en difficulté via l'assouplissement des mécanismes de secours (FESF ou Mécanisme Européen de Stabilité (MES)). Ces outils auront la capacité de recapitaliser directement les banques, une fois un mécanisme de supervision unique mis en place dans la zone euro. Ces instruments pourront en outre racheter de la dette publique sur les marchés primaires et secondaires.

La Troïka a approuvé le versement des prochaines tranches d'aide des pays sous programme. En Irlande, comme au Portugal, la mise en place des réformes est jugée satisfaisante, malgré les perspectives économiques moroses et les inquiétudes sur le niveau du chômage. L'Irlande souhaite assouplir les conditions de son programme, à la suite de l'aide européenne au secteur bancaire espagnol. Une aide spécifique de 100 Md EUR maximum a été annoncée par l'Union européenne pour les banques espagnoles. Ce montant paraît suffisant, et n'est pas lié à un plan de soutien à l'Etat. Si le montage définitif n'est pas encore connu, le risque d'une crise bancaire a diminué.

Sur ces bases, les expositions sur l'Irlande, le Portugal et l'Espagne ne présentent pas de situation de défaut qui justifierait une dépréciation dans les comptes au 30 juin 2012.

1.3.4 Montant des pertes latentes sur actifs financiers disponibles à la vente

(En M EUR)	30.06.2012
Chypre	-
Espagne	(8)
Irlande	(6)
Portugal	-
Total	(14)

1.3.5 Juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(En M EUR)	Valeur comptable au 30.06.2012	Juste valeur au 30.06.2012
Chypre	-	-
Espagne	311	300
Irlande	-	-
Portugal	-	-
Total	311	300

2. Activités d'assurance

Les assureurs du groupe Société Générale détiennent des titres d'Etats principalement en représentation des contrats d'assurance vie. L'exposition nette sur ces titres correspond à l'exposition résiduelle de l'assureur après application des règles contractuelles de participation aux bénéfices et d'impôts, dans le cas d'un défaut total de l'émetteur.

Les expositions des pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne sont présentées ci-dessous :

(En M EUR)	Exposition Brute ⁽¹⁰⁾	Exposition nette
Grèce	2	-
Chypre	-	-
Espagne	1 372	62
Irlande	498	27
Portugal	192	11
Total	2 064	100

(10) Expositions brutes (valeur nette comptable) sur contrats support euro.

Les titres d'Etat grec détenus par le Groupe au 31 décembre 2011 qui représentaient une exposition brute de 30 M EUR ont été apportés à l'échange en mars 2012. Pour les autres pays bénéficiant d'un plan de soutien de l'Union européenne, les expositions brutes et nettes n'ont pas varié de manière significative au cours du premier semestre 2012.

Note 14

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En M EUR)

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30.06.2012	Période	31.12.2011
Ecarts de conversion ⁽¹⁾	(13)	304	(317)
Ecarts de réévaluation de la période		304	
Recyclage en résultat		-	
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	(249)	974	(1 223)
Ecarts de réévaluation de la période		1 234	
Recyclage en résultat		(260)	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	113	36	77
Ecarts de réévaluation de la période		36	
Recyclage en résultat		-	
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	14	5	9
Impôts	172	(308)	480
TOTAL	37	1 011	(974)

(En M EUR)	30.06.2012			31.12.2011		
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Brut	Impôt	Net d'impôt
Ecarts de conversion ⁽¹⁾	(13)		(13)	(317)		(317)
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	(249)	219	(30)	(1 223)	514	(709)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	113	(43)	70	77	(31)	46
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence	14	(4)	10	9	(3)	6
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(135)	172	37	(1 454)	480	(974)
Part du groupe			(71)			(1 015)
Participations ne donnant pas le contrôle			108			41

(1) La variation sur l'année 2012 de l'écart de conversion en part du Groupe s'élève à 299 M EUR.

Cette variation est principalement liée à l'appréciation par rapport à l'Euro de la Livre sterling pour 129 M EUR, du Dollar US pour 106 M EUR et du Rouble pour 27 M EUR.

La variation de l'écart de conversion dans les participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 5 M EUR.

Elle s'explique essentiellement par l'appréciation par rapport à l'Euro du Rouble pour 9 M EUR, de la Livre égyptienne pour 7 M EUR et de la Couronne tchèque pour 6 M EUR en grande partie compensée par la dépréciation par rapport à l'Euro du Leu roumain pour -16 M EUR

Note 15

Produits et charges d'intérêts

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Opérations avec les établissements de crédits	1 008	2 375	922
Comptes à vue et prêts interbancaires	587	1 642	722
Titres et valeurs reçus en pension	421	733	200
Opérations avec la clientèle	8 297	17 827	8 434
Créances commerciales	341	699	317
Autres concours à la clientèle	7 537	16 163	7 681
Comptes ordinaires débiteurs	368	771	375
Titres et valeurs reçus en pension	51	194	61
Opérations sur instruments financiers	5 445	10 639	5 027
Actifs financiers disponibles à la vente	1 847	3 803	1 837
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	28	72	38
Prêts de titres	7	20	13
Dérivés de couverture	3 563	6 744	3 139
Opérations de location financement	788	1 548	718
Location financement immobilier	144	287	137
Location financement mobilier	644	1 261	581
Total produits d'intérêts	15 538	32 389	15 101
Opérations avec les établissements de crédits	(860)	(1 728)	(677)
Emprunts interbancaires	(684)	(1 331)	(587)
Titres et valeurs donnés en pension	(176)	(397)	(90)
Opérations avec la clientèle	(3 468)	(7 718)	(3 301)
Comptes d'épargne à régime spécial	(672)	(1 253)	(591)
Autres dettes envers la clientèle	(2 706)	(6 029)	(2 485)
Titres et valeurs donnés en pension	(90)	(436)	(225)
Opérations sur instruments financiers	(5 104)	(10 735)	(4 915)
Dettes représentées par des titres	(1 299)	(2 591)	(1 209)
Dettes subordonnées et convertibles	(199)	(492)	(250)
Emprunts de titres	(53)	(49)	(38)
Dérivés de couverture	(3 553)	(7 603)	(3 418)
Autres charges d'intérêts	(1)	(1)	-
Total charges d'intérêts ⁽¹⁾	(9 433)	(20 182)	(8 893)
Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés	293	478	235

(1) Ces charges intègrent le coût de refinancement des instruments financiers à la juste valeur par résultat, dont les résultats sont classés en gains ou pertes nets sur ces instruments (Cf. note 17). Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement.

Note 16

Produits et charges de commissions

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Produits de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	128	162	123
Opérations avec la clientèle	1 345	2 885	1 455
Opérations sur titres	252	583	338
Opérations sur marchés primaires	123	175	164
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	646	864	445
Engagements de financement et de garantie	389	799	401
Prestations de services	2 000	4 106	2 059
Autres	164	324	164
Total des produits	5 047	9 898	5 149
Charges de commissions			
Opérations avec les établissements de crédit	(71)	(153)	(130)
Opérations sur titres	(257)	(637)	(307)
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	(605)	(717)	(361)
Engagements de financement et de garantie	(71)	(154)	(61)
Autres	(489)	(1 058)	(497)
Total des charges	(1 493)	(2 719)	(1 356)

Note 17

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	3 295	(485)	2 796
Résultat net sur actifs financiers à la juste valeur sur option	(201)	(583)	558
Résultat net sur passifs financiers non dérivés de transaction	(3 684)	(3 187)	(3 516)
Résultat net sur passifs financiers à la juste valeur sur option	(535)	(492)	(804)
Résultat sur instruments financiers dérivés de transaction	2 543	8 310	3 421
Résultat net sur instruments de couverture en juste valeur	687	1 729	(31)
Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts	(505)	(2 010)	181
Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-
Résultat net des opérations de change	493	1 152	(306)
Total ⁽¹⁾	2 093	4 434	2 299

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

Le montant restant à comptabiliser dans le compte de résultat dû à la différence entre le prix de transaction et le montant qui serait déterminé à cette date au moyen de techniques de valorisation, diminué des montants enregistrés dans le compte de résultat après la comptabilisation initiale, se présente comme suit :

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Montant restant à comptabiliser en résultat en début de période	765	796	796
Montant généré par les nouvelles transactions de la période	179	348	195
Montant enregistré dans le compte de résultat durant la période	(146)	(379)	(209)
<i>Amortissement</i>	(85)	(188)	(93)
<i>Passage à des paramètres observables</i>	(10)	(93)	(31)
<i>Arrivée à échéance ou à terminaison</i>	(51)	(114)	(67)
<i>Différences de change</i>	-	16	(18)
Montant restant à comptabiliser en résultat en fin de période	798	765	782

Ce montant est enregistré en compte de résultat au fur et à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres deviennent observables.

Note 18

Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Activité courante			
Plus-value de cession ⁽¹⁾	467	1 036	254
Moins-value de cession ⁽²⁾	(134)	(846)	(248)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(31)	(208)	(21)
Participation aux bénéfices différée sur actifs financiers disponibles à la vente des filiales d'assurance	(38)	(32)	(20)
Sous-total	264	(50)	(35)
Titres à revenu variable détenus à long terme			
Plus-value de cession	51	158	108
Moins-value de cession	(9)	(10)	(5)
Pertes de valeur des titres à revenu variable	(82)	(100)	(6)
Sous-total	(40)	48	97
Total	224	(2)	62

(1) Dont 116 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2012.

(2) Dont -41 M EUR au titre des activités d'assurance au 30 juin 2012.

Note 19

Frais de personnel

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Rémunérations du personnel	(3 533)	(7 118)	(3 545)
Charges sociales et fiscales	(884)	(1 516)	(871)
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	(313)	(615)	(310)
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	(63)	(120)	(59)
Participation, intéressement, abondement et décote	(134)	(297)	(167)
Total	(4 927)	(9 666)	(4 952)

Note 20

Plans d'avantages en actions

1. Montant de la charge enregistrée en résultat

(En M EUR)	30.06.2012			31.12.2011			30.06.2011		
	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes	Part à dénouement en espèces	Part à dénouement en titres	Total des régimes
Charges nettes provenant des plans d'achat d'actions *	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges nettes provenant des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions	110,2	70,4	180,6	278,2	171,8	450,0	119,4	96,4	215,8

* Cf. paragraphe 3. Attribution d'actions SG avec décote.

2. Description des nouveaux plans mis en place au cours du premier semestre 2012

Les régimes sur capitaux propres offerts aux salariés du Groupe au cours de la période se terminant le 30 juin 2012 sont brièvement décrits ci-dessous.

Emetteur	Société Générale
Année	2012
Type de plan	attribution gratuite d'actions
Autorisation des actionnaires	25.05.2010
Décision du Conseil d'Administration	02.03.2012
Nombre d'actions attribuées	2 975 763
Modalités de règlement	Actions Société Générale
Période d'acquisition des droits	02.03.2012 - 31.03.2014 (1) (2)
Conditions de performance	oui (3)
Conditions en cas de départ du Groupe	perte
Conditions en cas de licenciement	perte
Conditions en cas de départ à la retraite	maintien
Cas de décès	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (EUR)	25,39
Actions perdues au 30.06.12	801
Actions restantes au 30.06.12	2 974 962
Nombre d'actions réservées au 30.06.12	2 974 962
Cours des actions réservées (EUR)	29,75
Valeur des actions réservées (M EUR)	89
1 ^{ère} date de cession	01.04.2016
Période d'interdiction de cession	2 ans (4)
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	86%
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

(1) Pour les non-résidents fiscaux français, la période d'acquisition est majorée de deux ans.

(2) Conformément à l'arrêté publié en France le 3 novembre 2009, relatif aux rémunérations des personnels dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exposition aux risques des établissements de crédit et entreprises d'investissement, la charge relative aux instruments de capitaux propres attribués aux salariés professionnels des marchés financiers est enregistrée en résultat sur la période d'acquisition des droits c'est à dire à compter du 1^{er} janvier 2011 pour ce plan 2012.

(3) Les conditions de performance sont déclinées par pôle, direction fonctionnelle, entité ou catégorie de population. Elles sont basées sur des indicateurs de performance tels que le résultat net part du Groupe, le résultat d'exploitation, les pertes opérationnelles. La condition de performance dite « Groupe » qui s'applique au plus grand nombre d'attributaires est basée sur le résultat net part du Groupe 2013.

(4) Pour les non-résidents fiscaux français, il n'y a pas de période obligatoire de conservation des titres.

3. Informations sur les autres plans sur capitaux propres

ATTRIBUTIONS D'ACTIONS SG AVEC DECOTE

Plan mondial d'actionariat salarié

Au titre de la politique d'actionariat salarié du Groupe, Société Générale a proposé le 2 avril 2012 à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 19,19 EUR avec une décote de 20% par rapport à la moyenne des 20 dernières cotations de l'action Société Générale précédant cette date.

4 191 357 actions ont été souscrites. La charge de ce plan pour le Groupe est nulle. En effet, le modèle de valorisation utilisé qui est conforme aux préconisations du Conseil national de la comptabilité sur les plans d'épargne entreprise, compare le gain qu'aurait obtenu le salarié à la disposition immédiate des titres Société Générale et le coût notionnel que représente pour lui le blocage sur 5 ans. Or, la moyenne des cours de clôture de l'action Société Générale observés pendant la période de souscription (du 23 avril au 7 mai) étant inférieure au coût d'acquisition des titres par le salarié, ce modèle de valorisation conduit à une valeur unitaire nulle de l'avantage.

Note 21

Coût du risque

<i>(En M EUR)</i>	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Risque de contrepartie			
Dotations nettes pour dépréciation	(1 557)	(4 012)	(1 894)
Pertes non couvertes	(258)	(430)	(190)
sur créances irrécouvrables	(240)	(379)	(174)
sur autres risques	(18)	(51)	(16)
Récupérations	82	184	77
sur créances irrécouvrables	67	167	72
sur autres risques	15	17	5
Autres risques			
Dotations nettes aux autres provisions	9	(72)	(56)
Total ⁽¹⁾	(1 724)	(4 330)	(2 063)

(1) Dont -153 M EUR relatifs aux actifs gérés en extinction au 30 juin 2012 contre -226 M EUR au 30 juin 2011.

Note 22

Impôts sur les bénéfices

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Charge fiscale courante	(588)	(970)	(737)
Charge fiscale différée	(151)	(353)	50
Total de la charge d'impôt ⁽¹⁾	(739)	(1 323)	(687)

(1) La réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif s'analyse comme suit :

	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Résultat avant impôt, hors résultat des sociétés mises en équivalence et pertes de valeur sur les écarts d'acquisition (En M EUR)	2 533	4 282	2 506
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3%)	34,43%	34,43%	34,43%
Différences permanentes	-0,19%	0,11%	-1,59%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	0,00%	-0,27%	-0,69%
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-5,29%	-4,93%	-5,76%
Effet des pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	0,22%	1,56%	1,01%
Taux effectif Groupe	29,17%	30,90%	27,40%

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33%. S'y ajoute une Contribution Sociale de 3,3% (après application d'un abattement de 0,76 M EUR) instaurée en 2000 ainsi qu'une Contribution Exceptionnelle de 5% instaurée pour les exercices 2011 et 2012 pour les sociétés bénéficiaires réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 M EUR.

Les plus-values à long terme sur titres de participation sont exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges. A compter du 1er janvier 2011, en application de la 2^{ème} Loi de Finance rectificative pour 2011, cette quote-part de frais et charges s'élève à 10% du montant de la plus-value réalisée, contre 5% antérieurement.

En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5% sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5%.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43% pour les résultats imposés au taux de droit commun. Pour les résultats imposés au taux réduit, le taux retenu est de 3,44% compte tenu de la nature des opérations concernées.

Note 23

Résultat par action

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Résultat net part du Groupe	1 165	2 385	1 663
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	(133)	(273)	(150)
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	(8)	(25)	(12)
Produit net relatif au rachat en dessous du prix d'émission des Titres super subordonnés	2	276	-
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 026	2 363	1 501
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	750 226 983	739 383 366	733 928 289
Résultat par action ordinaire (en EUR)	1,37	3,20	2,05

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Résultat net part du Groupe	1 165	2 385	1 663
Résultat net attribuable aux Titres super subordonnés	(133)	(273)	(150)
Résultat net attribuable aux Titres subordonnés à durée indéterminée	(8)	(25)	(12)
Produit net relatif au rachat en dessous du prix d'émission des Titres super subordonnés	2	276	-
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires	1 026	2 363	1 501
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ⁽¹⁾	750 226 983	739 383 366	733 928 289
Nombre moyen de titres ordinaires retenu au titre des éléments dilutifs ⁽²⁾	1 246 558	2 723 995	2 954 152
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat net dilué par action	751 473 541	742 107 361	736 882 441
Résultat dilué par action ordinaire (en EUR)	1,37	3,18	2,04

(1) Hors actions d'autocontrôle.

(2) Le nombre d'actions retenu dans les éléments dilutifs est calculé selon la méthode du "rachat d'actions" et prend en compte les attributions d'actions gratuites et les plans d'options de souscription d'actions. Les plans d'options de souscription d'actions ont un effet dilutif dépendant du cours moyen de l'action Société Générale qui s'élève en 2012 à 19,70 EUR. Le nombre d'actions retenu au titre des éléments dilutifs comprend également les actions gratuites attribuées sans condition de performance des plans 2009 et 2010.

Note 24

Information sectorielle

Information sectorielle par pôle et sous-pôle

(En M EUR)	Réseaux France			Réseaux Internationaux			Services Financiers Spécialisés et Assurances		
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Produit net bancaire	4 083	8 165	4 076	2 465	5 017	2 449	1 726	3 443	1 744
Charges générales d'exploitation ⁽¹⁾	(2 624)	(5 248)	(2 617)	(1 516)	(2 988)	(1 492)	(908)	(1 846)	(928)
Résultat brut d'exploitation	1 459	2 917	1 459	949	2 029	957	818	1 597	816
Coût du risque	(415)	(745)	(339)	(710)	(1 284)	(591)	(334)	(829)	(427)
Résultat d'exploitation	1 044	2 172	1 120	239	745	366	484	768	389
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4	10	4	2	13	5	(7)	(33)	9
Gains nets sur autres actifs	-	1	1	(3)	-	4	(2)	(5)	(2)
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	(250)	-	-	-	(200)	-
Résultat courant avant impôts	1 048	2 183	1 125	(12)	758	375	475	530	396
Impôts sur les bénéfices	(356)	(739)	(381)	(52)	(161)	(82)	(138)	(219)	(111)
Résultat net	692	1 444	744	(64)	597	293	337	311	285
Participations ne donnant pas le contrôle	6	16	8	122	272	133	7	14	8
Résultat net part du Groupe	686	1 428	736	(186)	325	160	330	297	277

Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs

(En M EUR)	Gestion d'Actifs			Banque Privée			Services aux investisseurs et courtage		
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Produit net bancaire	159	344	169	374	762	414	553	1 063	544
Charges générales d'exploitation ⁽¹⁾	(146)	(342)	(165)	(305)	(619)	(310)	(505)	(1 006)	(508)
Résultat brut d'exploitation	13	2	4	69	143	104	48	57	36
Coût du risque	1	-	-	(1)	(1)	(1)	(7)	(12)	(13)
Résultat d'exploitation	14	2	4	68	142	93	41	45	23
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	61	98	62	-	-	-	-	-	-
Gains nets sur autres actifs	-	-	-	-	2	-	10	(8)	2
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	(200)	-	-	-	-	-	-	(65)	-
Résultat courant avant impôts	(125)	100	66	68	144	93	51	(28)	25
Impôts sur les bénéfices	(5)	(1)	(1)	(18)	(29)	(18)	(17)	(13)	(8)
Résultat net	(130)	99	65	50	115	75	34	(41)	17
Participations ne donnant pas le contrôle	1	-	-	-	-	1	1	2	-
Résultat net part du Groupe	(131)	99	65	50	115	74	33	(43)	17

(En M EUR)	Banque de Financement et d'Investissement ⁽²⁾			Hors Pôles ⁽³⁾			Groupe Société Générale		
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Produit net bancaire ⁽²⁾	3 090	5 980	4 115	133	862	(389)	12 883	25 636	13 122
Charges générales d'exploitation ⁽¹⁾	(2 225)	(4 748)	(2 478)	(90)	(239)	(119)	(8 319)	(17 036)	(8 617)
Résultat brut d'exploitation	865	1 232	1 637	43	623	(508)	4 264	8 600	4 505
Coût du risque	(237)	(563)	(281)	(21)	(896)	(401)	(1 724)	(4 330)	(2 063)
Résultat d'exploitation	628	669	1 356	22	(273)	(909)	2 540	4 270	2 442
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	-	1	6	(2)	61	94	78
Gains nets sur autres actifs	3	76	65	(15)	(54)	(6)	(7)	12	64
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	(450)	(265)	-
Résultat courant avant impôts	631	745	1 421	8	(321)	(917)	2 144	4 111	2 584
Impôts sur les bénéfices	(140)	(97)	(376)	(13)	(64)	290	(739)	(1 323)	(687)
Résultat net	491	648	1 045	(5)	(385)	(627)	1 405	2 788	1 897
Participations ne donnant pas le contrôle	9	13	5	94	86	79	240	403	234
Résultat net part du Groupe	482	635	1 040	(99)	(471)	(706)	1 165	2 385	1 663

(1) Y compris dotations aux amortissements.

(3) Les produits ou charges ne relevant pas directement de l'activité des pôles sont intégrés dans le résultat du Hors Pôles.

(2) Ventilation du Produit net bancaire par activité de la Banque de Financement et d'Investissement :

(En M EUR)	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2011
Global Markets		2 594	4 141
Financement et Conseil		665	2 315
Actifs gérés en extinction		(169)	(476)
Total Produit net bancaire	3 090	5 980	4 115

(En M EUR)	Réseaux France		Réseaux Internationaux		Services Financiers Spécialisés et Assurances	
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011
Actifs sectoriels	203 603	197 688	98 119	97 604	138 823	136 692
Passifs sectoriels ⁽⁴⁾	167 650	158 583	79 941	76 905	93 150	90 405

Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs

(En M EUR)	Gestion d'Actifs		Banque Privée		Services aux investisseurs et courtage	
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011
Actifs sectoriels	2 748	2 846	22 891	21 110	59 184	48 704
Passifs sectoriels ⁽⁴⁾	527	546	25 352	22 217	71 754	62 613

(En M EUR)	Banque de Financement et d'Investissement		Hors Pôles ⁽³⁾		Groupe Société Générale	
	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011	30.06.2012	31.12.2011
Actifs sectoriels	655 676	614 652	65 622	62 076	1 246 666	1 181 372
Passifs sectoriels ⁽⁴⁾	718 145	658 468	37 284	60 523	1 193 783	1 130 260

(4) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).

(5) Les actifs ou passifs ne relevant pas directement de l'activité des pôles sont intégrés dans le bilan du Hors Pôles. Ainsi, les écarts de réévaluation des dettes liés au risque de crédit propre et les écarts de réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de prêts et créances sont rattachés au Hors pôles.

Note 24 (suite)

Information sectorielle

Information sectorielle par zone géographique

Décomposition du PNB par zone géographique

(En M EUR)	France			Europe			Amériques		
	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *
Produits nets d'intérêts et assimilés	3 078	6 104	3 279	2 247	4 508	2 194	213	748	276
Produits nets de commissions	2 194	4 328	2 342	844	1 745	897	212	480	276
Résultat net des opérations financières	129	1 801	369	1 102	1 437	929	607	585	674
Autres produits nets d'exploitation	73	391	(16)	467	986	580	(3)	6	34
Produit net bancaire	5 474	12 623	5 974	4 660	8 676	4 600	1 029	1 819	1 260

(En M EUR)	Asie			Afrique			Océanie			Total		
	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *
Produits nets d'intérêts et assimilés	55	180	96	551	981	468	45	106	55	6 189	12 627	6 368
Produits nets de commissions	64	186	71	216	392	183	24	48	24	3 554	7 179	3 793
Résultat net des opérations financières	453	569	372	25	40	20	1	-	(2)	2 317	4 432	2 362
Autres produits nets d'exploitation	(21)	(9)	-	6	21	-	1	3	1	523	1 398	599
Produit net bancaire	551	926	539	798	1 434	671	71	157	78	12 583	25 636	13 122

Décomposition des agrégats bilantiels par zone géographique

(En M EUR)	France			Europe			Amériques		
	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2011 *
Actifs sectoriels	964 696	926 920	135 950	123 941	96 266	88 291			
Passifs sectoriels ⁽⁶⁾	918 819	882 690	130 351	118 432	98 388	90 124			

(En M EUR)	Asie		Afrique		Océanie		Total	
	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *	30.06.2012	31.12.2011 *
Actifs sectoriels	22 124	15 106	25 045	24 601	2 585	2 513	1 246 666	1 181 372
Passifs sectoriels ⁽⁶⁾	21 105	14 352	22 702	22 318	2 418	2 344	1 193 783	1 130 260

(6) Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).
* Montants ajustés par rapport aux états financiers publiés en 2011.

Note 25

Evènements post clôture

Taxe additionnelle à la taxe de risque systémique

Le projet de loi de finances rectificative pour 2012, présenté au Conseil des ministres le 4 juillet 2012 propose la création d'une contribution exceptionnelle due par certains établissements de crédit.

Cette proposition a été adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale le 19 juillet 2012 et par le Sénat le 27 juillet 2012.

Cette taxe additionnelle à la taxe de risque systémique sera exigible au 30 août 2012 et devra être payée au plus tard le 30 septembre 2012.

Pour le groupe Société Générale, le montant de cette taxe additionnelle s'élèvera à 68 M EUR et sera intégralement enregistré dans le résultat du second semestre 2012.

6.2 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2012

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Société Anonyme
17, Cours Valmy
92972 Paris-La Défense Cedex

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de Société Générale, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 2 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Marc Mickeler

Isabelle Santenac

6.3 Résultats du 2^{ème} trimestre 2012 (Communiqué de presse du 1^{er} août 2012)

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE

Paris, le 1^{er} août 2012

DEUXIEME TRIMESTRE 2012 : PROGRESSION SIGNIFICATIVE DU RATIO CORE TIER 1⁽¹⁾, A 9,9% (+51 PB)

PERFORMANCE RESILIENTE DES METIERS : RESULTAT NET PART DU GROUPE SOUS-JACENT 793 M EUR⁽²⁾

- **PNB total : 6,3 Md EUR, -3,6% par rapport au T2-11**
PNB des activités de banque de détail (Réseaux France et Réseaux Internationaux, Services Financiers Spécialisés et Assurances) stable
- **Frais de gestion en baisse : -6,0% par rapport au T2-11**
- **Coût du risque maîtrisé : -822 M EUR, +6 bp⁽³⁾ par rapport au T1-12**
- **Poursuite des efforts de réduction du bilan, encours pondérés en baisse de -6,5 Md EUR au T2-12**
- **Résultat net part du Groupe comptable de 433 M EUR**

PREMIER SEMESTRE 2012 : PROGRESSION DE +85 PB DU CAPITAL CORE TIER 1 BALE 2.5

- **PNB total : 12,6 Md EUR, -4,1% par rapport au S1-11, stable pour les activités de banque de détail**
- **Baisse des frais de gestion de -3,5% par rapport au S1-11**
- **Résultat net part du Groupe sous-jacent⁽²⁾ de 1 966 M EUR**
Résultat net part du Groupe comptable de 1 165 M EUR

BNPA⁽⁴⁾ 1,37 EUR

(1) selon les normes ABE Bâle 2.5 (normes Bâle 2 intégrant les exigences de la CRD3)

(2) Hors éléments non économiques ou non récurrents et actifs gérés en extinction. Eléments non économiques : réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et des couvertures des portefeuilles de crédit du Groupe. Eléments non récurrents : dépréciation d'écarts d'acquisition, gains ou pertes en capital sur actifs destinés à être cédés, incidence en résultat des rachats de dette, des opérations de réduction du bilan.

(3) Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction et souverain grec, sur actifs début de période

(4) après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI (respectivement -133 et -8 millions d'euros. A fin juin 2012, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS s'élève à 2 millions d'euros.

* A périmètre et taux de change constants

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 31 juillet 2012, a examiné les comptes du Groupe pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2012. Le résultat net part du Groupe du trimestre est de +433 millions d'euros et le produit net bancaire total de 6 272 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe du semestre s'établit à +1 165 millions d'euros pour un produit net bancaire de 12 583 millions d'euros.

Ces résultats intègrent :

- La contribution au résultat des **actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement** de -114 millions d'euros ce trimestre et -242 millions d'euros au premier semestre.
- Des **éléments non-récurrents** (effet des cessions de crédits liées aux opérations de réduction du bilan, dépréciations de la dette souveraine grecque, rachat de dette hybride, dépréciations d'écarts d'acquisition et gains ou pertes en capital sur actifs destinés à être cédés) réduisant le résultat net part du Groupe de -391 millions d'euros au deuxième trimestre et de -563 millions d'euros au premier semestre.
- Les **éléments non-économiques** (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et réévaluation des couvertures des portefeuilles de crédit du Groupe) contribuant pour +145 millions d'euros au résultat net part du Groupe du trimestre et de +4 millions d'euros à celui du semestre.

Retraité de ces incidences, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 793 millions d'euros ce trimestre et à 1 966 millions d'euros au premier semestre.

Le deuxième trimestre de l'année a été marqué par un ralentissement sensible de la croissance économique en Europe et la poursuite de fortes tensions sur les marchés financiers européens, les investisseurs limitant leurs interventions dans l'attente de solutions durables à la crise de la dette souveraine. En France, les échéances électorales ont également entraîné un certain attentisme, en raison de l'absence de visibilité sur les nouvelles orientations économiques du pays.

Les résultats des Réseaux France confirment leur solidité dans une économie française en croissance très faible. Les Réseaux Internationaux subissent les conséquences de la crise économique en Roumanie et le Groupe a été conduit à déprécier l'écart d'acquisition de Rosbank, compte tenu de la montée en puissance plus lente que prévu du dispositif russe. Les métiers de Services Financiers Spécialisés et Assurances affichent des résultats satisfaisants, soutenus par la bonne tenue de leurs marges et la qualité de leurs fonds de commerce. La Banque de Financement et d'Investissement et les métiers de Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs ont évolué dans des marchés financiers peu actifs et globalement baissiers. La prise en compte de la situation du marché de la gestion d'actifs dans le contexte économique actuel a amené le Groupe à déprécier de l'écart d'acquisition de la filiale TCW.

Dans ce contexte, la Banque a poursuivi sa stratégie de transformation, notamment par la mise en œuvre de son programme de réduction des frais de gestion. Ceux-ci s'inscrivent en baisse de -6,0% au deuxième trimestre 2012 par rapport au T2-11, et de -3,5% en comparaison semestrielle par rapport au S1-11. Dans la Banque de Financement et d'Investissement, la baisse atteint -13,6% par rapport au deuxième trimestre 2011 (et -15,0%* à périmètre et change constants), et -10,2% en comparaison semestrielle sur un an. Parallèlement, l'accent reste mis sur la stricte gestion des ressources rares, la réduction du bilan et l'amélioration des ratios prudentiels. Les encours pondérés du Groupe sont en baisse de -7 milliards d'euros au cours du premier semestre en raison des cessions de crédits de SG CIB, de la réduction de l'exposition au risque de marché dans une conjoncture instable, et de la mise sous contrainte de ressources des métiers, ce qui permet au Groupe d'atteindre à la fin du deuxième trimestre un ratio Core Tier 1 Bâle 2.5 de 9,9%, en progression de +51 points de base en un trimestre et de +85 points de base au premier semestre 2012.

Commentant les résultats du Groupe sur le trimestre, Frédéric Oudéa – Président-Directeur général – a déclaré : « **En dépit d'un contexte difficile, le Groupe Société Générale progresse, trimestre après trimestre, dans sa stratégie de transformation, en ligne avec ses objectifs. Avec un**

résultat sous-jacent de près de 2,0 milliards d'euros, le premier semestre illustre la résistance de nos métiers et les résultats tangibles de notre adaptation. Dans un environnement économique et réglementaire incertain, fidèle à ses engagements, le Groupe est resté mobilisé au service de ses clients et du financement de l'économie. Grâce à la qualité de nos portefeuilles et à une gestion prudente, le coût du risque reste également bien maîtrisé. Les progrès en matière de contrôle des coûts et de réduction du bilan, en particulier dans la Banque de Financement et d'Investissement, sont notables et vont se poursuivre. Grâce à cette action déterminée, nous avons, en un an, significativement conforté notre solidité financière avec un ratio de capital Core Tier 1 Bâle 2.5 qui atteint 9,9% à fin juin 2012 et une structure de financement plus favorable. Fort de ces résultats, et en dépit d'un environnement qui restera incertain et difficile dans les prochains trimestres, le Groupe est confiant dans sa capacité à générer du capital afin d'atteindre son objectif de ratio Core Tier 1 Bâle 3 compris entre 9 et 9,5% à fin 2013. »

1. RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

M EUR	T2-11	T2-12	Var T2/T2	S1-11	S1-12	Var S1/S1
Produit net bancaire	6 503	6 272	-3,6%	13 122	12 583	-4,1%
<i>A données constantes*</i>			-5,0%			-4,9%
Frais de gestion	(4 241)	(3 986)	-6,0%	(8 617)	(8 319)	-3,5%
<i>A données constantes*</i>			-6,8%			-3,7%
Résultat brut d'exploitation	2 262	2 286	+1,1%	4 505	4 264	-5,3%
<i>A données constantes*</i>			-1,6%			-7,1%
Coût net du risque	(1 185)	(822)	-30,6%	(2 063)	(1 724)	-16,4%
Résultat d'exploitation	1 077	1 464	+35,9%	2 442	2 540	+4,0%
<i>A données constantes*</i>			+28,0%			+0,1%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	(450)	n/s	0	(450)	n/s
Résultat net part du Groupe	747	433	-42,0%	1 663	1 165	-29,9%
				S1-11	S1-12	
ROTE Groupe (après impôt)				10,0%	6,0%	

Produit net bancaire

Le produit net bancaire total du Groupe s'établit à 6,3 milliards d'euros au T2-12, en léger retrait par rapport au T2-11 (-3,6%), et à 12,6 milliards d'euros pour le premier semestre 2012.

Hors éléments non-économiques ou non-récurrents et actifs gérés en extinction, les revenus sous-jacents s'inscrivent à 6 019 millions d'euros, en baisse de -6,6% par rapport au T2-11. En comparaison semestrielle, les revenus sous-jacents atteignent 12 826 millions d'euros, en retrait de -4,2% par rapport au premier semestre 2011. Cette évolution provient pour l'essentiel de la baisse des revenus de la Banque de Financement et d'Investissement, qui traduit un environnement de marché peu actif et adverse au risque et les conséquences des opérations de réduction du bilan engagées depuis plusieurs trimestres

- Les **Réseaux France** enregistrent au T2-12 des revenus de 2 037 millions d'euros, stables par rapport au T2-11 (+0,3% hors PEL/CEL). Sur le semestre, les revenus des Réseaux France atteignent 4 083 millions d'euros (+0,3% hors PEL/CEL par rapport au S1-11), soutenus par une activité commerciale solide ;
- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux** est en léger retrait (-1,4%*) par rapport au T2-11, à 1 239 millions d'euros. Les revenus progressent de +1,1%* en données semestrielles sur un an. Ils sont en forte hausse dans le Bassin méditerranéen et en Afrique, et compensent la stabilité de la Russie et la baisse constatée en Roumanie en raison d'un environnement économique dégradé ;
- Les activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** voient leurs revenus se contracter de -28,0%* au T2-12 par rapport au T2-11, à 1 335 millions d'euros, notamment sous l'effet des coûts de cession de crédits, qui pèsent sur les revenus de l'activité de Financement et Conseil, et d'un trimestre peu porteur sur les marchés. Retraité de la décote nette sur les crédits cédés (-159 millions d'euros), le produit net bancaire des activités pérennes baisse de -16,6% par rapport au T2-11.

Au cours du premier semestre, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement intègrent des coûts de cession de crédits pour -385 millions d'euros. Le produit net bancaire du semestre, à 3 259 millions d'euros, est en baisse de -20,2%*. Retraité de des coûts

cession des crédits, les revenus du premier semestre 2012 diminuent de -9,6% par rapport au premier semestre 2011.

La contribution des actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement aux revenus du métier est négative de -112 millions d'euros au T2-12 et de -169 millions d'euros au S1-12, contre +43 millions d'euros au T2-11 et +85 millions d'euros au S1-11.

Au total, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'inscrivent à 1 223 millions d'euros au T2-12 et à 3 090 millions d'euros au S1-12.

- Les revenus du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** s'élèvent à 877 millions d'euros au T2-12 (+1,5%* par rapport au T2-11), soutenus par la progression de l'activité Assurances (+9,8%* à 170 millions d'euros au T2-12), tandis que l'activité de Services Financiers Spécialisés est globalement stable (-0,3%* à 707 millions d'euros) reflétant notamment une politique d'octroi sélective de crédit et le maintien des marges à la production. Sur le semestre, les revenus du pôle sont stables (-0,8%*), à 1 726 millions d'euros, tirés par la progression des revenus des activités d'Assurance (+11,1%*), la baisse des revenus des activités de Services Financiers Spécialisés restant limitée à -3,2%*.
- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** est en baisse (-5,7%*) au deuxième trimestre 2012 par rapport au T2-11, à 533 millions d'euros, principalement en raison de la baisse des revenus de la Banque Privée, dans un contexte peu porteur. Les revenus du pôle au S1-12 sont de 1 086 millions d'euros (-3,6% et -6,1%* par rapport au S1-11).

L'incidence comptable sur le produit net bancaire de la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre est de +206 millions d'euros au T2-12.

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élèvent à -3 986 millions au T2-12, en baisse de -6,8%* par rapport au T2-11, conséquence du strict pilotage des coûts mis en œuvre depuis plusieurs trimestres. Ces efforts se poursuivent dans l'ensemble des pôles. Dans la Banque de Financement et d'Investissement, le plan de sauvegarde de l'emploi ouvert au début du trimestre a été clôturé avec une suppression de 880 postes de travail. Il est à noter que le plein effet de ces mesures ne sera sensible qu'à partir des prochains mois. Les efforts de réduction des frais de gestion se poursuivent par ailleurs dans l'ensemble des pôles.

Au S1-12, la tendance est confirmée, avec des frais de gestion à -8 319 millions d'euros, soit -3,7%* par rapport au S1-11.

Résultat d'exploitation

Au T2-12, le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit à 2,3 milliards d'euros (-1,6%* par rapport au T2-11) et à 4,3 milliards d'euros au S1-12 (-7,1%* par rapport au S1-11).

La **charge nette du risque** du Groupe pour le trimestre est de -822 millions d'euros contre -1 185 millions d'euros au T2-11, qui avait été marqué par les premières dotations destinées à couvrir le risque souverain grec.

Dans une conjoncture perturbée par la crise de la zone euro, le coût du risque du Groupe qui s'établit à 75⁽¹⁾ points de base pour le trimestre est en hausse par rapport au T1-12 (69⁽¹⁾ points de base) et au T2-11 (qui avait connu un point bas, à 58⁽¹⁾ points de base).

⁽¹⁾ Calcul annualisé, hors litiges, hors actifs gérés en extinction et hors dépréciation de la dette souveraine grecque, sur encours début de période

- Le coût du risque des **Réseaux France** est quasiment stable à 45 points de base (44 points de base au T1-12) malgré un contexte économique qui se dégrade en France.
- A 211 points de base (contre 181 points de base au T1-12 et 177 points de base sur l'année 2011), le coût du risque des **Réseaux internationaux** est marqué par une augmentation ponctuelle en Russie liée à la révision des sûretés sur le portefeuille immobilier commercial et un niveau toujours élevé en Roumanie en raison de la situation économique globale. Le coût du risque diminue en République tchèque et demeure à un niveau bas. Le coût du risque est élevé dans le Bassin méditerranéen.
- Le coût du risque des activités pérennes de **la Banque de Financement et d'Investissement** reste à un niveau faible de 21 points de base. Sur le trimestre, le coût du risque des actifs gérés en extinction est limitée (-38 millions d'euros contre -115 millions d'euros au T1-12 et -130 millions d'euros au T2-11).
- Au T2-12, le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** se stabilise à un niveau bas à 128 points de base (contre 121 points de base au T1-12 et 156 points de base au T2-11). Sur le trimestre, la charge du risque sur les métiers de crédit à la consommation et de financement d'équipements reste stable par rapport au trimestre précédent.

En parallèle, le taux de couverture des engagements provisionnables du Groupe est en hausse à 77% (76% au T1-12, et au T4-11).

Au premier semestre le coût net du risque atteint -1 724 millions d'euros contre -2 063 millions d'euros au S1-11, la baisse s'analysant principalement par un effet de base en 2011 lié aux dotations constatées au titre du risque souverain grec.

Au total, le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 1 464 millions d'euros au T2-12 (1 077 au T2-11), en hausse de +35,9% par rapport au T2-11 en raison de la variation favorable de la charge du risque. En comparaison semestrielle, le résultat d'exploitation progresse de +4,0% par rapport au S1-11 et atteint 2 540 millions d'euros au S1-12.

Résultat net

Après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 30,5% au T2-12 contre 27,8% au T2-11) et des participations ne donnant pas le contrôle, le résultat net part du Groupe s'élève à 433 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2012 (à rapprocher de 747 millions d'euros au T2-11).

Ce résultat intègre le résultat du portefeuille d'actifs gérés en extinction pour -114 millions d'euros et des éléments non-économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et résultat comptable des opérations de couverture de portefeuille de crédit du Groupe) à hauteur de +145 millions d'euros, ainsi que des éléments non-récurrents pour -391 millions d'euros⁽²⁾.

Retraité de ces éléments, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 793 millions d'euros ce trimestre et atteint 1 966 millions d'euros au premier semestre.

Le ROE du Groupe après impôt est de 3,5% au T2-12. Le ROE du semestre est de 4,9%, pour un ROTE de 6,0%.

Le ROE sous-jacent du Groupe atteint 6,8% pour le deuxième trimestre et 8,7% pour le premier semestre ; le ROTE sous-jacent ressort à 10,7%.

Le bénéfice net par action sur l'année est de 1,37 euros, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽³⁾.

⁽²⁾ Soit : coût des cessions des actifs de la Banque de Financement et d'Investissement (-110 millions d'euros), produit du rachat de dettes hybrides (+195 millions d'euros), dépréciation d'écarts d'acquisition et gains ou pertes nets sur actifs destinés à être cédés (-476 millions d'euros)

⁽³⁾ Les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI à fin juin 2012 sont respectivement de 133 et 8 millions d'euros. A fin juin 2012, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS s'élève à 2 millions d'euros.

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 juin 2012, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 48,7 milliards d'euros⁽¹⁾ et l'actif net tangible par action à 46,75 euros (soit un actif net par action de 56,75 euros dont -0,05 euros de moins-values latentes). Au deuxième trimestre 2012, le Groupe a acquis 3,55 millions de titres Société Générale dans le cadre du contrat de liquidité conclu le 22 août 2011. Sur cette période, Société Générale a également procédé à la cession de 1,83 millions de titres au titre du même contrat de liquidité. Pour le premier semestre 2012, le Groupe a acquis 20,46 millions de titres Société Générale et procédé à la cession de 18,93 millions de titres au titre de ce contrat.

Au total, Société Générale détient, à fin juin 2012, 3,73% de son capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading), soit 29,1 millions d'actions, dont 9,0 millions d'actions d'autocontrôle. Par ailleurs, le Groupe détient à cette même date 3,1 millions d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options d'achat attribuées à ses salariés.

Le **bilan financé** du Groupe après compensation de l'assurance, des dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation, s'élève à 658 milliards d'euros au 30 juin 2012, en baisse de -25 milliards d'euros par rapport à fin juin 2011, et en hausse de +22 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011. Cette progression provient pour 13 milliards, au passif, de la hausse des dépôts clientèle, le refinancement long du Groupe progressant de 7 milliards et les fonds propres de 2 milliards d'euros au S1-12. A l'actif, cette progression touche essentiellement les dépôts à vue en banque centrale et auprès des établissements de crédit, pour environ 20 milliards d'euros.

Les fonds propres, les dépôts clientèle et les ressources à moyen et long terme constituent près de 82% du total du bilan financé, à 538 milliards d'euros, en forte progression depuis un an (75% à la fin du S1-11). Ils représentent 111% des emplois longs du Groupe, qui s'inscrivent en léger retrait sur la période (-2% par rapport au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011), l'excédent des ressources longues sur les emplois à long terme atteignant 53 milliards d'euros à fin juin 2012.

Le **ratio crédits sur dépôts**, à 114% s'améliore de 7 points par rapport à fin 2011 et de 8 points par rapport au T2-11.

Ces évolutions soulignent les actions menées afin de renforcer les **ressources** stables du Groupe par une politique active de **collecte de dépôts** clientèle, (en hausse de près de 4% tant par rapport à la fin 2011 qu'en référence au premier semestre de l'année écoulée, à 349 milliards d'euros, tirée par l'augmentation de +10,1% des dépôts à vue au cours du premier semestre 2012), ainsi que le succès de la stratégie d'allongement des sources de refinancement.

Les **émissions de dette à moyen et long terme** ont permis au Groupe de remplir les objectifs de son programme de refinancement de l'année, compris entre 10 et 15 milliards d'euros pour 2012. Au 23 juillet 2012, le Groupe a levé 14,2 milliards d'euros de dette depuis le début de l'année. La maturité moyenne des dettes émises depuis le 1^{er} janvier 2012 atteint 6,7 ans⁽³⁾, pour un coût moyen d'environ 168 points de base au dessus du taux Euribor 6 mois. Le Groupe a l'intention de continuer à émettre en 2012, selon les opportunités de marché. Les actifs liquides disponibles⁽²⁾ s'élèvent désormais à 99% des dettes à court terme du Groupe ; ce ratio était de 69% au 30 juin 2011.

Les **fonds propres** s'accroissent de +3% par rapport à fin 2011, à 53 milliards d'euros).

Les **encours pondérés** du Groupe sont en baisse par rapport au trimestre précédent, et plus globalement sur le semestre à 342,5 milliards d'euros (349,3 milliards à fin 2011, soit -1,9% au premier semestre).

L'évolution des **encours pondérés hors actifs gérés en extinction** (-4,9 milliards d'euros au premier semestre) reflète la transformation engagée dans le Groupe, avec notamment une baisse de -6,7% des encours des activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement au cours du premier semestre (soutenue par la baisse de -12,5% des encours affectés au risque de marché,

⁽¹⁾ Ce montant comprend notamment (i) 5,4 milliards d'euros de titres super-subordonnés, 0,5 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée et (ii) des moins-values latentes nettes pour -0,05 milliard d'euros.

⁽³⁾ Hors titrisations et émission en CNH

⁽²⁾ Dépôts en banques centrales et actifs éligibles en banques centrales

reflétant la baisse de l'appétit au risque du Groupe dans une conjoncture instable). La mise sous contrainte de ressources des métiers de Services Financiers Spécialisés se traduit par une baisse globale de leurs encours pondérés de -1,1% au premier semestre.

Conformément à la stratégie de réduction du bilan poursuivie depuis plusieurs trimestres, les encours pondérés du portefeuille **d'actifs gérés en extinction** de la Banque de Financement et d'Investissement continuent à se réduire de façon significative (-9,3% au premier semestre, soit -1,9 milliard d'euros).

Le ratio Tier 1 du Groupe s'établit au 30 juin 2012 à 11,6% (10,7% à fin 2011), tandis que le ratio **Core Tier 1**, qui s'élevait à 9,0% au 31 décembre 2011 dans le référentiel dit « Bâle 2.5 » déterminé selon les règles de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), atteint 9,9% à fin juin 2012, soit une progression de +51 points de base ce trimestre et de +85 points de base en un semestre. Cette progression est principalement due à la génération de résultat du semestre (+41 points de base, net de la provision pour dividendes) et aux actions entreprises pour optimiser le portefeuille d'actifs gérés en extinction et céder des lignes du portefeuille de crédit de la Banque de Financement et d'Investissement (+24 points de base), tandis que la mise sous contrainte de ressources des métiers réduit la consommation de capital des métiers de -14 points de base au cours du premier semestre.

Le Groupe est noté A2 par Moody's, A par S&P, et A+ par Fitch.

3. RÉSEAUX FRANCE

M EUR	T2-11	T2-12	Var T2/T2	S1-11	S1-12	Var S1/S1
Produit net bancaire	2 038	2 037	0,0% +0,3%(a)	4 076	4 083	+0,2% +0,3%(a)
Frais de gestion	(1 293)	(1 277)	-1,2%	(2 617)	(2 624)	+0,3%
Résultat brut d'exploitation	745	760	+2,0% +3,2%(a)	1 459	1 459	0,0% +0,4%(a)
Coût net du risque	(160)	(212)	+32,5%	(339)	(415)	+22,4%
Résultat d'exploitation	585	548	-6,3%	1 120	1 044	-6,8%
Résultat net part du Groupe	384	360	-6,3%	736	686	-6,8%

(a) Hors PEL/CEL

Bien que le contexte macroéconomique en France se soit dégradé au deuxième trimestre, les **Réseaux France** présentent une activité commerciale robuste.

L'environnement de crise, couplé aux incertitudes sur les évolutions de la fiscalité, a continué d'alimenter la décollecte du marché de l'assurance-vie au deuxième trimestre 2012. Dans un marché en décollecte de -4,7 milliards d'euros sur le semestre, le Groupe affiche toujours une collecte nette positive de 134 millions d'euros sur cette même période.

Dans un contexte de concurrence vive sur la collecte des dépôts, les encours bilanciaux progressent de +3,4% par rapport au T2-11 à 140,9 milliards d'euros. Cette performance est tirée par la collecte sur dépôts à terme et certificats de dépôt : ceux-ci bénéficient du succès de l'offre « CAT Tréso + » et progressent de +16,3% par rapport au T2-11. L'épargne réglementée est également en forte hausse, portée d'une part par les encours de livret A (+30,6% par rapport au T2-11) et d'autre part par le succès de l'offre « CSL + » (encours CSL en progression de +6,3% par rapport au T2-11).

Les Réseaux France continuent de soutenir activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Grâce à la forte mobilisation des Réseaux France au service de leurs clients, les encours de crédits progressent globalement de 3,8% à 175,8 milliards d'euros par rapport au T2-11.

Les encours de crédits aux entreprises s'élèvent à 76,8 milliards d'euros (+3,9%). Le Groupe confirme son engagement à accompagner les entreprises par des financements, comme en témoigne la progression des encours de crédits de fonctionnement (+10,8% à 12,8 milliards d'euros) et des crédits d'investissement (+2,6% à 63,9 milliards d'euros).

En un an, les Réseaux France ont contribué au développement des entreprises et accordé près de 68,000 financements aux entreprises et professionnels pour un montant total de 8,8 milliards d'euros.

Les encours de crédits aux particuliers progressent de +3,2% sur la période, tirés par les crédits immobiliers (+3,9%).

Le ratio crédits/dépôts s'élève à 125% au T2-12 contre 128% au T1-12 et s'améliore ainsi de 3 points

Les revenus des Réseaux France sont résilients avec un produit net bancaire de 2 037 millions d'euros, stable par rapport au T2-11. La progression de la marge d'intérêts de +3,0% par rapport au T2-11 s'explique par un effet volume favorable en dépit d'une baisse des taux de remplacement des dépôts et par une évolution favorable de la marge sur crédits. Cette progression compense la baisse des commissions de -4,3% sur cette même période, avec notamment des commissions financières en

baisse de -16,4% du fait d'un volume moindre d'opérations financières émanant de la clientèle de particuliers.

Le recul des frais de gestion de -1,2% par rapport au T2-11 intègre les premiers effets de mutualisation des coûts. Sur la période, Société Générale et Crédit du Nord ont ainsi mutualisé leurs systèmes de paiement domestiques et internationaux.

Les revenus stables couplés à la baisse des frais de gestion permettent aux Réseaux France de dégager un résultat brut d'exploitation de 760 millions d'euros en hausse de +3,2% (Hors PEL CEL). Sur le semestre, les Réseaux France dégagent un résultat brut d'exploitation de 1 459 millions d'euros.

Le coût du risque des Réseaux France, à 45 points de base au T2-12, est en légère hausse par rapport à celui du T1-12 (44 points de base).

Au total, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 360 millions d'euros au T2-12, en retrait de -6,3% par rapport au T2-11. Sur le semestre, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 686 millions d'euros en retrait de -6,8% par rapport au S2-11.

4. RÉSEAUX INTERNATIONAUX

M EUR	T2-11	T2-12	Var T2/T2	S1-11	S1-12	Var S1/S1
Produit net bancaire	1 260	1 239	-1,7%	2 449	2 465	+0,7%
<i>A données constantes*</i>			-1,4%			+1,1%
Frais de gestion	(754)	(758)	+0,5%	(1 492)	(1 516)	+1,6%
<i>A données constantes*</i>			+0,7%			+1,8%
Résultat brut d'exploitation	506	481	-4,9%	957	949	-0,8%
<i>A données constantes*</i>			-4,4%			0,0%
Coût net du risque	(268)	(360)	+34,3%	(591)	(710)	+20,1%
Résultat d'exploitation	238	121	-49,2%	366	239	-34,7%
<i>A données constantes*</i>			-49,2%			-34,1%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	(250)	n/s	0	(250)	n/s
Résultat net part du Groupe	116	(231)	n/s	160	(186)	n/s

Les **Réseaux internationaux** restent contraints par une conjoncture économique difficile dans des zones d'implantation importantes. En particulier en Europe centrale et orientale, la croissance économique est moins soutenue qu'attendu. En dépit de ce contexte, les Réseaux Internationaux continuent d'afficher une activité commerciale dynamique, ce qui permet aux revenus de se maintenir au deuxième trimestre.

Au total, les revenus des **Réseaux Internationaux** s'élèvent à 1 239 millions d'euros au T2-12, soit une baisse de -1,4%* par rapport au T2-11. Sur le semestre, les revenus sont de 2 465 millions d'euros, en hausse de +1,1%* par rapport à S1-11.

L'activité reste dynamique avec une progression des encours dans les principaux bassins d'implantation. Par rapport au T2-11, les encours de crédits augmentent de +5,3%* à 68,9 milliards d'euros et les encours de dépôts de +6,9%* à 69,9 milliards d'euros.

A -758 millions d'euros, les **frais de gestion** sont contenus tant par rapport au T2-11 (+0,7%*) que par rapport au T1-12 (+0,3%*).

Dans le **Bassin méditerranéen**, le fonds de commerce continue de se développer à un rythme soutenu, avec l'ouverture nette de 76 agences depuis la fin du T2-11, dont 23 au Maroc. L'activité commerciale progresse fortement tant pour les encours de crédits (+5,0%* par rapport au T2-11) que pour les dépôts (+4,4%* sur la même période). Le produit net bancaire bénéficie de cette dynamique et progresse de +17,6%* par rapport au T2-11, en augmentation dans chaque entité de la zone. La progression maîtrisée des frais généraux accompagne cette croissance (+4,6%*).

En **Afrique Sub-saharienne**, la progression des encours reste dynamique, avec +9,0%* sur les crédits et +8,5%* sur les dépôts. Par ailleurs, le réseau d'agences continue de se développer avec l'ouverture de 20 nouvelles agences depuis le T2-11. Dans le même temps, le produit net bancaire progresse rapidement de 8,2%* et les frais généraux sont en recul de -4,3%* par rapport au T2-11.

Forte d'une demande intérieure dynamique, l'activité commerciale des Réseaux Internationaux en **Russie** permet aux encours de crédits de progresser de +17,2%* par rapport au T2-11 à 12,0 milliards d'euros et aux dépôts d'augmenter de +3,8%* par rapport au T2-11 à 8,2 milliards d'euros. Les revenus sont stables de +0,4%* (+1,2% en données courantes) par rapport au T2-11 à 251 millions d'euros, en raison d'un coût de refinancement toujours élevé. Dans un contexte de forte inflation, où les salaires continuent de croître de manière soutenue, les frais de gestion se stabilisent (+0,5%*) par rapport au T2-11 (à -202 millions d'euros) grâce à une gestion proactive des coûts sur

Rosbank avec notamment une baisse des effectifs de plus de 2 100 ETP. Les actions d'optimisation post-fusion se poursuivent avec une rationalisation des surfaces occupées par le siège quasiment finalisée et une simplification de la structure du réseau de 43 zones à 12 régions et 3 back-offices en service en fin d'année 2012. Le résultat d'exploitation souffre d'une augmentation ponctuelle de la charge nette du risque sur le trimestre à -75 millions d'euros (contre -43 millions d'euros au T2-11) faisant suite à une revue du portefeuille de crédits immobiliers aux entreprises. Le résultat net part du Groupe de la Russie intègre en complément la dépréciation de l'écart d'acquisition de Rosbank pour -250 millions d'euros en raison de l'actualisation du plan d'affaires de cette filiale.

En **Europe centrale et orientale** hors Grèce, le développement de l'activité commerciale reste soutenu. La forte collecte de dépôts (+15,1%* par rapport au T2-11) permet d'afficher un ratio crédits/dépôts de 130,9%, en baisse de -12 points comparé au T2-11. A noter la nomination par le magazine financier international *Euromoney* de SGEB comme « Meilleure banque de Bulgarie » et comme leader en terme de parts de marché sur les opérations de change pour la clientèle d'entreprises et d'institutions financières. A noter également le développement du refinancement externe avec la première émission d'obligations en RSD réussie en Serbie pour un montant d'environ 15 millions d'euros.

En **République tchèque**, Komerční Banca continue d'afficher une performance commerciale robuste. Les crédits progressent de +9,8%* et les dépôts de +6,4%* par rapport au T2-11. Les revenus bénéficient de cette dynamique et progressent de +11,3%* sur la période. Grâce notamment à une stricte maîtrise des frais généraux, la contribution au résultat net part du Groupe s'établit à 81 millions d'euros, en hausse de +35,0%* par rapport au T2-11 et de +16,1%* en comparaison semestrielle.

En **Roumanie**, dans un contexte économique toujours contraint, l'activité de crédit reste atone (+0,9%* sur l'année) et les encours de dépôts progressent de +10,0%* sur la même période, stimulés par une approche commerciale dynamique en banque de détail. En conséquence, le ratio crédits/dépôts s'équilibre à 99,6%, contre 108,7% un an auparavant. Les revenus sont pénalisés par la détérioration de la marge d'intérêts (en particulier par une baisse des taux plus forte sur le T2-12) et enregistrent un repli de -16,1%* par rapport à T2-11 et -5,8%* par rapport au premier semestre 2011. Dans ce contexte, l'effort de maîtrise des coûts engagé depuis plusieurs trimestres est maintenu (-2,4%* par rapport au T2-11).

Le pôle des **Réseaux Internationaux** extériorise un résultat brut d'exploitation de 481 millions d'euros au T2-12, en baisse de -4,4%* par rapport au T2-11. Sur le semestre, le résultat brut d'exploitation est de 949 millions d'euros, constant* par rapport à S1-11.

En forte hausse par rapport au T2-11 (149 points de base), le coût du risque des Réseaux Internationaux s'élève à 211 points de base au T2-12, tiré par les hausses constatées en Roumanie et en Russie.

Au total, les **Réseaux Internationaux** dégagent un résultat net part du Groupe négatif de -231 millions d'euros au T2-12, et de +19 millions d'euros hors dépréciation de l'écart d'acquisition de Rosbank. Sur le semestre, le résultat net part du Groupe est de -186 millions d'euros, et un résultat sous-jacent de +64 millions d'euros.

5. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

M EUR	T2-11	T2-12	Var T2/T2	S1-11	S1-12	Var S1/S1
Produit net bancaire	1 835	1 223	-33,4%	4 115	3 090	-24,9%
<i>A données constantes*</i>			-36,0%			-26,3%
Activités de Financement et Conseil	655	389	-40,6%	1 296	665	-48,7%
<i>A données constantes*</i>			-42,6%			-47,2%
Activités de Marché (1)	1 137	946	-16,8%	2 734	2 594	-5,1%
<i>A données constantes*</i>			-20,1%			-8,2%
Actifs gérés en extinction	43	(112)	n/s	85	(169)	n/s
Frais de gestion	(1 163)	(1 005)	-13,6%	(2 478)	(2 225)	-10,2%
<i>A données constantes*</i>			-15,0%			-10,1%
Résultat brut d'exploitation	672	218	-67,6%	1 637	865	-47,2%
<i>A données constantes*</i>			-70,1%			-49,6%
Coût net du risque	(147)	(84)	-42,9%	(281)	(237)	-15,7%
<i>Dont Actifs gérés en extinction</i>	(130)	(38)	-70,8%	(226)	(153)	-32,3%
Résultat d'exploitation	525	134	-74,5%	1 356	628	-53,7%
<i>A données constantes*</i>			-76,9%			-56,3%
Résultat net part du Groupe	449	131	-70,8%	1 040	482	-53,7%

(1) Dont "Actions" 470 M EUR au T2-12 (615 M EUR au T2-11) et "Taux, Change, Matières Premières" 476 M EUR au T2-12 (523 M EUR au T2-11)

Le deuxième trimestre 2012 a été marqué par un ralentissement de la croissance mondiale, y compris aux États-Unis, ayant fortement pénalisé les marchés en mai. Dans ce contexte les différentes activités de la **Banque de Financement et d'Investissement** contribuent de façon équilibrée aux revenus, qui atteignent 1 223 millions d'euros au T2-12 (dont -112 millions d'euros au titre des actifs gérés en extinction et -159 millions d'euros au titre de la décote nette sur les crédits cédés), -33,4% par rapport au T2-11. Les revenus des activités pérennes de SG CIB hors décote nette sur les crédits cédés s'élèvent à 1 494 millions d'euros (-16,6% par rapport au T2-11).

A 946 millions d'euros, les **Activités de Marché** réalisent une performance commerciale satisfaisante au global dans un marché peu porteur, marqué par la baisse des indices action et une volatilité en hausse qui a amené SG CIB à réduire son profil de risque (VaR de marché en baisse de -44% par rapport au T1-12). Les revenus s'inscrivent en baisse de -20,1%* par rapport au T2-11.

Au deuxième trimestre 2012, les activités **Actions** affichent des revenus de 470 millions d'euros, en baisse de -23,9%⁽²⁾ par rapport au T2-11. Malgré des volumes de marché faibles, l'activité client a été résiliente, en particulier sur les produits de flux et les produits structurés. Les actifs sous gestion de Lyxor sont en légère baisse par rapport à fin 2011 (à 72,9 milliards d'euros contre 73,6 milliards d'euros).

Les activités **Taux, Changes et Matières premières** enregistrent au T2-12 des revenus de 476 millions d'euros en retrait de -5,8%⁽²⁾ par rapport au T2-11, dans un environnement de marché instable, moins favorable qu'en début d'année du fait des inquiétudes renouvelées sur la zone Euro. Cette performance a été tirée par les produits structurés ainsi que par les activités de taux et de crédit qui ont bien résisté au cours du trimestre.

⁽²⁾ A isopérimètre

A 389 millions d'euros, les revenus des métiers de **Financement et Conseil** sont en baisse par rapport au T2-11 (-42,6%*) en raison de la décote nette sur les crédits cédés (-159 millions d'euros au T2-12), dans le cadre du recentrage annoncé à l'automne 2011. Retraités de cet élément, les revenus sont en hausse par rapport au trimestre précédent (+9,2%), favorisés par un regain de l'origination et par la bonne performance des financements structurés, ressources naturelles et infrastructures en particulier. Les activités d'émissions présentent quant à elles de solides résultats et ce, malgré la baisse des volumes au cours du trimestre, actions et convertibles notamment. Cette performance a permis à SG CIB de consolider son positionnement et de se classer n°1 en « émissions d'actions et convertibles en France », n°8 en « émissions d'actions et convertibles en EMEA » et n°3 sur les « émissions corporate en euros » au S1-12 (*Thomson Financial*). Enfin, la ligne-métier a joué au T2-12 un rôle de premier plan dans plusieurs opérations : SG CIB est notamment intervenu en tant que *joint-global coordinator /joint-bookrunner* dans le cadre de l'émission par Peugeot SA d'1 milliard d'euros d'actions nouvelles. SG CIB a également participé en tant que *joint-bookrunner* à la première émission de Danone en dollars US, confirmant le développement de la Banque de Financement et d'Investissement sur ce segment.

Au T2-12, la contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est de -112 millions d'euros. La politique de réduction de ce portefeuille se poursuit, avec une baisse des encours de 2,2 milliards d'euros en nominal au T2-12 (1,6 milliard d'euros de cessions et 0,6 milliard d'euros d'amortissements). Sur le semestre, les revenus sont de -169 millions d'euros contre +85 millions d'euros au S1-11, et le portefeuille a été réduit de 4,3 milliards d'euros en nominal.

Les frais de gestion de la Banque de Financement et d'Investissement du T2-12 s'établissent à -1 005 millions d'euros, en baisse significative de -15,0%* (-13,6% en données courantes) par rapport au T2-11, bénéficiant des premiers effets des plans de restructuration et de réduction des coûts engagés fin 2011, et notamment du plan de sauvegarde de l'emploi de SG CIB qui s'est achevé ce trimestre en France. Au deuxième trimestre, le résultat brut d'exploitation des activités pérennes de SG CIB hors décote nette sur les crédits cédés atteint 503 millions d'euros.

Au S1-12, les frais de gestion reculent de -10,1%* à -2 225 millions d'euros (-2 478 millions d'euros au S1-11) et le résultat brut d'exploitation s'inscrit à 865 millions d'euros (1 637 millions d'euros au S1-11).

Le **coût net du risque** trimestriel des activités pérennes est faible, à 21 points de base. La charge du risque des actifs gérés en extinction est de -38 millions d'euros au T2-12.

Au total, la Banque de Financement et d'Investissement extériorise un résultat d'exploitation de 134 millions d'euros au T2-12 et une contribution au résultat net part du Groupe de 131 millions d'euros.

Au S1-12, la contribution au résultat net part du Groupe est de 482 millions d'euros. Retraité de la décote nette sur les crédits cédés, le résultat net part du Groupe des activités pérennes atteint 990 millions d'euros.

6. SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

M EUR	T2-11	T2-12	Var T2/T2	S1-11	S1-12	Var S1/S1
Produit net bancaire	871	877	+0,7%	1 744	1 726	-1,0%
<i>A données constantes*</i>			+1,5%			-0,8%
Frais de gestion	(458)	(453)	-1,1%	(928)	(908)	-2,2%
<i>A données constantes*</i>			-0,2%			-1,6%
Résultat brut d'exploitation	413	424	+2,7%	816	818	+0,2%
<i>A données constantes*</i>			+3,4%			+0,2%
Coût net du risque	(214)	(168)	-21,5%	(427)	(334)	-21,8%
Résultat d'exploitation	199	256	+28,6%	389	484	+24,4%
<i>A données constantes*</i>			+28,4%			+22,9%
Résultat net part du Groupe	146	167	+14,4%	277	330	+19,1%

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation),
- (ii) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages).

Les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** maintiennent sur le T2-12 la performance réalisée le trimestre précédent, avec une contribution au résultat net part du Groupe de 167 millions d'euros, en progression de +14,6%* par rapport au T2-11.

Au global, le résultat d'exploitation du pôle des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** ressort à 256 millions d'euros sur le trimestre, en progression de +28,4%* par rapport au T2-11.

Sur le premier semestre 2012, les **Services Financiers Spécialisés** ont par ailleurs multiplié les initiatives de refinancement externe qui s'élèvent au global à 2,2 milliards d'euros sur la période ; les principales opérations ont consisté en la titrisation de créances automobiles en France et en Allemagne et au lancement de la collecte de dépôts en Allemagne.

Le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche une croissance maîtrisée de son parc qui atteint près de 931 000 véhicules à fin juin 2012 (+5,8%⁽¹⁾ par rapport à fin juin 2011).

La production des activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** est en repli de -4,0%* par rapport au T2-11 à 1,9 milliards d'euros (hors affacturage) dans un contexte de ralentissement économique. Les marges à la production se sont maintenues à un bon niveau. Les encours s'élèvent à 18,2 milliards d'euros hors affacturage, en recul de -1,7%* par rapport à fin juin 2011.

En **Crédit à la consommation** la production diminue de -3,4%* par rapport au T2-11 à 2,7 milliards d'euros sous l'effet de l'évolution de l'environnement réglementaire et d'une politique d'octroi des crédits plus sélective. Les encours demeurent stables sur la période à 22,5 milliards d'euros (+0,2%* par rapport à fin juin 2011).

Le produit net bancaire des **Services Financiers Spécialisés** est stable par rapport au T2-11 (-0,3%*), à 707 millions d'euros. Les frais généraux sont maîtrisés à -390 millions d'euros, en diminution de -1,8%* par rapport au T2-11. Le résultat brut d'exploitation s'élève à 317 millions d'euros, soit +1,6%* par rapport au T2-11.

(1) A isopérimètre

Le coût du risque du pôle des **Services Financiers Spécialisés** s'élève à 168 millions d'euros au T2-12 (128 points de base ce trimestre) contre 214 millions d'euros au T2-11 (156 points de base).

L'activité **Assurances** maintient sa performance sur le T2-12. La collecte brute d'assurance-vie diminue de -17,5%* par rapport à T2-11 dans un environnement peu favorable ; la performance réalisée en France sur le semestre demeure en ligne avec le marché et permet le maintien de la part de marché. Portées par le développement des activités à l'international, les primes d'assurance-prévoyance poursuivent leur forte progression sur le trimestre (+20,1%* par rapport au T2-11). Les primes de l'assurance Dommages demeurent également en hausse de +9,2%* par rapport au T2-11, notamment sur le segment Automobile.

Le produit net bancaire de l'activité **Assurances** s'établit à 170 millions d'euros sur le T2-12, en progression de +9,8%* par rapport au T2-11.

7. BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T2-11	T2-12	Var T2/T2	S1-11	S1-12	Var S1/S1
Produit net bancaire	547	533	-2,6%	1 127	1 086	-3,6%
<i>A données constantes*</i>			-5,7%			-6,1%
Frais de gestion	(499)	(472)	-5,4%	(983)	(956)	-2,7%
<i>A données constantes*</i>			-8,8%			-5,5%
Résultat d'exploitation	36	62	+72,2%	120	123	+2,5%
<i>A données constantes*</i>			+74,3%			+2,5%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	(200)	n/s	0	(200)	n/s
Résultat net part du Groupe	59	(129)	n/s	156	(48)	n/s
<i>dont Banque Privée</i>	31	14	-54,8%	74	50	-32,4%
<i>dont Gestion d'Actifs</i>	25	(168)	n/s	65	(131)	n/s
<i>dont Services aux investisseurs et Courtage</i>	3	25	x 8,3	17	33	+94,1%

Le pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** regroupe quatre activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking),
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi, TCW)
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services)
- (iv) **le Courtage** (Newedge).

Le pôle **Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** présente au deuxième trimestre 2012 une performance contrastée dans un contexte de marchés peu actifs.

La **Banque Privée** connaît une baisse de ses revenus de -10,3% sur un an au global, à la suite de l'enregistrement d'une perte opérationnelle en Asie (-9 millions d'euros). Retraités de cette perte ponctuelle, les revenus sont en retrait de -5,7%. A 85,6 milliards d'euros à fin juin 2012, le niveau des actifs sous gestion progresse de +1% par rapport à fin décembre 2011 (84,7 milliards d'euros) malgré la baisse des marchés actions.

Les métiers **Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** affichent des résultats soutenus par une bonne dynamique commerciale. Les encours d'actifs en conservation sont stables et les actifs administrés progressent +3,3% par rapport à fin décembre 2011. **Newedge** maintient sa position de leader avec une part de marché trimestrielle en progression de 0,5 point sur un an. Enfin, l'activité de **Gestion d'Actifs** de TCW enregistre une bonne performance qui lui permet d'afficher 9 fonds classés 4 étoiles ou plus par *Morningstar* à fin juin 2012. Le fonds « *MetWest Total Return Bond Fund* » figure parmi les 2% des meilleurs fonds aux Etats-Unis sur le segment *Intermediate-term bonds* du 10 et 15 ans (parmi plus de 600 acteurs - *Morningstar, juillet 2012*). Néanmoins, la prise en compte de la situation du marché de la gestion d'actifs dans le contexte économique actuel a conduit le Groupe à déprécier de -200 millions d'euros l'écart d'acquisition de l'activité de gestion d'actifs principalement exercée par la filiale TCW.

A 533 millions d'euros au second trimestre, les revenus du pôle sont en retrait de -5,7%* sur un an, (-2,6% en données courantes). Les frais de gestion baissent de -8,8%* sur la même période (-5,4% en données courantes) et s'établissent à -472 millions d'euros, traduisant les efforts d'efficacité opérationnelle des métiers. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 61 millions d'euros, en hausse de +27,7%* par rapport au T2-11 (+27,1% en données courantes). La contribution du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à -129 millions d'euros, contre 59 millions d'euros au T2-11, en raison de la dépréciation de l'écart d'acquisition de TCW, afin de prendre en compte l'évolution du marché de la gestion d'actifs (-200 millions d'euros).

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 1 086 millions d'euros, en retrait de -6,1%*. Les frais de gestion sont en baisse de -5,5%* à -956 millions d'euros et le résultat net part du Groupe enregistré est de -48 millions d'euros contre 156 en cumul à fin juin 2011.

Le résultat net part du Groupe du pôle hors dépréciation de l'écart d'acquisition est de +71 millions d'euros au T2-12 et de +152 millions d'euros au S1-12.

Banque Privée

La ligne métier enregistre une collecte positive trimestrielle de +0,9 milliard et consolide ses actifs gérés à 85,6 milliards d'euros à fin juin 2012 (84,7 milliards d'euros à fin 2011), en tenant compte d'un effet « marché » de -0,1 milliard d'euros, d'une collecte cumulée de +0,1 milliard d'euros, d'un effet « change » de +1,0 milliard d'euros et d'un effet périmètre de -0,3 milliard d'euros sur un semestre.

A 174 millions d'euros, les revenus de la ligne-métier baissent de -12,6%*, mais seulement de -5,7% hors perte opérationnelle en Asie, par rapport au T2-11. A -157 millions d'euros, les frais de gestion sont en baisse de -2,5%* sur un an. En conséquence, le résultat brut d'exploitation trimestriel s'établit à 17 millions d'euros (contre 39 millions d'euros au T2-11) et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe s'élève à 14 millions d'euros (contre 31 millions d'euros au T2-11).

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 374 millions d'euros, en retrait de -11,6%* par rapport à l'année précédente. Les frais de gestion sont en baisse de -4,7%* à -305 millions d'euros et le résultat net part du Groupe enregistré est de 50 millions d'euros contre 74 en cumul à fin juin 2011.

Gestion d'Actifs

A 101 milliards d'euros, les actifs sous gestion de TCW progressent de +10,0 milliards d'euros depuis le début de l'année, prenant en compte une collecte de +1,8 milliard d'euros, un effet « marché » de +3,9 milliards d'euros, un effet « change » de +3,0 milliard d'euros et un effet périmètre de +1,4 milliard d'euros.

TCW enregistre une bonne performance qui lui permet d'afficher 9 fonds classés 4 étoiles ou plus par *Morningstar* à fin juin 2012. Le fonds « *MetWest Total Return Bond Fund* » se classe parmi les 2% des meilleurs fonds aux Etats-Unis sur le segment *Intermediate-term bonds* du 10 et 15 ans (parmi plus de 600 acteurs).

A 74 millions d'euros, les revenus sont en retrait de -16,9%* (-7,5% en données courantes) par rapport au T2-11. Cette évolution est compensée par une baisse des frais de gestion. Le résultat brut d'exploitation ressort à 12 millions d'euros au T2-12 contre -7 millions d'euros au T2-11. Après prise en compte de la contribution d'Amundi de 24 millions d'euros et de la dépréciation de l'écart d'acquisition de la filiale TCW à hauteur de -200 millions d'euros, la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe s'établit à -168 millions d'euros contre 25 millions d'euros au T2-11.

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 159 millions d'euros, en retrait de -12,6%*. Les frais de gestion sont en baisse de -17,0%* à -146 millions d'euros. Après prise en compte de la contribution d'Amundi de 61 millions d'euros et de la dépréciation de l'écart d'acquisition de la filiale TCW à hauteur de -200 millions d'euros, la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe ressort à -131 millions d'euros contre 65 millions d'euros à fin juin 2011.

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Les activités **Services aux Investisseurs** confirment leur bonne dynamique commerciale, consolident leurs actifs en conservation à 3 343 milliards d'euros et, à 427 milliards d'euros, voient leurs actifs administrés progresser de +3,3% par rapport à fin décembre 2011. Dans un environnement de marché durablement difficile, l'activité **Courtage** améliore sa part de marché au T2-12 à 11,3% (+0,5 point par rapport au T2-11) et se classe en 2^{ème} position parmi les *Future Commission Merchants* (mai 2012).

A 285 millions d'euros, les revenus des activités de Services aux Investisseurs et Courtage progressent de +2,9%* par rapport au T2-11 (+4,4% en données courantes). Les métiers poursuivent leurs actions d'efficacité opérationnelle, qui permettent aux frais généraux de baisser de -2,7%* par rapport au T2-11 à -253 millions d'euros. Le résultat d'exploitation a presque doublé sur un an à 32 millions d'euros. La contribution au résultat net part du Groupe atteint 25 millions d'euros contre 3 millions d'euros un an plus tôt.

Sur six mois et en comparaison annuelle, le produit net bancaire s'élève à 553 millions d'euros, en progression de +0,4%*. Les frais de gestion sont en baisse de -2,0%* à -505 millions d'euros et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe à presque doublé à 33 millions d'euros.

8. HORS POLES

Le résultat brut d'exploitation **Hors Pôles** s'établit à +342 millions d'euros au T2-12 (-122 millions d'euros au T2-11).

Il intègre en particulier :

- la réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de +206 millions d'euros (+16 millions d'euros au titre du T2-11);
- la réévaluation des instruments dérivés de crédit couvrant les portefeuilles de crédits aux entreprises pour +13 millions au T2-12 (+1 million d'euros au titre du T2-11) ;
- les taxes spécifiques applicables aux banques, pour -18,8 millions d'euros

Le résultat net part du Groupe du trimestre est de +135 millions d'euros.

Sur le semestre, le résultat brut d'exploitation est de +43 millions d'euros, à rapprocher de -508 millions d'euros au S1-11, et le résultat net part du Groupe est de -99 millions d'euros, contre -706 au S1-11, au cours duquel avaient été enregistrées des premières dotations destinées à couvrir le risque souverain grec.

9. CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe comptable de +433 millions d'euros au T2-12, et de +1 165 millions d'euros au premier semestre 2012, pour un résultat net part du Groupe sous-jacent⁽¹⁾ de +793 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 et de +1 966 millions d'euros au premier semestre 2012, Société Générale confirme la résistance de ses métiers dans un environnement qui reste perturbé et peu porteur en 2012.

Fort d'un coût du risque maîtrisé, le Groupe est confiant dans sa capacité à générer du capital de façon régulière et soutenue. Il s'est donné les moyens d'atteindre ses ambitions au travers d'un programme de réduction de ses coûts, notamment dans la Banque de Financement et d'Investissement, qui fera sentir son plein effet à partir du troisième trimestre de l'année 2012.

La mise en œuvre disciplinée de la stratégie de transformation engagée depuis 2010, confortée par la qualité de ses fonds de commerce, et une stricte gestion des coûts, permet à Société Générale de franchir une nouvelle étape dans la construction d'un ratio Core Tier One établi selon les règles Bâle 3 supérieur à 9% à horizon fin 2013, sans augmentation de capital, et d'aborder avec confiance les prochaines échéances réglementaires.

Calendrier de communication financière 2012/2013

8 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012
13 février 2013	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2012
7 mai 2013	Publication des résultats du premier trimestre 2013
1 ^{er} août 2013	Publication des résultats du deuxième trimestre 2013
7 novembre 2013	Publication des résultats du troisième trimestre 2013

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment - sauf mention spécifique - l'application des principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux projetés dans le présent communiqué de presse.

Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer les facteurs d'incertitude et de risque susceptibles d'affecter l'activité du Groupe.

Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

⁽¹⁾ Résultat sous-jacent : hors éléments non-économiques et non récurrents et actifs gérés en extinction

ANNEXE 1 : DONNEES CHIFFRÉES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)	2e trimestre				Semestriel			
	T2-11	T2-12	Var T2/T2		S1-11	S1-12	Var S1/S1	
Produit net bancaire	6 503	6 272	-3,6%	-5,0%*	13 122	12 583	-4,1%	-4,9%*
Frais de gestion	(4 241)	(3 986)	-6,0%	-6,8%*	(8 617)	(8 319)	-3,5%	-3,7%*
Résultat brut d'exploitation	2 262	2 286	+1,1%	-1,6%*	4 505	4 264	-5,3%	-7,1%*
Coût net du risque	(1 185)	(822)	-30,6%	-30,2%*	(2 063)	(1 724)	-16,4%	-16,0%*
Résultat d'exploitation	1 077	1 464	+35,9%	+28,0%*	2 442	2 540	+4,0%	+0,1%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	63	(22)	n/s		64	(7)	n/s	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	40	14	-65,0%		78	61	-21,8%	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	(450)	n/s		0	(450)	n/s	
Charge fiscale	(317)	(440)	+38,8%		(687)	(739)	+7,6%	
Résultat net	863	566	-34,4%		1 897	1 405	-25,9%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	116	133	+14,7%		234	240	+2,6%	
Résultat net part du Groupe	747	433	-42,0%	-43,3%*	1 663	1 165	-29,9%	-31,1%*
ROTE Groupe (après impôt)					10,0%	6,0%		
Ratio Tier 1 fin de période	11,3%	11,6%**			11,3%	11,6%**		

* A périmètre et taux de change constants

** Intégrant les exigences de la CRD3

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER (en millions d'euros)	2e trimestre			Semestriel		
	T2-11	T2-12	Var T2/T2	S1-11	S1-12	Var S1/S1
Réseaux France	384	360	-6,3%	736	686	-6,8%
Réseaux Internationaux	116	(231)	n/s	160	(186)	n/s
Banque de Financement et d'Investissement	449	131	-70,8%	1 040	482	-53,7%
Services Financiers Spécialisés et Assurances	146	167	+14,4%	277	330	+19,1%
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	59	(129)	n/s	156	(48)	n/s
dont Banque Privée	31	14	-54,8%	74	50	-32,4%
dont Gestion d'Actifs	25	(168)	n/s	65	(131)	n/s
dont Services aux investisseurs et Courtage	3	25	x 8,3	17	33	+94,1%
TOTAL METIERS	1 154	298	-74,2%	2 369	1 264	-46,6%
Hors Pôles	(407)	135	n/s	(706)	(99)	+86,0%
GROUPE	747	433	-42,0%	1 663	1 165	-29,9%

BILAN CONSOLIDE

Actif - en Md EUR	30.06.2012	31.12.2011	Variation en %
Caisse, Banques centrales	57,0	44,0	+30%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	472,3	422,5	+12%
Instruments dérivés de couverture	14,0	12,6	+11%
Actifs financiers disponibles à la vente	125,9	124,7	+1%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	87,6	86,5	+1%
Prêts et créances sur la clientèle	360,5	367,5	-2%
Opérations de location-financement et assimilées	29,6	29,3	+1%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3,9	3,4	+15%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,3	1,5	-12%
Actifs d'impôts et autres actifs	68,1	61,0	+12%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,4	-46%
Participation aux bénéfices différée	0,6	2,2	-74%
Valeurs immobilisées	25,7	25,8	-0%
Total	1 246,7	1 181,4	+6%

Passif - en Md EUR	30.06.2012	31.12.2011	Variation en %
Banques centrales	2,2	1,0	x 2,3
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	429,6	395,2	+9%
Instruments dérivés de couverture	13,8	12,9	+7%
Dettes envers les établissements de crédit	113,7	111,3	+2%
Dettes envers la clientèle	348,5	340,2	+2%
Dettes représentées par un titre	117,0	108,6	+8%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5,2	4,1	+26%
Passifs d'impôts et autres passifs	70,0	60,7	+15%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,2	0,3	-38%
Provisions techniques des entreprises d'assurance	84,1	83,0	+1%
Provisions	2,3	2,5	-6%
Dettes subordonnées	7,2	10,5	-32%
Capitaux propres part du Groupe	48,7	47,1	+4%
Participations ne donnant pas le contrôle	4,2	4,0	+5%
Total	1 246,7	1 181,4	+6%

ANNEXE 2 : NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés semestriels du Groupe au 30 juin 2012 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 31 juillet 2012

Les éléments financiers présentés au titre de la période de six mois close le 30 juin 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. En particulier, les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les informations financières ont été soumises à la revue des Commissaires aux comptes qui émettront un rapport sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2012.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (141 millions d'euros à fin juin 2012) et de la plus-value nette d'impôts et des intérêts courus non échus relative aux rachats de TSS pour 2 millions d'euros à fin juin 2012.

L'allocation de capital aux différents métiers s'effectue à partir du 1^{er} janvier 2012 sur la base de 9% des encours pondérés de début de période, contre 7% auparavant. Les données trimestrielles publiées du capital alloué ont été ajustées en conséquence. Simultanément, le taux de rémunération des fonds propres normatifs a été ajusté pour un effet combiné neutre sur les revenus historiques des métiers.

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (133 millions d'euros à fin juin 2012),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (8 millions d'euros à fin juin 2012).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'**actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (5,4 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,5 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. L'**actif net tangible** est corrigé des écarts d'acquisition nets à l'actif et des écarts d'acquisition en mise en équivalence. Pour la détermination de l'Actif Net par Action ou de l'Actif Net Tangible par Action, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 juin 2012, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Core Tier 1** du Groupe Société Générale sont définis comme les fonds propres Tier 1 diminués des encours d'instruments hybrides éligibles au Tier 1 et d'une quote-part des déductions Bâle 2. Cette quote-part correspond au rapport entre les fonds propres de base hors instruments hybrides éligibles aux fonds propres Tier 1 et les fonds propres de base.

A partir du 31 décembre 2011, les fonds propres Core Tier 1 se définissent comme les fonds propres Tier 1 Bâle 2 moins le capital hybride éligible Tier 1 et après application des déductions sur le Tier 1 prévues par le Règlement.

6- Le **ROTE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres tangibles, c'est-à-dire en excluant des capitaux propres comptables moyens cumulés part du Groupe les écarts d'acquisition nets moyens à l'actif et les écarts d'acquisition moyens sous-jacents aux participations dans les entreprises mises en équivalence. Le résultat pris en compte pour calculer le ROTE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, intérêts nets d'impôt sur les TSS sur la période (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSS et à la prime de remboursement du TSS Etatique), intérêts nets d'impôt sur les TSDI reclassés en capitaux propres sur la période en cours (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSDI) et de la plus-value nette d'impôts et des intérêts courus non échus relative aux rachats de TSS pour 2 millions d'euros à fin juin 2012.

Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de l'exercice (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

7.1 Statuts

(mis à jour le 26 juin 2012)

FORME - DÉNOMINATION - SIÈGE - OBJET

ARTICLE PREMIER

La Société, dénommée SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, est une société anonyme fondée suivant acte approuvé par décret du 4 mai 1864 et agréée en qualité de banque.

La durée de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, antérieurement fixée à cinquante années à compter du 1er janvier 1899, a été ensuite prorogée de quatre-vingt-dix-neuf années à compter du 1er janvier 1949.

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires relatives aux établissements de crédit, notamment les articles du Code monétaire et financier qui leur sont applicables, elle est régie par la législation commerciale, notamment par les articles L. 210-1 et suivants du Code du commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2

Le Siège de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE est établi à PARIS (9ème), 29, boulevard Haussmann.

Il peut être transféré en tout autre lieu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 3

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit, d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- toutes opérations de banque ;
- toutes opérations connexes aux opérations bancaires, notamment toutes prestations de services d'investissement ou services connexes visés aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du Code monétaire et financier ;
- toutes prises de participations.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par le Comité de la réglementation bancaire et financière, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus, notamment le courtage d'assurances.

D'une façon générale, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 4

4.1. Capital social

Le capital est de 975 339 185 euros. Il est divisé en 780 271 348 actions ayant chacune une valeur nominale de 1,25 euro et entièrement libérées.

4.2. Augmentation et réduction du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de la ou des Assemblées compétentes.

Toute réduction de capital motivée par des pertes s'opérera entre les actionnaires proportionnellement à leur participation au capital social.

ARTICLE 5

Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, toutes les actions jouissent des mêmes droits.

Tous les titres qui composent ou composeront le capital social seront entièrement assimilés en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital, devenir exigibles pour certains d'entre eux seulement, soit au cours de l'existence de la Société, soit à la liquidation, seront répartis entre tous les titres composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que, tout en tenant compte éventuellement du montant nominal et non amorti des titres et de leurs droits respectifs, tous les titres actuels ou futurs confèrent à leurs propriétaires les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire, le cas échéant, du groupement correspondant à la quantité requise d'actions.

ARTICLE 6

6.1. Forme et transmission des actions

Les actions sont, au gré de l'ayant-droit, nominatives ou au porteur et sont librement négociables, sauf dispositions légales contraires.

6.2. Seuils statutaires

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir, directement ou indirectement, 1,5% au moins du capital ou des droits de vote de la Société, est tenu d'informer celle-ci dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil et d'indiquer également, lors de cette déclaration, le nombre de titres qu'il détient donnant accès à terme au capital. Les sociétés de gestion de Fonds Communs de Placement sont tenues de procéder à cette information pour l'ensemble des actions de la Société détenues par les fonds qu'elles gèrent. Au-delà de 1,5%, chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,50 % du capital social ou des droits de vote doit également donner lieu à déclaration à la Société dans les conditions fixées ci-dessus.

Le non-respect de cette obligation est sanctionné conformément aux dispositions légales, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, est également tenu d'informer la Société dans le délai de quinze jours lorsque son pourcentage du capital ou des droits de vote devient inférieur à chacun des

seuils mentionnés au présent article.

6.3 Identification des actionnaires

La société peut à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses Assemblées ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

6.4. Droits des actionnaires

Les droits des titulaires d'actions sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sous réserve de dispositions particulières des présents statuts.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 7

I - ADMINISTRATEURS

La Société est administrée par un Conseil d'administration comportant deux catégories d'Administrateurs :

1. Des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Leur nombre est de neuf au moins et de treize au plus.

La durée des fonctions des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire est de quatre ans, à compter de l'adoption de la présente clause statutaire, sans modification de la durée des mandats en cours à la date de cette adoption.

Lorsqu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, un Administrateur est nommé en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Chaque Administrateur doit être propriétaire de 600 actions au moins.

2. Des Administrateurs élus par le personnel salarié.

Le statut et les modalités d'élection de ces Administrateurs sont fixés par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Leur nombre est de deux, dont un représentant les cadres et un représentant les autres salariés.

En tout état de cause, leur nombre ne peut excéder le tiers des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale.

La durée de leurs fonctions est de trois ans.

Quel que soit son mode de désignation, les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles, sous réserve des dispositions légales relatives notamment à leur âge.

II - MODALITÉS D'ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS ÉLUS PAR LE PERSONNEL SALARIE

Pour chaque siège à pourvoir, le mode de scrutin est celui prévu par les dispositions légales.

Les premiers Administrateurs élus par le personnel salarié entreront en fonction lors de la réunion du Conseil d'administration tenue après proclamation du résultat complet des premières élections.

Les Administrateurs suivants entreront en fonction à l'expiration du mandat des Administrateurs sortants.

Dans toutes les hypothèses où, pour quelque raison que ce soit, le nombre effectivement pourvu de sièges d'administrateurs élus devient inférieur au nombre statutaire avant le terme normal du mandat de ces administrateurs, les sièges non pourvus demeurent vacants jusqu'à ce terme et le Conseil continue, jusque-là, à se réunir et délibérer valablement.

Les élections sont organisées tous les trois ans de telle manière qu'un deuxième tour puisse avoir lieu au plus tard quinze jours avant le terme normal du mandat des administrateurs sortants.

Tant pour le premier que pour le deuxième tour de scrutin, les délais à respecter pour chaque opération électorale sont les suivants :

- l'affichage de la date de l'élection est effectué au moins huit semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes des électeurs, au moins six semaines avant la date du scrutin ;
- le dépôt des candidatures, au moins cinq semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes de candidats, au moins quatre semaines avant la date du scrutin ;
- l'envoi des documents nécessaires aux votes par correspondance, au moins trois semaines avant la date du scrutin.

Les candidatures ou listes de candidats autres que ceux présentés par une organisation syndicale représentative doivent être accompagnées d'un document comportant les noms et signatures des cent salariés présentant les candidats.

Le scrutin se déroule le même jour sur le lieu de travail et pendant les horaires de travail. Toutefois, peuvent voter par correspondance :

- les agents absents le jour du scrutin ;
- les salariés travaillant à l'étranger ;
- les agents d'un service, d'un bureau ou détachés dans une filiale en France ne disposant pas d'un bureau de vote ou ne pouvant voter dans un autre bureau.

Chaque bureau de vote est composé de trois membres électeurs, la présidence étant assurée par le plus âgé d'entre eux. Le bon déroulement des opérations de vote est placé sous sa responsabilité.

Le dépouillement a lieu dans chaque bureau de vote et immédiatement après la clôture du scrutin ; le procès-verbal est établi dès la fin des opérations de dépouillement.

Les procès-verbaux sont immédiatement transmis au siège de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE où il sera constitué un bureau centralisateur des résultats en vue d'établir le procès-verbal récapitulatif et de procéder à la proclamation des résultats.

Les modalités de scrutin non précisées par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce ou les présents statuts sont arrêtés par la Direction Générale après consultation des organisations syndicales représentatives.

Ces modalités pourront prévoir le recours au vote électronique, dont la mise en oeuvre pourra déroger, en tant que de besoin, aux modalités d'organisation matérielle et de déroulement du scrutin et écrites dans les présents statuts.

III - CENSEURS

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut désigner un ou deux Censeurs.

Les Censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.

Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.

Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.

ARTICLE 8

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'Assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur général est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 9

Le Conseil d'administration élit un Président parmi ses membres personnes physiques, détermine sa rémunération et fixe la durée de ses fonctions, laquelle ne peut excéder celle de son mandat d'Administrateur.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de 70 ans ou plus. Si le Président en fonctions atteint l'âge de 70 ans, ses fonctions prennent fin à l'issue de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

ARTICLE 10

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président, au Siège social ou en tout autre endroit indiqué par la convocation. Il examine les questions inscrites à l'ordre du jour.

Il se réunit également lorsque le tiers au moins de ses membres ou le Directeur général en fait la demande au Président sur un ordre du jour déterminé.

En cas d'empêchement du Président, le Conseil d'administration peut être convoqué soit par le tiers au moins de ses membres soit, s'il est Administrateur, par le Directeur général ou un Directeur général délégué.

Sauf disposition statutaire spécifique, les Administrateurs sont convoqués par lettre ou par tout autre moyen. En tout état de cause, le Conseil peut toujours valablement délibérer si tous ses membres sont présents ou représentés.

ARTICLE 11

Les réunions du Conseil sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un Administrateur désigné à cet effet en début de séance.

Chaque Administrateur peut donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter, mais chaque

Administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues et chaque pouvoir ne peut être donné que pour une réunion déterminée du Conseil.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est, dans tous les cas, nécessaire pour la validité des délibérations.

Le Directeur général participe aux séances du Conseil.

Un ou plusieurs délégués du Comité Central d'Entreprise assistent aux séances du Conseil dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

A l'initiative du Président du Conseil d'administration, des membres de la Direction, les Commissaires aux comptes ou d'autres personnes extérieures à la société ayant une compétence particulière au regard des sujets inscrits à l'ordre du jour peuvent assister à toute ou partie d'une séance du Conseil.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Le secrétariat du Conseil est assuré par un membre de la Direction désigné par le Président.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

ARTICLE 12

Les membres du Conseil peuvent recevoir à titre de jetons de présence une rémunération dont le montant global, déterminé par l'Assemblée générale, est réparti par le Conseil entre les bénéficiaires dans les proportions qu'il juge convenables.

DIRECTION GÉNÉRALE

ARTICLE 13

La Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale est effectué par le Conseil d'administration qui ne peut valablement délibérer que si :

- l'ordre du jour, en ce qui concerne ce choix, est adressé au moins 15 jours avant la réunion du Conseil,
- les 2/3 au moins des Administrateurs sont présents ou représentés.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions définies par les dispositions en vigueur.

Lorsque la Direction générale de la société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions qui suivent relatives au Directeur général lui sont applicables.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il représente la société vis à vis des tiers.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération et la durée des fonctions du Directeur général, laquelle ne peut excéder ni celle de la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général ni, le cas échéant, celle de son mandat d'Administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur général s'il est âgé de 70 ans ou plus. Si le Directeur général en

fonction atteint l'âge de 70 ans, ses fonctions prennent fin à l'issue de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Sur proposition du Directeur général, le Conseil d'administration peut nommer jusqu'à 5 personnes physiques chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués. Le Conseil d'administration détermine leur rémunération. A l'égard des tiers, les Directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 14

Les Assemblées générales sont composées de tous les actionnaires.

L'Assemblée générale est convoquée et délibère dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Elle est réunie au Siège social ou en tout autre lieu du territoire métropolitain indiqué dans l'avis de convocation.

Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par un Administrateur désigné à cet effet par le Président du Conseil d'administration.

Tout actionnaire dont les actions, quel que soit le nombre, sont enregistrées dans les conditions et à une date fixées par décret, a le droit de participer aux assemblées sur justification de sa qualité et de son identité. Il peut, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, soit assister personnellement à l'assemblée, soit voter à distance, soit donner un pouvoir.

L'intermédiaire inscrit pour le compte d'actionnaires peut participer aux assemblées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote doivent être reçus par la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court mentionné dans la convocation ou dispositions en vigueur impératives abrégant ce délai.

Les actionnaires peuvent, lorsque la convocation le prévoit et dans les conditions qu'elle fixe, participer aux assemblées générales par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

La retransmission publique de l'assemblée par des moyens de communication électronique est autorisée sur décision du Conseil d'administration dans les conditions qu'il définit. Avis en est donné dans l'avis de réunion et/ou de convocation.

Un droit de vote double, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative, au nom du même actionnaire, depuis deux ans au moins à compter du premier janvier 1993 ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit.

Le nombre de voix dont peut disposer un actionnaire dans les Assemblées générales, qu'il vote personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire, ne peut excéder 15% du nombre total des droits de vote existant à la date de la réunion.

Cette limite de 15% n'est pas applicable au cumul des voix exprimées au titre de son vote personnel et des procurations reçues soit par le Président de l'Assemblée soit par tout mandataire, dans la mesure où chaque procuration respecte la règle fixée à l'alinéa précédent.

Pour l'application de cette limite, sont assimilées aux actions possédées par un même actionnaire les actions détenues indirectement ou de concert dans les conditions définies par les articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce.

Cette limite cesse d'avoir un effet lorsqu'un actionnaire vient à détenir, à la suite d'une offre publique, directement, indirectement ou de concert avec un autre actionnaire, plus de 50,01% des droits de vote.

Dans toutes les Assemblées générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

ASSEMBLÉES SPÉCIALES

ARTICLE 15

Lorsqu'il existe des actions de différentes catégories, les Assemblées spéciales des titulaires d'actions de ces catégories, sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par l'article 14 des présents statuts.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16

Les Commissaires aux comptes sont nommés et exercent leurs fonctions conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

COMPTES ANNUELS

ARTICLE 17

L'exercice commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Le Conseil d'administration établit des comptes annuels dans les conditions fixées par les Lois et règlements en vigueur.

Il est en outre établi tous autres documents prévus par les Lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 18

Le résultat de l'exercice se détermine conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est prélevé sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la Loi jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice disponible après ce prélèvement, majoré, le cas échéant, du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable sur lequel sont prélevées successivement les sommes que l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, jugera utile d'affecter à toutes réserves ordinaires, extraordinaires ou spéciales ou de reporter à nouveau.

Le solde est ensuite distribué aux actionnaires dans la proportion de leur participation au capital.

L'Assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, accorder à chaque actionnaire, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions dans les conditions fixées par la législation en vigueur. L'actionnaire devra exercer son option sur la totalité du dividende ou des acomptes sur dividende afférent aux actions dont il est propriétaire.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

ATTRIBUTION DE COMPETENCE

ARTICLE 19

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou lors de la liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, seront soumises exclusivement à la juridiction des tribunaux du siège social.

DISSOLUTION

ARTICLE 20

En cas de dissolution de SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, à moins que la Loi n'en dispose autrement, l'Assemblée générale détermine le mode de liquidation, nomme les liquidateurs sur proposition du Conseil d'administration et continue d'exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus pendant le cours de la liquidation et jusqu'à sa clôture.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans la proportion de leur participation au capital.

7.2 Règlement intérieur du Conseil d'administration*

(mis à jour le 13 avril 2012)

Préambule :

Société Générale applique le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de l'AFEP et du MEDEF (avril 2010). Les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'administration sont définies dans le présent règlement intérieur.

Celui-ci est intégré dans le Document de référence.

Article 1er : Compétences

Le Conseil délibère sur toute question relevant de ses attributions légales ou réglementaires.

En outre, le Conseil :

- a) approuve les orientations stratégiques du Groupe et les revoit au moins une fois par an ;
- b) approuve les projets d'investissement stratégiques et toute opération, notamment d'acquisition ou de cession, susceptible d'affecter significativement le résultat du Groupe, la structure de son bilan ou son profil de risques ;

Cette procédure d'approbation préalable concerne les opérations :

- de croissance organique d'un montant unitaire supérieur à 250 M EUR et non déjà approuvées dans le cadre du budget annuel ou du plan stratégique ;
- de croissance externe d'un montant unitaire supérieur à 3% des fonds propres comptables consolidés du Groupe ou supérieur à 1,50% des fonds propres comptables consolidés du Groupe si ces opérations n'entrent pas dans les priorités de développement approuvées dans le plan stratégique ;
- de cession d'un montant unitaire supérieur à 1,50% des fonds propres comptables consolidés du Groupe ;
- de partenariat comportant une soulte d'un montant supérieur à 1,50% des fonds propres comptables consolidés du Groupe ;
- dégradant substantiellement le profil des risques du Groupe.

Si l'urgence ne permet pas de réunir le Conseil pour délibérer sur une opération entrant dans les prévisions susmentionnées, le Président met tout en œuvre pour recueillir l'avis de tous les administrateurs avant de prendre la décision. Il en tient informé le Vice-Président.

* Ce document ne fait pas partie des statuts de Société Générale. Il n'est pas opposable aux tiers. Il ne peut être invoqué par des tiers ou des actionnaires à l'encontre de Société Générale.

Le Président apprécie au cas par cas l'opportunité d'une saisine du Conseil pour délibérer d'une opération n'entrant pas dans les cas susmentionnés.

Le Président fait, lors de chaque Conseil, un point sur les opérations conclues depuis la précédente réunion ainsi que sur les principaux projets en cours et susceptibles d'être conclus avant le prochain Conseil.

c) délibère préalablement sur les modifications des structures de direction du Groupe et est informé des principales modifications de son organisation ;

d) s'assure notamment de l'adéquation des infrastructures de gestion des risques du Groupe, contrôle l'exposition globale au risque de ses activités et approuve les enveloppes de risques pour les risques de marché et de crédit. Au moins une fois par an, il examine les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de maîtrise des risques du Groupe ;

e) délibère au moins une fois par an de son fonctionnement et de celui de ses Comités, ainsi que des conclusions de l'évaluation périodique qui en est faite.

f) fixe la rémunération des mandataires sociaux, notamment leur rémunération fixe et variable et leurs avantages en nature, ainsi que les attributions d'options ou d'actions de performance et les avantages postérieurs à l'emploi ;

g) arrête les principes de la politique de rémunération applicables dans le Groupe, notamment en ce qui concerne les catégories de personnel dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe et s'assure que les dispositifs de contrôle interne permettent de vérifier que ces principes sont conformes à la réglementation et aux normes professionnelles et sont en adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques ;

h) délibère une fois par an sur la politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale entre hommes et femmes

i) approuve le chapitre « gouvernement d'entreprise » du document de référence qui inclut notamment le Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que le compte-rendu d'activité du Conseil, des Comités et du Vice-Président, la présentation du Conseil d'administration et de la Direction générale ainsi que la politique suivie en matière de rémunération des mandataires sociaux et des salariés et de plans d'options de souscription ou d'achats d'actions et d'attribution d'actions ;

j) veille à l'exactitude et la sincérité des comptes sociaux et consolidés et à la qualité de l'information transmise aux actionnaires et au marché.

Article 2 : Président et Vice-Président du Conseil d'administration

a) Le Président convoque et préside les réunions du Conseil d'administration. Il en fixe le calendrier et l'ordre du jour. Il en organise et dirige les travaux et en rend compte à l'Assemblée générale. Il préside les Assemblées générales des actionnaires.

Le Président veille au bon fonctionnement des organes de la Société et à la mise en œuvre des meilleures pratiques de gouvernance, notamment en ce qui concerne les Comités créés au sein du Conseil d'administration. Il peut soumettre pour avis des questions à l'examen de ces Comités. Il est en charge du rapport sur l'organisation des travaux du Conseil d'administration, le contrôle interne et la gestion des risques.

Il s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission et veille à leur bonne information.

Il s'exprime seul au nom du Conseil d'administration, sauf circonstances exceptionnelles ou mandat particulier donné à un autre administrateur.

En tant que Directeur général, il propose et applique la stratégie de l'entreprise, dans les limites définies par la loi et dans le respect des règles de gouvernance de l'entreprise et des orientations fixées par le Conseil d'administration.

b) Le Conseil d'administration peut désigner un Vice-Président pour assister le Président dans ses missions, notamment dans l'organisation et le bon fonctionnement du Conseil d'administration et de ses Comités et la supervision du gouvernement de l'entreprise, du contrôle interne et de la maîtrise des risques.

A ce titre, le Vice-Président préside le Comité d'audit, de contrôle interne et des risques et est membre du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise et du Comité des rémunérations. Il peut entendre les membres du Comité exécutif du Groupe (COMEX) ainsi que les cadres responsables de l'établissement des comptes, du contrôle interne, des risques, du contrôle de conformité et du contrôle périodique, et plus généralement les cadres de Direction du Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes. Il a accès aux documents et informations qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Il réunit au moins une fois par an les administrateurs non salariés du Groupe hors la présence du Président-Directeur général, afin notamment de procéder à l'évaluation des mandataires sociaux.

En accord avec le Président-Directeur général, il peut représenter la Société lors de rencontres avec des tiers portant sur le gouvernement d'entreprise, le contrôle interne et la maîtrise des risques.

Article 3 : Réunions du Conseil

Le Conseil tient au moins six réunions par an.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. A cette fin, les moyens retenus transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque le Conseil est réuni pour procéder aux opérations d'établissement et d'arrêté des comptes sociaux et consolidés annuels et du Rapport de gestion.

Les convocations, qui peuvent être transmises par le Secrétaire du Conseil ou le Secrétaire général, sont faites par lettre, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen, y compris verbalement.

Sur décision du Président, les Directeurs généraux délégués ou d'autres cadres de Direction du Groupe ou, le cas échéant, des personnes extérieures dont la présence est utile aux délibérations peuvent assister à tout ou partie des séances du Conseil d'administration.

Article 4 : Information du Conseil d'administration

Chaque administrateur reçoit tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les réunions du Conseil et des Comités sont précédées de la mise en ligne ou la mise à disposition en temps utile d'un dossier sur les points de l'ordre du jour qui nécessitent une analyse particulière et une réflexion préalable, chaque fois que le respect de la confidentialité l'autorise.

Les administrateurs reçoivent en outre, entre les réunions, toutes informations utiles, y compris critiques, sur les événements ou opérations significatifs pour la Société. Ils reçoivent notamment les communiqués de presse diffusés par la Société.

Le Conseil est informé au moins une fois par an et débat périodiquement des grandes orientations de la politique du Groupe en matière de ressources humaines, de systèmes d'information et d'organisation.

Article 5 : Formation des administrateurs

Chaque administrateur peut bénéficier, à sa nomination ou tout au long de son mandat, des formations qui lui paraissent nécessaires à l'exercice du mandat.

Ces formations sont organisées et proposées par la Société et sont à la charge de celle-ci.

Article 6 : Les Comités du Conseil

Les délibérations du Conseil sont préparées, dans certains domaines, par des Comités spécialisés composés d'administrateurs nommés par le Conseil, qui instruisent les affaires entrant dans leurs attributions et soumettent au Conseil leurs avis et propositions.

Ces Comités agissent sous la responsabilité du Conseil.

Les Comités peuvent, dans l'exercice de leurs attributions respectives, solliciter la communication de toute information pertinente, entendre les dirigeants mandataires sociaux et les cadres de Direction du Groupe et, après en avoir informé le Président, demander la réalisation d'études techniques externes, aux frais de la Société. Ils rendent compte des informations obtenues et des avis recueillis.

Les Comités permanents sont au nombre de trois :

- le Comité d'audit, de contrôle interne et des risques,
- le Comité des rémunérations,
- le Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise.

Le Conseil peut créer un ou plusieurs Comités "ad hoc".

La Présidence du Comité d'audit, de contrôle interne et des risques est assurée par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par un Président nommé par le Conseil sur proposition du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise.

La Présidence du Comité des rémunérations et la Présidence du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise sont assurées par un Président nommé par le Conseil sur proposition du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise.

Le Secrétariat de chaque Comité est assuré par une personne désignée par le Président du Comité.

Le Président de chaque Comité rend compte au Conseil des travaux du Comité. Un compte-rendu écrit des travaux des Comités est régulièrement diffusé au Conseil.

Chaque Comité présente au Conseil son programme de travail annuel.

Article 7 : Le Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations :

- a) propose au Conseil, dans le respect des principes énumérés par le code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise et des normes professionnelles, les principes de la politique de rémunération des mandataires sociaux, et notamment les critères de détermination, la structure et le montant de cette rémunération y compris les indemnités et avantages en nature, de prévoyance ou de retraite et les rémunérations de toute nature perçues de l'ensemble des sociétés du Groupe ; il veille à leur application ;
- b) prépare l'évaluation annuelle des mandataires sociaux ;
- c) propose au Conseil la politique d'attribution d'actions de performance et d'options de souscription ou d'achat d'actions et donne un avis sur la liste des bénéficiaires ;
- d) prépare les décisions du Conseil relatives à l'épargne salariale ;
- e) examine chaque année et donne un avis au Conseil sur les propositions de la Direction générale relatives aux principes de la politique de rémunération applicables dans le Groupe, à la politique de rémunération des personnes visées par le règlement 97-02 sur le contrôle interne, notamment les catégories de personnel dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du Groupe, et s'assure auprès de la Direction générale de leur mise en œuvre. Il s'assure également que la concertation prévue par les normes professionnelles entre la Direction générale et le contrôle des risques et de la conformité pour la définition et la mise en œuvre de cette politique a bien lieu et que les avis du contrôle des risques et de la conformité sont bien pris en compte ;
- f) vérifie que le rapport qui lui est fait par la Direction générale est conforme aux dispositions du règlement 97-02 et cohérent avec les principes et dispositions des normes professionnelles. Il reçoit toute information nécessaire à sa mission et notamment le Rapport annuel transmis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et les montants individuels de rémunération au-delà d'un certain seuil qu'il détermine. Il s'appuie en tant que de besoin sur les services de contrôle interne ou sur des experts extérieurs. Il rend compte de ses travaux au Conseil. Il peut exercer ces mêmes missions pour les sociétés du Groupe surveillées par l'Autorité de contrôle prudentiel sur une base consolidée ou sous-consolidée ;
- g) donne un avis au Conseil sur la partie du Document de référence traitant de ces questions et fait un Rapport annuel d'activité, soumis à l'approbation du Conseil, destiné à être inséré dans le Document de référence.

Il est composé de trois administrateurs au moins, qui ne peuvent être ni dirigeant mandataire social, ni lié à l'entreprise ou l'une de ses filiales par un contrat de travail. Deux tiers au moins des membres du Comité sont indépendants au sens du code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise et compétents pour analyser les politiques et pratiques en matière de rémunération au regard de l'ensemble des critères pertinents, y compris de la politique de risque du Groupe.

Article 8 : Le Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise

Ce Comité est chargé de faire des propositions au Conseil pour la nomination des administrateurs ainsi que pour la succession des mandataires sociaux, notamment en cas de vacance imprévisible, après avoir diligenté les enquêtes utiles.

Il propose au Conseil les nominations des membres des Comités du Conseil.

Il peut proposer la nomination d'un Vice-Président.

Il prépare l'examen par le Conseil d'administration des questions relatives au gouvernement d'entreprise. Il conduit l'évaluation du Conseil d'administration, qui est réalisée chaque année.

Il propose au Conseil d'administration la présentation du Conseil d'administration dans le Document de référence et notamment la liste des administrateurs indépendants.

Il donne un avis au Conseil sur la partie du Document de référence traitant de ces questions et fait un Rapport annuel d'activité, soumis à l'approbation du Conseil d'administration, destiné à être inséré dans le Document de référence.

Le Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise est informé préalablement de toute nomination de membre du Comité exécutif du Groupe et de responsable d'une Direction fonctionnelle centrale non membre de ce Comité. Il a communication du plan de succession des mêmes dirigeants.

Il est composé de trois administrateurs au moins, qui ne peuvent être ni dirigeant mandataire social, ni lié à l'entreprise ou l'une de ses filiales par un contrat de travail. Deux tiers au moins des membres du Comité sont indépendants au sens du code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise et compétents pour analyser les politiques et pratiques en matière de nominations et de gouvernement d'entreprise au regard de l'ensemble des critères pertinents.

Article 9 : Le Comité d'audit, de contrôle interne et des risques

Ce Comité a pour mission d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières ainsi que le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Il est notamment chargé :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, notamment d'examiner la qualité et la fiabilité des dispositifs en place, de faire toute proposition en vue de leur amélioration et de s'assurer que les actions correctrices ont été mises en place en cas de dysfonctionnement dans le processus,

- d'analyser les projets de comptes qui doivent être soumis au Conseil, en vue notamment de vérifier la clarté des informations fournies et de porter une appréciation sur la pertinence et la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés ;
- de s'assurer de l'indépendance des Commissaires aux comptes, notamment par un examen du détail des honoraires qui leur sont versés par le Groupe ainsi qu'au réseau auquel ils peuvent appartenir et par l'approbation préalable de toute mission n'entrant pas dans le strict cadre du contrôle légal des comptes mais qui en est la conséquence ou l'accessoire, toute autre mission étant exclue ; de conduire la procédure de sélection des Commissaires aux comptes et de donner un avis au Conseil d'administration sur leur désignation ou leur renouvellement, ainsi que sur leur rémunération ;
- d'examiner le programme de travail des Commissaires aux Comptes, et plus généralement d'assurer le suivi du contrôle des comptes par les Commissaires aux comptes ;
- de porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer, en tant que de besoin, des actions complémentaires à ce titre. A cette fin, le Comité, notamment :
 - examine le programme de contrôle périodique du Groupe et le Rapport annuel sur le contrôle interne établi en application de la réglementation bancaire et donne son avis sur l'organisation et le fonctionnement des services de contrôle interne ;
 - examine les lettres de suite adressées par la Commission bancaire et émet un avis sur les projets de réponse à ces lettres ;
 - examine les procédures de contrôle des risques de marché et du risque structurel de taux d'intérêt et est consulté pour la fixation des limites de risques ;
 - émet une opinion sur la politique de provisionnement globale du Groupe ainsi que sur les provisions spécifiques de montants significatifs ;
 - examine le Rapport annuel sur la mesure et la surveillance des risques établi en application de la réglementation bancaire ;
 - examine la politique de maîtrise des risques et de suivi des engagements hors bilan, au vu notamment de notes préparées à cet effet par la Direction financière, la Direction des Risques et les Commissaires aux comptes.

Il peut entendre, dans les conditions qu'il détermine, outre les personnes visées à l'article 6, les Commissaires aux comptes ainsi que les cadres responsables de l'établissement des comptes, du contrôle interne, du contrôle des risques, du contrôle de conformité et du contrôle périodique. Les Commissaires aux comptes sont invités aux réunions du Comité d'audit, de contrôle interne et des risques, sauf décision contraire du Comité.

Il donne un avis au Conseil sur la partie du Document de référence traitant de ces questions et fait un Rapport annuel d'activité, soumis à l'approbation du Conseil, destiné à être inséré dans le Document de référence.

Le Comité d'audit, de contrôle interne et des risques est composé de trois Administrateurs au moins nommés par le Conseil d'administration, qui présentent des compétences appropriées en matière financière, comptable, d'audit, de contrôle interne ou de gestion des risques. Ils ne peuvent être ni dirigeant mandataire social, ni lié à l'entreprise ou à l'une de ses filiales par un contrat de travail. Deux-tiers au moins des membres du Comité sont indépendants au sens du code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise. Un des membres indépendants au moins doit présenter des compétences particulières tant en matière comptable qu'en matière financière.

Article 10 : Conflits d'intérêt

Tout administrateur en situation de conflit d'intérêt, même potentiel, notamment en raison des fonctions qu'il exerce dans une autre société, doit en faire part au Conseil et doit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante.

Le Président peut l'inviter à ne pas assister à la délibération.

Article 11 : Jeton de présence

Le montant du jeton de présence global est fixé par l'Assemblée générale.

Le Président-Directeur général ne perçoit pas de jetons de présence.

Le montant du jeton de présence global est divisé en une partie fixe égale au tiers et en une partie variable égale aux deux tiers.

Le Vice-Président bénéficie prorata temporis, d'une allocation spéciale de jetons de présence égale à 35% de la partie fixe du jeton annuel.

Après imputation de la part du Vice-Président, la partie fixe du jeton est répartie, prorata temporis, comme suit :

- quatre parts pour le Président du Comité d'audit, de contrôle interne et des risques
- trois parts pour les membres du Comité d'audit, de contrôle interne et des risques
- deux parts pour le Président des Comités des nominations et du gouvernement d'entreprise et des rémunérations
- une part pour les autres administrateurs.

La partie variable du jeton est répartie en fin d'année, en proportion du nombre de séances ou de réunions de travail du Conseil et de chacun des Comités auxquelles chaque administrateur aura participé. Toutefois, les séances du Comité des rémunérations et du Comité des nominations et du gouvernement d'entreprise tenues le même jour sont prises en compte pour une seule unité pour les membres communs.

Pour leur participation aux séances du Conseil, la rémunération des Censeurs est égale au montant du jeton de présence versé aux administrateurs non membres de Comités selon les modalités définies ci-dessus.

Article 12 : Remboursement de frais

Les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration et de mission des administrateurs et des censeurs, afférents aux réunions du Conseil d'administration, des Comités du Conseil, de l'Assemblée générale des actionnaires ou de toute autre réunion en relation avec les travaux du Conseil ou des Comités sont pris en charge ou font l'objet d'un remboursement par Société Générale, sur présentation des justificatifs.

Pour le Vice-Président, la Société prend en outre en charge les frais de bureau, de secrétariat et de communication nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Le Secrétaire du Conseil reçoit et contrôle les pièces justificatives afférentes et veille à la prise en charge ou au remboursement des sommes dues.

Article 13 : Secret

Chaque administrateur ou Censeur doit se considérer comme tenu par un véritable secret professionnel pour les informations confidentielles qu'il reçoit en sa qualité d'Administrateur ou de Censeur ainsi que pour le sens des opinions exprimées par chacun.

8.1 Responsable de l'actualisation du Document de référence

M. Frédéric OUDEA, Président-Directeur général de Société Générale

8.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2012 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 9.2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2012, de son actualisation A-01 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2012 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 363 à 364 et 426 à 427 du document de référence 2012, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2009 et 2010, respectivement en pages 331 à 332 et 404 à 405 du document de référence 2010 et en pages 343 à 344 et 416 à 417 du document de référence 2011. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes sociaux 2010 et aux comptes sociaux et consolidés 2009 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 2 août 2012

M. Frédéric OUDEA
Président-Directeur général de Société Générale

8.3 Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par Mme Isabelle Santenac

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nom : Société Deloitte et Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de 1ère nomination : 18 avril 2003

Date de renouvellement : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Commissaires aux comptes suppléants

Nom : Société Picarle et Associés

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : Société BEAS

Adresse : 7-9 Villa Houssay
92200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

9 - Chapitre 13 : Table de concordance

9.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Document de référence 2012	Première actualisation	Deuxième actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	444	81	134
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	445	82	135
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES			
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	20-21		
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		9-12
4. FACTEURS DE RISQUE	180-183 ; 196-239	38-43 ; Annexe 1	40-48
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR			
5.1. Histoire et évolution de la Société	2 ; 33		
5.2. Investissements	67		31
6. APERÇU DES ACTIVITES			
6.1. Principales activités	6-17 ; 63-66	3	4 ; 7-36
6.2. Principaux marchés	359-362		
6.3. Événements exceptionnels	NA		
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	235-237		
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	Sommaire	Sommaire
7. ORGANIGRAMME			
7.1. Description sommaire du Groupe	3 ; 38-39		8
7.2. Liste des filiales importantes	43-59 ; 353-362 ; 412-425		8 ; 60
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS			
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	74		36
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	155-177		
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT			
9.1. Situation financière	60-62 ; 70-73		28-29 ; 32-35
9.2. Résultat d'exploitation	40-59		9-27
10. TRESORERIE ET CAPITAUX			
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	246-252		5-6 ; 54-55
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	253		56
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	60-62		28-29 ; 35
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	34		
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	62		
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA		
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	68		
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	NA		
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE			
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	76-92	5	38-39
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	90		

Rubriques	Document de référence 2012	Première actualisation	Deuxième actualisation
15. REMUNERATION ET AVANTAGES			
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	116-130	6-37	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	352	8	
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION			
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	76-89		
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA		
16.3. Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	96-99		
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	93		
17. SALARIES			
17.1. Nombre de salariés	138		
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	76-79 ; 116-131		81
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	146-147		5
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES			
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	29		6
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	29 ; 34		6
18.3. Contrôle de l'émetteur	29		
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA		
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	352 ; 412- 424 ; 135-136		
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR			
20.1. Informations financières historiques	246- 362 ; 365-425 ; 449		
20.2. Informations financières pro forma	NA		
20.3. Etats financiers	246-362 ; 365-425		
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	363-364 ; 426-427		
20.5. Date des dernières informations financières	246 ; 365		49
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	44-71	49-87 ; 90-114
20.7. Politique de distribution des dividendes	22-23		
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	235-237		
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA		
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
21.1. Capital social	26-35	4	5
21.2. Acte constitutif et statuts	430-435	72-80	115-133
22. CONTRATS IMPORTANTS	NA		
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	NA		
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	35		
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	38-39 ; 353-359 ; 412-424		

9.2 Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Rapport financier semestriel	N°de page
Etats financiers au 30 juin 2012	49-87
Rapport semestriel d'activité	7-36
<input type="checkbox"/> Évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	7-36
<input type="checkbox"/> Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	36
<input type="checkbox"/> Principales transactions intervenues entre parties liées	NA
Attestation du responsable	134
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1er semestre de l'exercice 2012	88-89